



VENDREDI 14 FÉVRIER 2020

« 17 septembre 2019 : début du plus grand crash économique de l'histoire de l'humanité. »

- ▶ **Pour une agence gouvernementale finlandaise nous sommes à l'aube d'un effondrement économique** (Charles Sannat) p.1
- ▶ **Pourquoi les gens ne changent-ils pas ?** p.4
- ▶ **En Afrique australe touchée de plein fouet par la crise climatique, des hommes et des bêtes aux abois** p.27
- ▶ **Le pape appelle le monde à «s'indigner» contre la surexploitation de l'Amazonie** p.35
- ▶ **Réorienter l'économie en période d'urgence climatique et d'exclusion économique** p.35
- ▶ **A qui appartient le Green New Deal ?** p.38
- ▶ **Un tiers des actifs de combustibles fossiles pourrait bientôt être bloqué** p.43
- ▶ **La vraie raison pour laquelle les Saoudiens veulent désespérément redémarrer ce champ pétrolifère géant** p.45
- ▶ **Les foreurs de gaz de schiste font face à une tempête parfaite** (Nick Cunningham) p.47
- ▶ **Un virus des plus commodes** (Dmitry Orlov) p.49
- ▶ **Le pouvoir est donné à des enfants fous** (Michel Sourrouille) p.52
- ▶ **1347** (Patrick Reymond) p.53

\$ SECTION ÉCONOMIE \$

- ▶ **Bien pire que l'Europe ça existe et c'est l'Amérique ! Le dollar américain est susceptible d'atteindre zéro avant l'euro...** p.55
- ▶ **La dette américaine double tous les 8 ans – 40 000 milliards \$ en 2025** p.56
- ▶ **La prospérité construite sur la dette de courte durée** p.58
- ▶ **Le corona et la dette : un double virus dévastateur** (S. Thomson) p.59
- ▶ **« Et si le ratio de mortalité du Coronavirus était de 18 % ? »** (Charles Sannat) p.62
- ▶ **Boeing sonne l'alarme sur l'impact du virus sur l'aviation** (Charles Sannat) p.65
- ▶ **Notre reconnaissance "Venez à Mao" et la prochaine révolution culturelle** (Charles Hugh Smith) p.66
- ▶ **Les risques-presque-tout de la finance** (François Leclerc) p.68
- ▶ **Les bénéficiaires finaux de la conquête par la création monétaire privée demeurent anonymes.** LHK p.69
- ▶ **Athènes se refinance désormais sous la barre des 1%... A quand des taux négatifs en Grèce ?** p.76
- ▶ **Les marchés sévèrement contaminés par une froide euphorie** (P. Béchade) p.77
- ▶ **Cycles boom/krach : ce n'est pas terminé (1/2)** p.78
- ▶ **Les Etats-Unis, en route vers l'Argentine** (Bill Bonner) p.80

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

Pour une agence gouvernementale finlandaise nous sommes à l'aube d'un effondrement économique



Alors que les prix du pétrole sont en chute libre en raison de l'épidémie de coronavirus qui vient de mettre à l'arrêt l'économie chinoise, cette étude évoque un risque déjà connu et pointé du doigt il y a presque deux ans par le patron de TOTAL. Ce dernier expliquait que nous allions vers un nouveau choc pétrolier vers 2020 à 2022 en raison d'un manque très important d'investissements dans l'industrie pétrolière.

Nous verrons bien.

Ce qui est certain, c'est que si le pétrole venait à manquer les prix s'envoleraient et provoqueraient une nouvelle récession car la hausse du pétrole est l'équivalent d'une hausse de taux importante pour l'économie mondiale.

Charles SANNAT

Nous sommes à l'aube d'un effondrement économique, selon une agence gouvernementale finlandaise

Un récent rapport du Centre de recherche géologique de Finlande avertit que si rien n'est fait, l'industrie pétrolière mondiale pourrait s'effondrer et entraîner avec elle l'économie du globe. Nicolas Meilhan, membre de l'Association pour l'étude des pics pétroliers et gaziers et du think tank Les Éconoclastes, livre son analyse à Sputnik France.

C'est un rapport qui commence à faire du bruit dans le monde économique. Le scientifique Simon Michaux a réalisé une étude pour le Centre de recherche géologique de Finlande (GTK), organisation dépendant du ministère des Affaires économiques et de l'Emploi finlandais. Il tire la sonnette d'alarme concernant un possible effondrement de l'économie mondiale. En cause? Une industrie pétrolière qui, selon lui, risque prochainement de battre de l'aile. Il note que la crise économique de 2008 avait notamment été causée par l'atteinte d'un plafond de production de l'or noir en 2005. Un événement qui avait conduit à une augmentation du prix du brut. Par ricochet, la dette globale avait alors augmenté, la rendant difficile à soutenir.

Simon Michaux assure que ce risque existe encore aujourd'hui mais que la politique d'assouplissement quantitatif, ou «quantitative easing» dans la langue de Shakespeare, des banques centrales le rend supportable pour le moment. Depuis la crise de 2008, de nombreuses banques centrales à travers la planète –Réserve

fédérale américaine (Fed), Banque centrale européenne (BCE) et Banque du Japon (BoJ) en tête— ont mené à plusieurs reprises une vaste politique de rachats d'actifs afin de soutenir l'économie par le biais de la création monétaire. En d'autres termes: la planche à billets.

D'après l'auteur du rapport, le fait que les États-Unis soient devenus les premiers producteurs de pétrole au monde grâce à l'huile de schiste et la fracturation hydraulique a contribué à compenser la stagnation de la production d'or noir dans les pays de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole). Mais Simon Michaux note que l'huile de schiste alimente une bulle spéculative, sans parler de ses coûts de production élevés qui pourraient mettre à mal une industrie pétrolière américaine déjà très endettée. De quoi poser la question légitime d'un possible pic de production du côté de l'Oncle Sam.

Il est d'ordinaire admis par les spécialistes que l'économie mondiale tanguerait sévèrement quand le baril de brut atteint les 100 dollars. À l'inverse, à moins de 54 dollars, la production nécessite l'endettement. C'est ce cadre préoccupant qui fait dire à Simon Michaux que le système risque d'exploser.

Il invite les décideurs mondiaux à prendre des mesures afin de repenser l'intégralité du système qu'il juge construit sur «une orgie de dettes». Si ce n'est pas le cas, il prévient: «L'alternative sera le conflit.»

Nicolas Meilhan, diplômé du célèbre Massachusetts Institute of Technology (MIT), membre de l'Association pour l'étude des pics pétrolier et gazier et du think tank Les Éconoclastes, livre son analyse à Sputnik France.

Sputnik France: Selon Simon Michaux, le risque de voir la production de pétrole atteindre un plafond est réel. Êtes-vous d'accord avec lui?

Nicolas Meilhan: «La production de pétrole conventionnel a atteint un maximum en 2008, selon l'Agence internationale de l'énergie, une organisation qui n'est pas l'ONG écolo-bobo du coin. Cela avait été anticipé dès la fin des années 1990 par l'ingénieur pétrolier Jean Laherrère et le géologue Colin Campbell. Ils étaient les auteurs en 1998 d'une publication scientifique intitulée *The end of cheap oil*. Ils expliquaient déjà que d'ici à dix ans, la production de pétrole peu cher allait atteindre un plateau. C'est arrivé en 2008. Il y a eu ensuite un petit shoot supplémentaire de production avec le pétrole non conventionnel, principalement le pétrole de roche-mère aux États-Unis et les sables bitumineux au Canada. Deux énergies dont l'exploitation a été permise par les politiques non conventionnelles des banques centrales qui ont mis beaucoup d'argent à la disposition des investisseurs, comme l'explique Simon Michaux. Ces politiques ont permis de financer des projets pas forcément rentables. Ce contexte a redonné un coup de fouet à la production avec notamment plusieurs bassins aux États-Unis, dont le bassin permien. Dès que ce dernier n'augmentera plus sa production, c'est au niveau mondial que cela risque de plafonner. La production globale de pétrole conventionnel et non conventionnel a atteint un maximum en novembre 2018 avec un peu plus de 84 millions de barils produits par jour, contre environ 80 aujourd'hui. Il est possible que la maximum ait été atteint et que l'on ne dépasse plus jamais ce niveau. Dans ce cas-là, le pic serait déjà derrière nous.»

Sputnik France: Les conséquences de l'atteinte de ce plafond seraient-elles aussi graves que l'affirme Simon Michaux?

Nicolas Meilhan: «Oui, car le pétrole est le sang de l'économie. Pas de pétrole pas de transport, donc beaucoup moins d'échanges et de commerce. Il existe une relation directe entre le produit intérieur brut (PIB) au niveau mondial, qui est l'indicateur utilisé pour mesurer la performance économique et la consommation de pétrole: plus de pétrole plus de PIB, moins de pétrole moins de PIB. C'est aussi simple que cela. Et qui dit moins de PIB dit moins de croissance. Or, le système financier a besoin de croissance pour payer les intérêts de ses dettes. Une contrainte sur la disponibilité de pétrole crée une contrainte sur l'économie qui est susceptible d'aboutir à un effondrement du système financier.»

Sputnik France: Comment la politique d'assouplissement quantitatif des banques centrales influe-t-elle sur les prix du pétrole?

Nicolas Meilhan: «De deux façons. Pour commencer, le prix du pétrole est très lié à la valeur du dollar. Quand la Fed se livre à un assouplissement quantitatif, cela a tendance à faire baisser la valeur du billet vert ce qui, mécaniquement, fait augmenter les prix du baril en dollars. Deuxièmement, l'injection d'une grande quantité de liquidités dans le système financier a permis de développer les investissements dans le pétrole de roche-mère américain et donc d'ajouter une nouvelle offre sur le marché qui a fait baisser les prix. On voit comment ces politiques peuvent influencer les prix du brut de deux manières différentes.»

Sputnik France: Simon Michaux lance un avertissement empreint de gravité. Selon lui, si l'entière responsabilité du système économique mondial n'est pas revue, «l'alternative sera le conflit». Comment jugez-vous ce risque?

Nicolas Meilhan: «Il suffit de regarder ce qui s'est passé en France ces derniers mois avec la plus grave crise sociale qu'ait connue le pays ces vingt dernières années. Elle n'est pas due au pétrole mais il a eu un rôle déclencheur avec la hausse du prix des carburants. Si les gens ne peuvent plus assumer financièrement leurs déplacements, cela crée un problème. Une éventuelle contrainte sur la disponibilité de pétrole qui se répercuterait sur le prix pourrait donner lieu à une crise des Gilets jaunes puissance 10. Il est certain qu'un manque d'anticipation et d'organisation afin d'aider ceux qui ont le plus besoin de pétrole à s'en passer créera des problèmes.»

Pourquoi les gens ne changent-ils pas ?

Guillaume Lohest
Pour Nature & Progrès - 2016

Amorce

Nous sommes en train de changer d'époque. Le basculement est d'une ampleur difficilement mesurable, à l'échelle géologique. Certains scientifiques parlent, en termes savants, d'anthropocène, une nouvelle ère dans l'échelle des temps géologiques. D'autres, non moins scientifiques, évoquent de grandes probabilités d'effondrement civilisationnel. Ce qui s'annonce est aussi impensable pour le cerveau humain que ne pouvaient l'être l'écriture, l'agriculture à venir ou l'extinction passée des dinosaures pour un cerveau de grand singe d'il y a trois millions d'années. Énormité des constats et des déséquilibres planétaires ; pourtant, tout au quotidien semble suivre petit bonhomme de chemin. Cette étude sera consacrée à explorer, sous divers angles, la question suivante : pourquoi les gens ne changent-ils pas ?

Sommaire

INTRODUCTION : UN STATU QUO INCOMPRÉHENSIBLE	5
a) Depuis le temps.....	5
b) Anthropocène voire effondrement.....	6
CHAPITRE 1 : INACCESSIBLES RAISINS ET TRIPES PEU RAGOÛTANTES	6
a) Savoir n'est pas pouvoir.....	7
b) « Comme il n'y pouvait atteindre »	7
c) Changer est un travail	8
CHAPITRE 2 : TIPPING POINTS... NOUS Y SOMMES PRESQUE.....	8

a) Avant les seuils critiques, on sait, mais on n'y croit pas	9
b) Les sociétés peuvent aussi basculer... vers un mieux !	9
c) Écosystèmes et tipping points positifs.....	10
d) C'est pour bientôt, poursuivons nos engagements	10
CHAPTIRE 3 : GANDHI, RABHI, COLIBRIS... RIKIKI ?	11
a) Une éthique... efficace ?	11
b) Des décroissants sinistres aux exaltés incohérents	12
c) Impasse du prosélytisme	13
d) Réhabilitation du politique	13
e) Nos attachements ne sont pas une mince affaire	14
CHAPITRE 4 : VERROUILLAGE, LOBBIES, EXPERTS... LE COCKTAIL DE L'IMMOBILISME	15
a) Le syndrome du clavier AZERTY : le verrouillage socio-technique.....	16
b) Le rôle des lobbies	16
c) L'expertise, cette fausse neutralité.....	17
d) Décrypter les mécanismes (pour éviter de voir des fantômes)	18
CHAPITRE 5 : "CERTITUDE, SERVITUDE"	18
a) Toutes ces choses qui nous font penser	18
b) La publicité, cet océan d'implicites.....	19
c) Imaginaire culturel : technologie, innovation, responsabilité.....	19
d) Stéréotypes-repoussoirs de l'effondrement	20
e) L'addiction aux certitudes	20
CONCLUSION : L'ADIEU AUX SOLUTIONS, POUR UN AGIR "EN CHEMIN" 24	21
a) Impossible pourtant de continuer ainsi	21
b) Les gens ont-ils jamais changé comme on voudrait qu'ils le fassent ?	22
c) Ne doutez jamais qu'un petit groupe	23
d) Trois deuils à faire : l'optimisme, la solution, la certitude	23
e) L'enjeu narratif	24
f) Quel usage pour Nature & Progrès ?	25

Introduction

Un statu quo incompréhensible

a) Depuis le temps...

Les premières alertes écologiques datent des années 1960. On peut trouver dans la littérature plus ancienne de nombreux discours précurseurs, et au moins autant de mouvements populaires de défense de « l'environnement » ou de visions opposées au productivisme (par exemples le mouvement des Luddites au 19^e siècle). Mais mettons que les choses sérieuses commencent aux États-Unis avec les

révélation de Rachel Carson (*Printemps silencieux*, 1962), en France avec la candidature de René Dumont à l'élection présidentielle (1974), et à l'échelle internationale avec la publication du rapport Meadows au Club de Rome (*Limits to growth*, 1972). La naissance de *Nature & Progrès*, en France (1964) puis en Belgique (1976), date de ces années où l'écologie politique était en train de naître sous les traits de signaux d'alerte, dans le fol espoir d'une bifurcation de modèle de société qui, à l'époque, semblait possible.

b) Anthropocène voire effondrement

Quarante ans plus tard, hormis quelques authentiques conquêtes (reconnaissance de la bio, interdiction de certains produits toxiques, résorption du trou de la couche d'ozone), et malgré des centaines de milliers de données, d'informations, de débats, de chiffres et d'études documentant les dégradations irréversibles que les activités humaines occasionnent à la santé humaine et à l'équilibre des écosystèmes et du climat, le bilan écologique du monde s'est alourdi de façon vertigineuse. De nombreux scientifiques estiment que nous sommes entrés dans une nouvelle époque de l'histoire géologique, l'anthropocène. Cette ère se caractériserait par un impact sans précédent de l'humain sur la planète, à tel point qu'il devient impossible de séparer ce qui relève de la nature et ce qui relève de ses habitants humains. Depuis deux siècles environ (avec la révolution industrielle), et depuis 1945 a fortiori, l'empreinte de l'Homme sur la planète terre suit une courbe exponentielle, littéralement insoutenable.

Les alertes autrefois étaient locales, éparpillées et porteuses d'espoir. Les menaces actuelles sont globales et sans retour possible : changement climatique, épuisement des ressources, chute de la biodiversité, maladies chroniques liées à la chimie de synthèse généralisée. Les catastrophes sont déjà là, et l'on parle de plus en plus d'effondrement. C'est qu'en quarante ans, à part les mots (*durable, vert, propre*) et des petits ajustements à la marge, rien n'a changé. Au contraire, l'empreinte écologique globale n'a cessé d'augmenter. Il est donc aujourd'hui impératif d'affronter cette question avec lucidité et sans faire comme si tout allait pour le mieux : pourquoi la machine politique et économique mondiale n'a-t-elle pas modifié sa trajectoire ? Pourquoi les choses ont-elles empiré ? Plus généralement : pourquoi les gens ne changent-ils pas ?

L'objet de cette étude n'est donc pas de dresser le catalogue des menaces écologiques globales qui pèsent sur le monde, mais de s'interroger en profondeur sur le fait qu'un tel catalogue, connu depuis tant d'années et sans cesse s'aggravant, n'ait pas semblé susciter de modification majeure dans l'ordre des choses, dans le comportement des gens et dans le jeu démocratique. Cinq chapitres parcourront diverses hypothèses d'ordre psychologique, sociologique, institutionnel et politique.

Chapitre 1

Inaccessibles raisins et tripes peu ragoûtantes

Où l'on examine deux hypothèses dans le domaine de la psychologie : l'impuissance des données objectives, à partir de l'expérience de Kurt Lewin, et les phénomènes de dissonance cognitive à la lumière d'une fable de Jean De La Fontaine.

a) Savoir n'est pas pouvoir

Longtemps, on a pu penser que le meilleur moyen d'inciter au changement consistait à informer. Les militants d'hier agissaient en distribuant des tracts. Les mouvements ou les États lançaient de vastes « campagnes d'information ». Cette manière de faire, si elle n'a jamais fonctionné, est en tout cas devenue obsolète. Déjà dans les années 40, lors de la seconde guerre mondiale, le psychologue américain Kurt Lewin avait montré que la persuasion par l'information était impuissante à modifier des comportements. Voici comment.

Dans le contexte de la guerre, le gouvernement des U.S.A. avait toutes les peines du monde à convaincre la population de se nourrir de pièces de viande « inférieures », les abats, afin de réserver les meilleures parts aux militaires. La célèbre expérience des « ménagères » de Lewin a consisté à tester deux méthodes pour inciter au changement : un premier groupe assiste à une conférence sur les bienfaits d'une alimentation équilibrée pour les soldats, suivie d'une présentation de quelques recettes à base de tripes. Le second groupe est, quant à lui, divisé en sous-groupes de discussion encadrés : après une brève présentation sur l'alimentation des militaires, un échange est proposé entre les participantes au sujet des réticences à utiliser les abats en cuisine. Les résultats de cette expérience furent édifiants : 3% des participantes au premier groupe ont préparé des abats dans la semaine qui a suivi ce test, contre 32% des participantes au second groupe. Conclusion ? Communiquer des informations ne permet pas de changer de comportement. Accompagner des réflexions dans le cadre d'un processus plus participatif est déjà nettement plus efficace.

Pour ce qui concerne les enjeux écologiques, il s'agit d'interroger nos pratiques de mobilisation. Ne sommes-nous pas trop souvent dans le rôle de « donneurs de leçon », dans la perspective de « communiquer des informations » ? Comme pour les tripes, ne serait-il pas plus efficace de privilégier des modèles participatifs, qui donnent aux gens la possibilité de nommer les obstacles, les réticences, les craintes liées aux changements de pratiques et de modèles ? Le chemin le plus court, donner des informations en espérant que les gens changent directement d'eux-mêmes, est souvent un vol d'oiseau inaccessible à nos trajectoires de vie qui sont des amas complexes d'habitudes, de représentations, de liens profonds. Changer, ça ne se décrète pas, ça se travaille collectivement.

b) « Comme il n'y pouvait atteindre »

Un autre concept issu de la psychologie peut expliquer certains blocages dans les démarches de changement : la dissonance cognitive. Pour l'illustrer, il est fréquent de recourir à la très courte fable de Jean de La Fontaine, *Le renard et les raisins*.

Certain renard gascon, d'autres disent normand,

Mourant presque de faim, vit au haut d'une treille

Des raisins mûrs apparemment,

Et couverts d'une peau vermeille. Le galant en eût fait

volontiers un repas ; Mais comme il n'y pouvait atteindre

:

"Ils sont trop verts, dit-il, et bons pour des goujats. " Fit-il pas mieux que de se plaindre ?

Le renard constate que les raisins sont objectivement mûrs : pour preuve, ils sont « couverts d'une peau vermeille ». Par ailleurs, il est affamé. Mais face à son incapacité à atteindre les grappes de raisin, il s'invente et proclame une autre réalité : les raisins sont verts, et bons pour des goujats. Cette fable n'est pas qu'une historiette. Elle illustre la tendance des individus, quand ils sont confrontés à une contradiction intérieure, à se persuader de l'inverse de ce qu'ils pensent, en quelque sorte.

Si nous appliquons ce fonctionnement psychologique, par exemple, à la situation du changement climatique, nous sommes à même de mieux comprendre des phénomènes comme le climatoscepticisme, l'indifférence ou le déni. Dans la fable, les raisins sont mûrs. Dans la réalité du changement climatique, les carottes sont cuites, nous allons devoir faire face à des bouleversements gigantesques. Le renard est affamé, il doit manger. Quant à nous, nos perspectives d'avenir sont menacées, nous devons changer. Le renard ne peut atteindre les raisins, il décrète donc qu'ils ne sont pas bons : voici la dissonance cognitive. Notre organisation socio-économique, nos responsables politiques, nous-mêmes, ne parvenons pas à atteindre les objectifs de limitation de nos productions et consommations. Nous vivons de façon contradictoire avec ce que nous savons. Nous pouvons faire l'hypothèse que la tendance à nier la réalité de l'origine humaine du réchauffement climatique, ou à minimiser son ampleur par « optimisme », est une manière de résoudre intérieurement cette dissonance cognitive. De même que les réticences à changer. « Ils sont pour les goujats », dit le renard. « Ce sont des trucs de bobos », disent de nombreuses personnes à propos des alternatives concrètes de consommation.

c) Changer est un travail

Ces deux exemples n'expliquent bien sûr pas tout. Ils sont avancés ici à titre d'hypothèses relevant du domaine de la psychologie individuelle et sociale. Qu'en tirons-nous comme enseignement pour nos pratiques et dans nos modes d'engagement ? Avant toute chose, qu'il est impératif de changer de logiciel. L'urgence dans nos pays n'est pas d'informer ou de distribuer des « kits » de solutions toutes faites. Notre tâche est de parvenir à actionner des leviers individuels et sociaux qui ne se situent pas au niveau de la raison objectivante, mais plus en profondeur dans les fonctionnements : au niveau des habitudes, des représentations, des liens, des attachements, des peurs et des désirs. Des tripes, en somme.

En termes d'outils de mobilisation, posons-nous des questions concrètes : quelles activités, quelles rencontres, quelles paroles peuvent atteindre à ce niveau ?

Chapitre 2 Tipping points... nous y sommes presque

Où l'on comprend pourquoi le concept de point de bascule (tipping point) est à la fois une mauvaise nouvelle et un menu réconfort.

Vous avez entre les mains une branche de bois sec et vous souhaitez la briser en deux morceaux. Vous la posez sur votre cuisse et vous exercez une légère pression des deux côtés. Rien ne se passe. Vous appuyez plus fort, toujours rien, elle résiste décidément. Vous donnez alors tout ce dont vos muscles sont capables et là, soudainement, voici la branche brisée d'un craquement sec. Vous avez passé le

point de bascule. Avant : malgré l'augmentation progressive de l'intensité de votre effort, la branche restait exactement la même, aucun changement n'était visible. Après : elle est irrémédiablement cassée, aucun retour en arrière n'est possible. Le changement n'est pas linéaire, il n'est pas proportionnel à notre débauche d'énergie, il suit son propre timing, nous surprend, d'un coup d'un seul parfois. On appelle ce phénomène le « point de bascule » ou encore « seuil critique ». On peut l'observer dans des domaines bien différents.

a) Avant les seuils critiques, on sait, mais on n'y croit pas

Il en va ainsi du changement climatique à l'échelle mondiale. Les experts n'ont cessé de rappeler qu'il fallait éviter de dépasser le seuil de 2°C de réchauffement, au-delà duquel des boucles de conséquences risqueraient de placer les événements climatiques hors de toute mesure et de tout contrôle. Le problème, c'est que tant que ce seuil n'est pas atteint, la majorité des citoyens et des décideurs continuent de considérer le réchauffement climatique comme une menace théorique. Il est frappant de constater que les États les plus demandeurs d'un accord contraignant lors de la COP 21 à Paris étaient les États insulaires déjà directement atteints par les modifications du climat. Ce qui touche directement les gens modifie leur perception du monde, contrairement aux menaces qui sont encore perçues comme abstraites. La solidarité et les convictions sont toujours plus fortes, hélas, quand les temps sont durs. Ce phénomène amène certains intellectuels à proposer d'autres stratégies de pensée et d'action face aux menaces écologiques. Ainsi, le philosophe Jean-Pierre Dupuy propose un « catastrophisme éclairé » (1) : il faut considérer les catastrophes à venir comme inéluctables, précisément pour pouvoir les éviter. Car « même lorsqu'ils sont informés, les peuples ne croient pas ce qu'ils savent ». Il ne s'agit donc pas de brandir des menaces et d'annoncer des catastrophes comme un prophète de malheur, mais de leur donner le statut de faits avérés. Cette étrange ruse métaphysique a, au minimum, le mérite de proposer une autre voie que l'optimisme naïf qui prévaut encore aujourd'hui chez beaucoup d'acteurs politiques et économiques. L'écrivain américain Jonathan

Franzen, lui, a même osé s'insurger contre « l'obsession climatique » (2). Non parce qu'il dénie la réalité du changement climatique, mais parce qu'il estime plus efficace de lutter « au présent », dans la pluralité des contextes, des sensibilités et des paysages affectés partout dans le monde.

Résumons. Les changements d'attitude tardent à venir car certains seuils critiques globaux ne sont pas encore atteints. Cette impasse semble insurmontable, mais la notion de *tipping point* recèle d'autres implications plus enthousiasmantes. Pour cela, il faut revenir à l'origine sociologique du concept.

b) Les sociétés peuvent aussi basculer... vers un mieux !

Malcolm Gladwell a écrit un best-seller sur le sujet, intitulé en français *Le Point de bascule, comment faire une grande différence avec de très petites choses* (3). Il y décrit, en accumulant les exemples historiques et les explications détaillées, comment de très nombreux processus sociaux (modes, changement d'attitudes, taux de criminalité, révolutions même) émergent sous la forme d'un effet boule-de-neige ou d'une épidémie. « La notion de point de bascule, écrit-il, repose sur cette possible soudaineté du changement, sans doute l'idée la plus difficile à accepter. L'expression « point de bascule » fut d'abord utilisée dans les années 1970 pour décrire la ruée des Blancs vers les banlieues, dans le nord-est des États-Unis. Lorsque le nombre d'Afro-Américains d'un quartier atteignait un certain point – disons 20% –, la plupart des Blancs quittaient le quartier immédiatement. La communauté, observèrent les sociologues, *basculait*. Le point de bascule est un seuil, un point d'ébullition, le moment où une masse critique est atteinte. » Cette observation, appliquée au sujet qui nous occupe, est plutôt réjouissante. En effet, cela pourrait signifier que le basculement vers des

politiques et des pratiques beaucoup plus écologiques n'exige pas que *toute* la population soit au préalable convaincue de sa nécessité, mais seulement 10 à 15%, proportion qui correspond à un *tipping point* vers la généralisation d'un nouveau paradigme. Peut-être sommes-nous beaucoup plus proches de ce moment que nous ne le pensons. Une conscience en train de changer est en somme aussi invisible à l'œil nu qu'un dixième de degré d'augmentation de la température moyenne mondiale. Mais ce n'est pas moins réel, et cela mène aussi à un basculement. Reste à espérer que les basculements sociaux et politiques aient lieu *avant* les seuils critiques d'effondrement des écosystèmes et des systèmes socio-économiques. Dans un cas comme dans l'autre, la notion de *tipping point* est précieuse pour comprendre le fait que les changements visibles tardent à apparaître.

c) Écosystèmes et tipping points positifs

Par ailleurs, si des seuils critiques négatifs sont atteints dans beaucoup d'écosystèmes, le phénomène peut exister également dans l'autre sens. Des écosystèmes naturels et les communautés qui les entourent peuvent se régénérer en mettant en place des dynamiques qui profitent de *tipping points* positifs. « Chaque jour, on nous submerge d'informations sur la dévastation de l'environnement. On lit que les systèmes naturels, des forêts tropicales aux courants océaniques, approchent du « point de bascule » vers des changements irréversibles. Mais partout dans le monde, des points de bascule environnementaux positifs, qui penchent du côté de la durabilité, font tranquillement leur apparition. Dans des endroits où les régulations par le haut et les techniques de réparation coûteuses ne fonctionnent pas, ces points de bascule offrent une troisième voie pour restaurer les communautés naturelles et humaines. Au lieu d'essayer de réparer les dégâts faits à la nature, ou de changer la nature humaine, ils utilisent le pouvoir inné qu'ont les deux à se soigner eux-mêmes – et l'un et l'autre. » (4) Les auteurs de ces lignes consacrent un article déjà ancien à deux exemples marquants de rétablissement de points de bascule environnementaux positifs. Le premier concerne la résurrection de la petite île d'Apo, au large des Philippines. Cette île, dont le mode de vie fut décimé par la surpêche moderne, put se réhabiliter à partir de l'instauration d'une interdiction de pêche sur 10% de la surface des eaux environnantes, zone qui fut le point de départ d'une reconstitution des populations de poissons à partir de laquelle un nouveau mode de pêche fut adopté par les communautés locales. Le second exemple fait honneur à la réhabilitation des traditionnels *johads* (des digues de terre) dans le Rajasthan au nord-ouest de l'Inde. Cette région où l'eau est très rare avait connu une spectaculaire érosion des sols, source de destruction des modes de vie et de subsistance. Remettre en fonctionnement les *johads*, qui avaient été obstrués par le déversement des couches arables du sol, a permis de reconstituer des réserves locales d'eau, accumulées pendant les moussons.

d) C'est pour bientôt, poursuivons nos engagements

Ces deux cas exemplaires ne sont pas isolés. On peut observer de tels processus partout dans le monde, quand des communautés s'organisent à partir des réalités des lieux et de techniques simples à partager. Ce « point de bascule positif » est d'ailleurs merveilleusement illustré par la célèbre nouvelle de Jean Giono, *L'homme qui plantait des arbres* (5). C'est le récit d'un homme solitaire qui, sur un aride plateau provençal abandonné, se met à planter des arbres, toute sa vie, si bien qu'il finit par créer une gigantesque forêt qui charrie avec elle l'eau, la vie, la joie. Il s'agit ici d'une fiction, mais dont les mécanismes sont tout à fait réels et trouvent des échos pratiques dans divers projets de reforestation de déserts en divers lieux de la planète. Le fait remarquable, dans ces boucles de rétroactions positives, c'est que les aspects naturels (liés aux écosystèmes) se prolongent spontanément en bienfaits sociaux et

culturels, et vice-versa. Retrouver un accès à l'eau permet de remettre sur pied des coopératives agricoles locales, de faire revivre les communautés, de rouvrir des écoles, et ainsi de suite.

Que faut-il en tirer comme enseignements ? Probablement que pour s'investir en faveur de l'environnement, de la biodiversité et des écosystèmes, de l'agriculture biologique et locale, il est indispensable de partir du terrain, de la base et de dynamiques situées dans l'espace et dans le temps. Allons même plus loin : le meilleur moyen de toucher un public de plus en plus large est de commencer de façon localisée, en « intensif ». « *Qui trop embrasse mal étreint* » énonce la sagesse populaire. Inutile donc de viser des objectifs impossibles, trop globaux, théoriques, abstraits. Les États s'en chargent lors d'événements comme la COP21. Quant à nous, citoyens, associations, mouvements, agissons collectivement là où nous sommes, ici et maintenant. Surtout, ne nous décourageons pas si rien, en apparence, ne semble se transformer. Pourquoi les gens ne changent-ils pas ? nous demandons-nous en fil rouge de cette étude. Peut-être parce que les tipping points (négatifs et positifs) ne sont pas encore atteints. Mais nous y sommes presque. C'est pour bientôt et, selon le type de points de bascule en question, pour le pire... et, ou, pour le meilleur.

Chapitre 3

Gandhi, Rabhi, colibris... rikiki ?

Où l'on s'interroge sur les démarches individuelles et volontaires. Mises ensemble, peuvent-elles vraiment, par contagion, modifier les sociétés en profondeur ?

« *Soyons le changement que nous voulons voir dans le monde* ». La phrase est attribuée à Gandhi et fait florès sur les réseaux sociaux, sur les appuis de fenêtre et en exergue des bouquins. Elle alimente quelques autres citations du même acabit et sert de socle philosophique à un mouvement de pensée et d'action qu'on peut regrouper, grosso modo, sous les vocables de simplicité volontaire ou de sobriété heureuse. L'esprit de ce mouvement, plus que jamais, est incarné par Pierre Rabhi et la légende du colibri qu'il a popularisée :

Un jour, dit la légende, il y eut un immense incendie de forêt. Tous les animaux terrifiés, atterrés, observaient impuissants le désastre. Seul le petit colibri s'activait, allant chercher quelques gouttes avec son bec pour les jeter sur le feu. Après un moment, le tatou, agacé par cette agitation dérisoire, lui dit : "Colibri ! Tu n'es pas fou ? Ce n'est pas avec ces gouttes d'eau que tu vas éteindre le feu !" Et le colibri lui répondit : "Je le sais, mais je fais ma part." (6).

a) Une éthique... efficace ?

Dans les deux premiers chapitres de cette étude, nous avons relevé plusieurs obstacles à un changement des comportements individuels dans un contexte de crise écologique pourtant objectivement

dramatique. Entre autres, le fait que la simple connaissance de données scientifiques ou d'informations théoriques ne suffit pas à déclencher de modification substantielle des modes de vie et des orientations politiques. Par ailleurs, il s'avère que les dégradations des écosystèmes et des sociétés, ainsi que leurs éventuelles régénérations, ne se produisent pas de façon linéaire et proportionnelle à leurs causes, mais par ruptures, subitement. Ainsi, avant les catastrophes, personne ne les pense possibles car les apparences semblent moins alarmantes que ce que disent les chiffres et ce que prédisent les modèles. On sait, mais on n'y croit pas.

La philosophie d'un mouvement comme celui des *Colibris* semble, a priori, proposer une démarche de changement capable de lever de tels freins. En effet, ce qui est mis en avant, tant dans le discours de Pierre Rabhi que dans les groupes de simplicité volontaire, c'est la dimension spirituelle du changement, qui s'enracine dans une éthique (voir encadré). Autrement dit, il ne s'agit pas ici de modifier les choses par l'extérieur, sous la contrainte de données objectives, mais bien par un changement de regard, par une « insurrection intérieure » des consciences. Et ce changement de regard est voué à se communiquer par contagion en quelque sorte, de proche en proche, grâce à des rencontres, à l'engagement personnel, à l'inspiration de personne à personne. Jusqu'à atteindre un point de bascule sociologique ? Chacun l'espère, bien sûr, mais nous allons ici nous poser la question de façon directe : est-ce que cela fonctionne ? Est-ce que cela change réellement la société ?

Le philosophe et psychanalyste Miguel Benasayag, interrogé par le journal *L'Âge de Faire* au sujet de Pierre Rabhi, a cette réponse diplomatique : « *Je le connais personnellement assez peu. La seule chose, c'est que j'ai une pensée urgente et plutôt que le colibri, je préfère un canadair méchant qui va éteindre l'incendie.* » (7) Voici posée la question de l'efficacité : miser sur les changements individuels des consciences, cela peut-il enrayer à temps les catastrophes écologiques en cours ? Le timing n'exige-t-il pas des réactions autrement plus rapides ? Plus fondamentalement : la voie individuelle de l'engagement et de l'exemple est-elle convaincante ?

b) Des décroissants sinistres aux exaltés incohérents

Pour Paul Ariès, l'un des promoteurs en France du courant politique de l'objection de croissance, l'attitude strictement exemplative revient à jouer à « *Plus décroissant que moi tu meurs* » (8). Exhiber ses choix de vie, lors d'une conférence ou en repas de famille, est probablement la meilleure manière de dégoûter à jamais un interlocuteur de l'écologie. Dresser une liste de vertus « décroissantes », souvent en forme d'inventaire de privations (je n'ai pas de TV, pas de bagnole, pas de GSM, je ne bois pas de Coca, etc.), séduira peut-être quelques esprits déjà rebelles mais produira l'effet inverse sur la majorité : du rejet, voire de l'écœurement et, pire, un prétexte tout trouvé pour les adversaires de l'écologie. Ceux-ci la fragiliseront d'autant plus facilement en la qualifiant, entre autres, d'« écologie de la contrition » ou d'« écologie punitive » (9).

Du coup, par retour de balancier, depuis quelques années un dogme semble s'être installé : il faut montrer des choses positives, on en a marre des avertissements et des leçons de morale ! Dans cette optique, le récent succès en salles du documentaire *Demain* est réjouissant. Il donne envie de croire que cette fois, c'est la bonne, qu'enfin une proportion suffisante de citoyens est prête à inverser le cours de l'histoire. Pourtant, quelque chose en nous sait que sous la vague d'enthousiasme, l'océan des habitudes a une force d'inertie beaucoup plus grande. Un ami enseignant me confiait récemment : « *Certains collègues me parlent du documentaire Demain avec des étoiles dans les yeux, ils me plaquent presque au mur dans les couloirs en me forçant à dire avec eux que c'est génial, que tout va changer. Mais la plupart d'entre eux roulent en 4x4 et ont un train de vie à cent mille lieues d'une empreinte écologique soutenable... Je n'arrive pas à me joindre à l'enthousiasme général.* » Cette anecdote ne mériterait pas

d'être rapportée si elle ne trouvait, hélas, d'innombrables échos dans nos expériences de vie. Or il faut reconnaître que toute incohérence pose un problème majeur à la crédibilité de celui qui propose (ou s'enthousiasme pour) une autre voie existentielle.

c) Impasse du prosélytisme

Nous voici donc face à un dilemme qui semble insurmontable : soit assumer l'austérité monacale d'une vie absolument cohérente (mais c'est presque impossible, et très rebutant pour le profane qui n'y voit que privations), soit prendre le parti de l'exubérance (un peu forcée) sans trop s'embarrasser d'évidentes contradictions (et perdre alors tout crédit). Ces deux extrêmes sont le fait d'inclinations humaines. Entre les deux, reconnaissons qu'il y a théoriquement la place pour une vie authentiquement joyeuse et cohérente avec les idéaux de la simplicité volontaire. Chacun a pu croiser sur sa route des personnalités hors du commun, inspirantes, dont la rencontre est souvent décisive et dont les choix de vie sont à la fois exemplaires, assumés et communicatifs. Mais leur nombre est hélas bien plus faible que celui des convaincus qui se retrouvent, malgré eux, piégés par l'immense gouffre qui sépare les idées radicales de... la capacité à changer radicalement. Et qui en reviennent ou en deviennent, au choix et mille fois hélas : aigris, déçus, grillés, malades, marginalisés, coupés du monde... voire carrément paranoïaques ou conspirationnistes.

Ainsi, dans la pratique, le précepte de Gandhi, « se changer soi-même pour changer le monde », semble montrer quelques limites, du moins dans la capacité à faire boule-de-neige. Si les gens ne changent pas, ou en trop faible nombre, ou pas assez vite, c'est donc probablement aussi en partie parce que la manière de vivre de ceux qui affirment avoir changé ne suffit pas à convaincre les autres. L'alternative visible n'est pas assez désirable, en regard de tout ce que le contexte sociétal et l'imaginaire collectif a construit en termes de désirs, d'inquiétudes, de représentations et d'habitudes (10). L'hypothèse est douloureuse mais il faut la prendre en compte. Non pour décourager les efforts des partisans de la sobriété heureuse mais pour reconforter ceux-ci au contraire, pour « relâcher la pression » : l'avenir de la planète ne dépend pas de leur seule vertu. Il existe des rapports de force (politiques), des blocages (psychologiques), des verrouillages (socio-techniques) et des illusions (philosophiques) qu'un prosélytisme vert ne peut lever par la seule force de l'exemple et du zèle. Nous avons déjà abordé certains de ces obstacles au changement, nous en aborderons d'autres dans les chapitres suivants. Clôturons celui-ci en adaptant notre intuition initiale. Puisque cela ne semble guère fonctionner à l'échelle collective, pourquoi une démarche profonde d'insurrection des consciences apparaît-elle tout de même indispensable ? Et comment, à quelles conditions, peut-elle alors survenir ?

d) Réhabilitation du politique

Tout ce qui vient d'être lu semble remettre en question les démarches de simplicité volontaire et de sobriété heureuse. Ce n'est pas le cas. Ce qui est en cause, c'est la part que peuvent prendre ces démarches dans un débat de société. Si elles apparaissent comme le seul chemin possible, si elles s'accompagnent d'un discours de dénigrement général des institutions, des dynamiques politiques, des autres préoccupations collectives ou, pire, de jugements interpersonnels et culpabilisants, alors de fait elles en deviennent nuisibles au changement collectif lui-même, et ont pour seul effet de créer une fracture sociale entre ceux qui se revendiquent « conscients et responsables » et les autres. De tels colibris auraient un impact rikiki et rififi. Mais l'exigence de « faire sa part » n'a pas vocation à être un dogme exclusif, à encourager au repli, de la même manière que Gandhi ne s'est pas contenté d'être vertueux dans son ashram. Gandhi a fait bien davantage que « sa » part, il a mené des luttes politiques

et s'est investi bien au-delà de sa propre responsabilité dans les déséquilibres du monde. Ainsi, nous faisons l'hypothèse que la sobriété heureuse ou la simplicité volontaire sont utiles à partir du moment où elles deviennent des socles pour une action qui mène bien au-delà de leurs cercles. Contre-productives en tant que conseils aux autres, elles sont un puissant moteur en tant qu'exigences pour soi. Exigences philosophiques, spirituelles, qui impliquent des engagements collectifs, politiques et sociaux.

e) Nos attachements ne sont pas une mince affaire...

Enfin, il est illusoire de penser qu'un individu possède en lui-même les ressources pour s'arracher à ses attachements et à ses dépendances (par exemple : le confort, la télévision, la cigarette, la voiture, le supermarché, le produit vaisselle superdégraissant, la propriété privée, le gravier net sans aucune herbe, les magazines de publicité ou de sport, les réseaux sociaux, etc.). Cette vision de la liberté comme détachement de toute une série d'entraves est un mensonge : on ne se détache que pour s'attacher à autre chose (11). Par ailleurs, les objets ou les habitudes qui semblent nous attacher au modèle consumériste ne sont pas des défauts ou des détails dont nous serions esclaves. Ce sont les manifestations extérieures d'attachements existentiels (12), souvent profondément inscrits dans une histoire. La première fois que ma grand-mère, ou la vôtre, a emmené ses enfants dans un supermarché fut un moment sacré, l'expression d'un espoir authentique et émouvant, celui d'une vie meilleure, plus sûre, moins pénible. L'habitude du supermarché, du portable ou de la voiture individuelle, entre autres exemples, est donc enracinée dans un enchevêtrement de valeurs, d'actions et de croyances. « Moins de biens, plus de liens » : les slogans, tout admirables et justifiés qu'ils soient, sont impuissants à dénouer cet enchevêtrement. Ils restent à la surface de la conscience, dans l'illusion de la maîtrise et du choix strictement rationnel. Ils ont cependant le mérite de désigner ce qui est essentiel : ce qui fait agir, ce sont les liens. Ainsi, comme l'exprime l'anthropologue Bruno Latour, « *la question ne se pose plus de savoir si l'on doit être libre ou attaché, mais si l'on est bien ou mal attaché. L'ancienne question faisait de la liberté et de l'autonomie du sujet le souverain bien. La nouvelle question (...) nous oblige à considérer la nature précise de ce qui nous fait être. L'ancienne question dirigeait l'attention soit vers le sujet, soit vers le monde étranger des forces qui pouvaient l'aliéner ; la nouvelle s'attache aux choses mêmes.* » (13) En suivant Bruno Latour, ce n'est donc pas par l'addition de volontés « en réseau » que nous créons un autre monde, mais par l'entremise de liens et d'attachements nouveaux, qui nous « font faire » autre chose. La sobriété heureuse n'est donc en aucun cas pour nous un « modèle à propager » sous forme de kit de changement, mais plutôt une intuition de ce qui peut advenir quand on s'attache à d'autres manières de cultiver, de manger, de se parler, d'éduquer nos enfants, de pratiquer la démocratie, le commerce, de concevoir la technologie ou la propriété... Tout sauf simple !

La dimension spirituelle de la sobriété heureuse et de la simplicité volontaire

Pierre Rabhi ne s'en cache pas, la sobriété heureuse qu'il propose comme voie de changement est une attitude authentiquement spirituelle, qui a pour fondement le caractère sacré et mystérieux de la vie.

« Une existence accomplie se mesure-t-elle à la réussite économique, politique, ou autre ? Tout est élément éphémère dans ce fleuve peu tranquille que nous appelons l'histoire. Même ceux que nous nommons les « grands hommes » y disparaissent, ne laissant au creux de notre mémoire qu'une empreinte évanescence dans l'immensité infinie du silence. Toutes les disciplines réunies ne peuvent nous éclairer,

parce qu'elles ne nous donnent à comprendre que les fragments d'un phénomène qui échappe à la compréhension globale. Elles ont cependant le mérite, pour les âmes humbles, de mettre en évidence l'impossibilité pour la pensée, de nature limitée, de nous permettre l'accès à une réalité de nature illimitée. Cependant, lorsque la pensée prend conscience de ses limites, silencieuse, elle nous conduit jusqu'aux rivages de l'inconnu. Elle s'apaise alors, découvre la sobriété, et nous introduit à une contemplation dénuée de tout questionnement sans objet, de toute attente ou ambition, qui ouvre notre être profond à ce qui n'est réductible à aucun langage. (...) Nos connaissances ont pu nous expliquer comment une humble graine germe et perpétue la vie, mais n'ont jamais élucidé le pourquoi de la vie.

La vérité n'est pas à débusquer quelque part. (...) Elle ne se révèle que lorsque nous cessons de spéculer et de nous tourmenter. Nous ne pouvons en être visités que dans l'immobilité et le silence. Et dans cet état, il n'y a place pour aucun point de vue, aucune opinion à propos de ce sur quoi il n'y a rien à dire. La vérité semble préexister à tout ce qui existe. Il est probable - du moins, c'est ainsi que je le ressens - que ce soit ce que nous appelons, dans une approximation intuitive, et sous l'aiguillon d'un doute permanent, la puissance du divin, que les primitifs, nos lointains géniteurs, pressentaient dans toutes les manifestations de la vie. » (Pierre Rabhi, La sobriété heureuse, Actes Sud, 2010, pp. 80-81.)

Dans le même esprit que cette sobriété heureuse, car les deux appellations se chevauchent davantage qu'elles ne se concurrencent, la simplicité volontaire ne se présente pas comme une accumulation de privations, mais comme une dynamique de libération qui incite à... se relier davantage (« moins de biens, plus de liens »). Le caractère religieux d'une telle démarche, au sens premier et étymologique du terme (ce qui relie), est indéniable.

Chapitre 4 Verrouillage, lobbies, experts... le cocktail de l'immobilisme

Où l'on pose le regard sur les mécanismes institutionnels qui bloquent le changement sociétal.

Les choses auraient-elles pu se dérouler autrement ? Imaginons, par exemple, que dès le début du vingtième siècle, la logique ait prévalu dans l'aménagement du territoire, avec une priorité absolue pour un maillage dense de transports collectifs dans les villes et entre elles, reléguant la voiture individuelle aux quelques cas où elle s'avère indispensable, pour des liaisons plus ponctuelles... Ou encore : reconstruisons mentalement un monde où l'agriculture et la production d'énergie seraient restées décentralisées et locales, avec des innovations techniques aussi performantes que celles que nous connaissons, mais différentes, adaptées à des circuits courts de production...

Nous sommes habitués à considérer l'innovation technologique comme un bienfait inéluctable, voué à s'imposer quoi qu'il arrive. "Il faut vivre avec son temps", entend-on régulièrement. Sans renier l'adage, il faut pourtant dénoncer ce qu'il a de mensonger. Il laisse croire, en effet, que la direction qui est prise est la seule possible. Pourtant, chaque décision de consacrer des investissements (de recherche, d'expérimentations) à un certain type d'innovation ou de technique est en même temps une décision de ne pas les consacrer à d'autres types d'outils. Nous allons ici nous demander pourquoi tels choix sont posés, puis prolongés, plutôt que d'autres.

a) Le syndrome du clavier AZERTY : le verrouillage sociotechnique

Pourquoi les premières lettres de nos claviers sont-elles QWERTY ou AZERTY ? Parce qu'au temps de la machine à écrire à rubans, il fallait éviter que les tiges ne s'emmêlent, et pour cela faire en sorte que les doigts les plus forts ne frappent pas trop fréquemment les lettres les plus courantes.

Homogénéiser le rythme de frappe, tel était donc le critère de choix. *“Aujourd’hui, les claviers numériques plats n’ont plus besoin de telles précautions. Certains ingénieurs ont donc inventé un nouveau type de clavier beaucoup plus performant et rapide que l’AZERTY : le DVORAK. Mais qui utilise un clavier DVORAK ? Personne. Nous nous trouvons donc dans la situation absurde où les vieilles machines à écrire ont disparu, mais où tout le monde utilise encore l’ancien système technique qui les accompagnait, et qui s’avère moins performant pour notre époque.”* (14)

Cet exemple est emblématique d'un phénomène encore peu étudié : le verrouillage socio-technique, parfois également appelé verrouillage institutionnel. S'il s'avère assez anodin pour ce qui concerne la dactylographie, il peut être beaucoup plus préoccupant dans d'autres domaines de choix fondamentaux de société que sont les enjeux énergétiques, alimentaires, de mobilité ou de logement. Il semble chaque jour plus absurde d'être enfermés dans des trajectoires qui dépendent de choix opérés il y a parfois très longtemps, à une époque où la connaissance du monde et la conscience des enjeux n'était pas la même qu'aujourd'hui. En Belgique, l'équipe de chercheurs du GIRAF (Groupe interdisciplinaire de recherche en agroécologie du FNRS) est pionnière dans l'analyse de ces phénomènes de verrouillage en ce qui concerne l'agriculture. Par exemple, le cas de la conversion des élevages en bio est rendue plus compliquée par un verrouillage systémique de l'ensemble de la filière autour de Blanc-bleu belge. *“Les agriculteurs, attachés à cette race faisant partie intégrante de leur patrimoine, ont l'habitude de travailler avec de tels animaux. Pareillement, les vétérinaires sont spécialement adaptés à travailler avec ces races (responsables de leurs rentrées financières, étant donné le recours systématique aux césariennes). Le boucher est aussi habitué à la découpe spécifique de cette race. De plus le consommateur est demandeur de cette viande significativement plus maigre que celle des races élevées de manière plus extensive. Autant d'acteurs (les représentants de commerce ont aussi un rôle non-négligeable dans ce phénomène) qui ont évolué dans un système conventionnel allant dans ce sens, et qui se sont petit à petit enfermés dans un système socio-technique fortement verrouillé.”* (15)

De tels exemples de verrouillages globaux se retrouvent dans presque tous les domaines de la vie économique. La centralité de la voiture dans nos vies dépend, elle aussi, de choix du passé. Elle conditionne à présent tous les autres choix possibles : notre aménagement urbanistique est ce qu'il est, la distance entre nos foyers et nos lieux de travail également, ainsi que nos habitudes psychologiques, etc. De tels investissements en infrastructures ont été consentis pour favoriser l'usage de la voiture individuelle par le plus grand nombre qu'il est presque impossible que nous décidions à présent collectivement de nous en passer. Et il en va de même pour les centrales nucléaires, les réseaux de distribution électrique (qui conditionnent l'évolution des législations), les règles de construction urbanistique, la fiscalité immobilière, etc.

b) Le rôle des lobbies

Le terme “lobby”, en anglais, signifie un couloir, un vestibule. Au début du dix-neuvième siècle, en Angleterre, le mot a servi à désigner les couloirs de la Chambre des Communes, où des groupes de pression pouvaient discuter avec les membres du Parlement. Par extension, un “lobby” est donc un groupe d'influence, qui tente d'infléchir la conception ou l'adaptation des législations à la faveur

d'intérêts privés, le plus souvent économiques. Bien sûr, ce type de pratiques existe depuis longtemps et est aimé par les lieux d'exercice du pouvoir. Mais un phénomène particulier se développe dans des villes comme New-York ou Bruxelles, qui concentrent des institutions Mammouth consacrées à élaborer des législations pour des continents entiers : le lobbying y devient permanent, professionnel, démesuré et s'immisce dans le jeu démocratique de façon anormale. Pour prendre une métaphore organique, on peut accepter qu'un corps soit de temps en temps sujet à des petites infections bénignes, il peut s'en remettre ; par contre, qu'autour de ses organes vitaux se développent des tumeurs malignes risque d'être fatal. L'existence d'un lobbying massif autour des institutions européennes est de l'ordre de la tumeur démocratique. Les estimations font état de la présence active de 20.000 à 30.000 lobbyistes à

Bruxelles. *“Parmi celles-ci, environ 70 % représenteraient des intérêts commerciaux. Il s'agit de multinationales qui défendent leurs intérêts en direct, d'associations professionnelles qui représentent un secteur particulier ou de consultants privés souvent issus des institutions européennes ou encore d'avocats qui interviennent à la carte pour qui les paie. Parallèlement, quelque 20 % des lobbyistes représentent des autorités publiques (Etats, régions, villes...) et les 10 % restants rassemblent des ONG comme la nôtre ou des syndicats.”* (16)

L'observatoire des lobbies européens (CEO, *Corporate Europe Observatory*), basé à Bruxelles, a réalisé une courte vidéo de dix minutes (17) qu'il serait intéressant de diffuser systématiquement dans tous les lieux où l'on explique le fonctionnement des institutions européennes : dans les classes du secondaire, lors des débats publics, dans les formations de base à la participation démocratique. Non pas pour induire un sentiment de manipulation, mais au contraire pour désigner les mécanismes précis (et légaux) qui permettent à des intérêts privés de s'immiscer et de peser dans le discernement démocratique. Cela pourrait aider, entre autres, à déconstruire les récits conspirationnistes, qui prennent de l'ampleur et alimentent l'impuissance collective. Au contraire, faire l'analyse et la description de dérives concrètes, étayées, identifiables, comme s'y attache CEO, peut permettre de faire évoluer les opinions et les institutions.

c) L'expertise, cette fausse neutralité

Les verrouillages sociotechniques et les pratiques de lobbying, qui vont de pair, se drapent de justifications qu'il est parfois difficile de contredire. N'est-il pas normal, au fond, que les décideurs politiques prennent conseil auprès des spécialistes des matières dans lesquelles ils doivent légiférer ? N'est-il pas légitime de favoriser les infrastructures et les technologies déjà installées, dans lesquelles nous avons accumulé de la compétence et de l'expertise ? Mais ce recours au bon sens est très souvent utilisé pour masquer les pires absurdités. “Faisons confiance aux experts”, tel est souvent l'argument avancé pour faire taire les inquiétudes populaires face à tel produit chimique ou telle technologie de pointe. Ce discours, en réalité, se fonde sur un mythe absolu qui continue d'alimenter l'imaginaire occidental : celui d'une science neutre et objective. Or, s'il est exact que la finalité de l'attitude scientifique fondamentale est l'observation et l'expérimentation de faits et de phénomènes neutres en soi, cela ne garantit en rien que les scientifiques eux-mêmes le soient, dans leurs options et engagements de recherche, dans leurs financements, dans leur adhésion plus ou moins forte à des paradigmes, dans leur vision des applications pratiques des découvertes. Par ailleurs, les finalités de l'expertise scientifique, des intérêts économiques et de la démocratie sont rarement convergentes. Sous couvert d'expertise, les conseils fournis au monde politique par des spécialistes issus d'entreprises privées sont marqués du sceau du conflit d'intérêt. “De fait, et dans la grande majorité des cas, ces conflits ne se traduisent pas par une action volontairement malhonnête, mais ils induisent un biais

psychologique qui laissera le plus souvent la place à un a priori favorable en fonction de liens de connaissance, de révérence ou d'intérêt financier.” (18)

d) Décrypter les mécanismes (pour éviter de voir des fantômes)

Verrouillages, lobbies, alibi de l'expertise : nous n'avons pu qu'effleurer ces trois notions qui, chacune, méritent des livres entiers. L'objectif était ici, surtout, d'attirer l'attention sur les mécanismes. Pourquoi ? Parce que dans une situation de frustration, face au constat que les choix techniques qui devraient être favorisés pour préserver la planète, la santé humaine et la vie en général semblent au contraire freinés, la tendance, hélas en pleine expansion, est de considérer que la cause de l'immobilisme relèverait essentiellement d'une concertation consciente de ceux qui détiennent le pouvoir politique et économique. Or, nous l'avons vu, les choses ne sont pas si simples : les blocages reposent sur des fonctionnements complexes et multiples. Comme le dit avec ironie le philosophe Michaël Foessel, “Plutôt que de dénoncer *un* complot dont les citoyens seraient unanimement victimes, il faudrait admettre que la société est faite d'une multitude de conjurations minuscules.” (19) Ce qui conduit certains vers le fantasme du grand complot, c'est que les conséquences des mécanismes décrits plus hauts, par exemple le fait que l'État belge s'enfonce dans la prolongation du nucléaire, peuvent ressembler aux effets qu'aurait une conspiration globale. C'est tout l'enjeu que nous devons travailler en éducation populaire : maintenir vif le travail critique et pédagogique qui s'enracine dans notre indignation face aux déséquilibres économiques et écologiques, tout en maintenant le focus sur les mécanismes concrets à l'œuvre, vérifiables, à dénoncer et à dépasser. Pour éviter que cette indignation ne mute en colère irrationnelle ou en délires complotistes. Il s'agit bien de transformer la société, d'aller plus loin dans la démocratie, et non de se faire mousser avec des fictions.

Chapitre 5 “Certitude, servitude”

À propos de tout ce qui pèse dans nos têtes, sous forme de certitudes plus ou moins indispensables, plus ou moins mortifères, qui incitent à l'inertie.

a) Toutes ces choses qui nous font penser

“L'Homme s'est toujours adapté”. “L'Homme est un loup pour l'Homme”. “Personne n'est parfait”. “Les hommes savent pourquoi”. “La Terre est féminine”. Davantage que des jeux de mots, ces cinq phrases, chacune à leur manière, véhiculent des contenus de pensée extrêmement puissants. Ceux-ci se sont fixés, par répétition, dans un arrière-fond semi-conscient, collectif, partagé, qui sert de base à notre vision culturelle du monde, qu'on le veuille ou non, qu'on les juge vrais ou pas. Ces exemples ne sont qu'une infime partie d'une sorte d'immense réservoir culturel où cohabitent certitudes populaires, habitudes intellectuelles, visions du monde, représentations du passé et de l'avenir...

Dogmes, mythes, imaginaire collectif, archétypes, bon sens, paradigmes, stéréotypes, messages publicitaires... Mélanger toutes ces formes d'influences sur la pensée humaine relève du sacrilège, scientifiquement parlant. Mais nous n'avons pas le temps, et vous n'avez pas l'envie, de prendre des pincettes quand il s'agit plutôt de prendre le taureau par les cornes ! Et de toute façon nous n'allons pas les mélanger, seulement les considérer ensemble. Car nous en sommes certains, à l'intérieur de notre

cerveau, toutes ces choses qui nous font penser, désirer et croire malgré nous, ne sont pas rangées dans des tiroirs séparés. Par ailleurs, elles nous sont indispensables ! Il ne s'agira pas ici d'opposer, de façon naïve, une pensée soi-disant libre et rationnelle d'un côté, et la rigidité des idées reçues de l'autre. Pleinement conscients que la dynamique de la pensée et des idées repose sur les interactions entre ces instances "reçues", héritées culturellement en quelque sorte, nous nous attarderons donc seulement sur quelques cas où, précisément, la dynamique semble rompue et la pensée rigidifiée. Sur quelques points de fixation qui, considérés ensemble, peuvent aider à expliquer pourquoi les changements sociétaux se font attendre.

b) La publicité, cet océan d'implicites

Avec un budget mondial annuel situé entre 500 et 1000 milliards d'euros, la création et la diffusion de messages publicitaires occupe l'espace économique, public, médiatique, culturel, domestique. Si l'on a pu prendre la chose à la légère, avec parfois un certain ravissement face à cet "american way of life" dans l'après-guerre (il faut dire que les publicités d'alors, franchement stéréotypées, pouvaient prêter à rire), il devient plus compliqué aujourd'hui de tenir sur cette question un discours désinvolte. Normalisée, la publicité fait aujourd'hui partie du décor, elle est totalement imbriquée dans le quotidien des populations. Sans entrer dans le débat sur le neuromarketing et le degré d'influence subconsciente que des images, des sons ou des odeurs peuvent avoir sur nous et nos enfants, qui pourrait aujourd'hui prétendre ne pas être influencé par la publicité ?

Pris isolément, tel ou tel spot publicitaire peut sembler innocent voire franchement sympathique. Les sauces De Vos-Lemmens et les cuisines Ixina ne jouent pas un rôle majeur dans le changement climatique et contribuent à la bonne humeur familiale. Sans doute. Mais il n'empêche : mon fils de quatre ans connaît déjà la ritournelle de la concurrente, "mon rêve ma cuisine", et je ne compte plus le nombre d'imitations conviviales, en société, de l'accent bruxellois des sauces précitées. L'ensemble des spots, réclames, panneaux, messages subliminaux, sans cesse martelés, créent une culture commune dont on ne peut s'extraire qu'en se coupant du monde, littéralement. Se prétendre imperméable à une telle influence serait bien présomptueux. Quelle est la part de cette omniprésence commerciale dans notre difficulté collective à inventer d'autres fonctionnements ? Difficile à évaluer, elle n'est en tout cas pas anodine. Car, au-delà de l'impact de telle ou telle marque, l'implicite partagé par la grande majorité des messages publicitaires est celui de la consommation, de la production industrielle, de la croissance. Cela contribue à maintenir nos certitudes, notre confiance dans le fait qu'il ne pourrait pas en être autrement, que notre modèle socio-économique n'est pas le produit d'une histoire et de rapports sociaux, mais une sorte d'évidence naturelle. Nous savons que nous consommons beaucoup trop, mais la puissance affective de l'environnement publicitaire, socialement accepté, nous glisse à l'oreille : "n'en faisons pas un drame, c'est comme ça, c'est notre vie..." En caricaturant (à peine), c'est comme si notre raison, qui sait que le pétrole n'est pas éternel, abdiquait face à nos tripes, qui (avec l'aide de la pub) continuent d'apprécier la puissance du dernier Nissan Qashqai, la robustesse de la Caddy Life VW ou l'élégance de la jolie Mini.

c) Imaginaire culturel : technologie, innovation, responsabilité

La pub renforce et se nourrit de deux plus gros poissons qu'elle : l'imaginaire du Progrès technologique et l'hégémonie culturelle du néolibéralisme. Ces deux monstres, difficiles à saisir, sont partout et nulle part, comme l'air qu'on respire. Allez dire à votre voisin qu'il est influencé par l'hégémonie culturelle néolibérale... ou à vos amis qu'ils sont dépendants du mythe du Progrès... Ils

vont regarderont d'un drôle d'œil. Et pourtant : certaines croyances sont plus ancrées que jamais. Les grands mots-clés d'aujourd'hui, quand il s'agit de sortir de la "crise", demeurent "responsabilité", "technologie", "innovation", "esprit d'entreprise". Comme si l'anthropocène, époque définie par l'excès productif et le franchissement des limites de la biosphère, exigeait encore davantage d'excès, exigeait d'être jusqu'au bout la caricature d'elle-même. Le philosophe Pascal Bruckner résume cette posture, encore très largement partagée (même si certains peinent à l'avouer) : *"Le remède, écrit-il, est dans le mal (Jean Starobinski), dans cette civilisation industrielle honnie, cette science qui effraie, cette crise qui n'en finit pas, cette mondialisation qui nous dépasse : seul un surcroît de recherches, une explosion de créativité, un saut technologique inédit pourront nous sauver. C'est à repousser les frontières de l'impossible qu'il faut travailler, en encourageant les initiatives les plus folles, les idées les plus époustouflantes."* (20) Sidérés par de tels propos qui relèvent d'une forme de dogmatisme, nous connaissons des écologistes qui en viennent à considérer que le seul chemin réaliste pour passer (enfin) à autre chose serait de précipiter l'excès, de "brûler tout le pétrole", de "réchauffer le climat encore plus vite". Une sorte de stratégie par dépit. Une version plus douce consiste à miser sur la "pédagogie des catastrophes" (21) : seuls des événements traumatisants, ponctuels et modérés, seraient à même de briser l'imaginaire culturel techno-scientiste. Cinq ans après Fukushima, douze ans après le Tsunami, rien n'est moins sûr.

d) Stéréotypes-repoussoirs de l'effondrement

Pour compléter l'emprise de ce paquet de certitudes, de "toutes-ces-choses-quinous-font-penser" que le monde suivra son cours et que l'être humain s'adaptera, il faut encore mentionner le poids des stéréotypes liés à un effondrement de civilisation. L'industrie du cinéma (2012, *Le jour d'après*, *Waterworld*, *Mad Max*, *World War Z*, etc.) et des séries (*The Walking Dead*), ainsi que le mouvement survivaliste, entretiennent un imaginaire apocalyptique de l'effondrement. *"Le contexte dans lequel évolue ce type de scénario est souvent le même : suite à un événement catastrophique, les protagonistes se retrouvent dans un univers ravagé dans lequel l'organisation qui prévalait se désintègre plus ou moins rapidement : hôpitaux submergés de patients, magasins pris d'assaut, coupures d'électricité, pénuries de carburants, défaillances des réseaux d'eau potable (...), embouteillages monstres sur les autoroutes desservant la ville, et surtout incapacité de l'État à faire régner l'ordre, entraînant de la sorte émeutes et pillages de part et d'autre."* (22). Bien qu'il soit avéré que dans des situations de catastrophe, l'entraide et la solidarité jouent un rôle au moins aussi important que le repli et la concurrence, c'est cet imaginaire chaotique qui l'emporte dans les représentations collectives. Indirectement, par extension, cette mythologie apocalyptique contribue à renforcer l'idée que toute sortie de l'organisation socioéconomique actuelle contiendrait un risque de déstabilisation de la société. Une croyance de plus dans notre rayon déjà bien garni...

e) L'addiction aux certitudes

L'écrivain et biologiste Jean Rostand (1894-1977), à qui nous empruntons le titre de ce chapitre, a également écrit que "réfléchir, c'est déranger ses pensées". Il semble qu'à l'échelle collective autant qu'individuelle, la majorité des "réflexions" politiques et économiques suive une logique inverse, qui consiste à affirmer, à réaffirmer, à confirmer, à se gargariser de ses pensées installées. Un petit livre aussi surprenant que stimulant propose à cet égard un éclairage bienvenu. Dans *L'addiction aux certitudes*, Daniel Favre fait en effet l'hypothèse que *"nous avons la possibilité psychologique et sans doute neurobiologique de développer une relation addictive avec le contenu de notre pensée : nos*

idées, nos opinions et nos croyances. Cette possibilité peut rendre l'Homme dépendant de la stabilité de ses représentations et lui faire traiter en ennemi tous ceux qui pourraient menacer leur portée ou leur validité, comme le ferait un alcoolique de qui on éloignerait le flacon de Whisky.” (23) Cette addiction se traduit, selon lui, par le développement de la pensée dogmatique qui, loin de se limiter à la sphère religieuse, peut imprégner tous les champs de réflexion, à commencer par l'économie. Ce qui peut conduire, toujours dans le raisonnement de Daniel Favre, à des fourvoiements collectifs comme le nazisme, dans le passé, et comme l'obsession de la dette aujourd'hui, qui enferme nos sociétés dans des choix économiques qui relèvent, littéralement, d'une pathologie addictive.

Pourquoi les gens ne changent-ils pas ? Au fur et à mesure des épisodes, le nombre d'éléments de réponse ne cesse d'augmenter tandis que la question s'élargit. Nous risquons de développer la certitude que le changement est impossible... Mauvais signe ! Pour ne pas devenir esclave de cette pensée négative, le dernier chapitre de cette longue réflexion sera consacré à “déranger” toutes les bonnes et les mauvaises raisons de ne pas changer que nous avons identifiées. Pour dégager le chemin de toutes pensées dogmatiques et augmenter les chances de l'avenir de passer jusqu'à nous.

Conclusion

L'adieu aux solutions, pour un agir

“en chemin”

Où l'on affirmera que les gens changent tout de même, de la seule manière possible, lentement, mais pas sûrement, car nous devons apprendre à nous passer de nos anciens appuis : un certain type d'optimisme, l'idéologie des “solutions” et le confort des certitudes.

Cela fait à présent cinq longs chapitres que nous consacrons à poser cette question : pourquoi les gens ne changent-ils pas malgré l'évidence des problèmes écologiques majeurs que l'organisation de nos sociétés a générés ? Le moins que l'on puisse dire, c'est que nous avons trouvé de multiples raisons à cette inertie. Parmi les hypothèses parcourues, les blocages relevant de la psychologie individuelle (cf. chap. 1, dissonance cognitive, et chap. 5, l'addiction aux certitudes) côtoient les obstacles liés aux représentations collectives (cf. chap. 2, nous savons mais nous n'y croyons pas et chap. 4, verrouillages socio-techniques) ainsi que des mécanismes tangibles (chap. 2, points de bascule, chap. 3, les limites de la contagion par les valeurs et chap. 4, lobbying et recours aux experts). Une exploration plus pointue de la psychologie et de la sociologie du changement nous aurait sans doute apporté des explications supplémentaires de cette tendance à ne pas changer.

a) Impossible pourtant de continuer ainsi

L'option du “*business as usual*” est pourtant impossible. Plus que jamais d'ailleurs : lors du 35^e Congrès Géologique International qui s'est tenu au Cap (Afrique du Sud) du 27 août au 4 septembre 2016, un groupe de chercheurs a recommandé d'entériner l'entrée officielle dans l'ère de l'anthropocène sur l'échelle des temps géologiques. Cela signifie, rappelons-le, que nous vivons un basculement d'époque au moins aussi important que celui qui a vu passer l'humanité du nomadisme à des civilisations pratiquant l'élevage et l'agriculture, se sédentarisant, inventant plus tard les villes, l'écriture, la démocratie, les guerres, etc. Un changement abyssal donc, qui marque l'entrée dans une

ère où l'on ne peut plus se représenter l'humain et la culture d'une part, et la nature d'autre part. L'officialisation de l'anthropocène prendra sans doute encore quelques années, mais elle est sur les rails.

Cette vision géologique des choses apporte un premier élément de réflexion à notre interrogation sur l'inertie de la société. Les pratiques, les structures, les politiques n'ont pas l'air de changer, nous avons vu pourquoi... Mais indépendamment des volontés individuelles, l'époque elle-même change. Les gens ne changent peut-être pas mais ils sont en train d'être changés par l'époque. Dans quelle mesure ? À quel rythme ? Pourquoi est-ce invisible ?

b) Les gens ont-ils jamais changé comme on voudrait qu'ils le fassent ?

Si l'on jette un regard rapide sur le passé, quels sont les moments où des sociétés entières ont basculé dans quelque chose de neuf ? Attardons-nous sur quelques exemples.

Les débuts de l'agriculture : le passage de l'état de chasseur-cueilleur à l'état sédentaire est le marqueur d'entrée de l'époque géologique précédente, l'holocène. Quel en a été le moteur ? Selon Marcel Mazoyer (24), ce qui a incité les groupes humains à se sédentariser, avant toute pratique agricole, c'est l'abondance de nourriture sauvage disponible en certains lieux. Ce n'est que dans un second temps, après plusieurs centaines d'années, que l'augmentation des populations humaines, couplée à l'observation des céréales ou légumineuses sauvages à proximité des foyers de sédentarisation, a conduit à une domestication consciente des plantes. Par ailleurs, ce phénomène n'a pas été soudain et unique, mais un processus long et multiple, qui a eu lieu en plusieurs endroits du monde, sur un intervalle temporel courant de 12.000 ACN à 5.000 ACN (voir l'article de François Couplan et Lucie Benoît dans Valérian n° 86).

L'expansion des religions : l'occident est-il devenu chrétien par des conversions de proche en proche, de façon diffuse et continue ? Non, bien sûr. Si le christianisme s'est propagé durant les premiers siècles de notre ère, essentiellement en Orient et en Afrique du Nord, il est resté souterrain et marginal (durement persécuté même) jusqu'à ce qu'un empereur romain, Constantin, se convertisse à cette religion au début du 4^e siècle. La transformation progressive de l'Europe en continent majoritairement chrétien durera plusieurs siècles et se fera surtout par la force de l'administration et de l'épée. Cette histoire se répétera dans le Nouveau Monde mille ans plus tard. Un parallélisme peut être fait avec l'Islam, dont la propagation fulgurante aux 7^e et 8^e siècles a été réalisée par le biais de conquêtes militaires.

Dans un tout autre registre, qu'on songe également au temps (et au sang versé) qu'il a fallu, entre 1789 et, disons, 1945, pour **construire des démocraties modernes**, assurant une certaine justice sociale et une indépendance des pouvoirs. Depuis les premières révoltes paysannes de la Renaissance, en passant par les luttes du Tiers-Etat lors de la Révolution française, des artisans face à l'industrialisation naissante, puis des ouvriers au sein de cette révolution industrielle, combien de soubresauts n'a-t-il pas fallu pour parvenir à ce bref équilibre européen qui aura duré un demi-siècle ?

Ces trois exemples, parmi d'autres, illustrent qu'aucun changement massif n'a jamais eu lieu soudainement et, pourrait-on dire, tranquillement. Les processus de changement sont longs, dépendent des contingences historiques et, souvent, ils sont conflictuels. Ils ne se sont jamais produits, en tout cas, par une sorte de consensus des volontés. Cela veut-il dire que nous ne pouvons pas espérer autre chose pour le changement qui nous occupe, le basculement écologique que nous espérons ? Je ne le pense pas. Depuis ces précédents basculements, certaines choses ont évolué, précisément en matière de démocratie. Par ailleurs, la temporalité même de l'Histoire s'est modifiée. Tout va beaucoup plus vite :

les dégradations, les innovations et, peut-être, les réparations. Mais ce regard sur l'Histoire permet, au minimum, de comprendre pourquoi nos sociétés entières ne modifient pas leurs trajectoires du jour au lendemain. Nous pourrions même en déduire que notre trajectoire est en train de commencer à se modifier, mais que nous n'avons pas le recul nécessaire pour l'observer. Pierre Rabhi et le mouvement des Colibris, dont nous avons longuement parlé au chapitre 3, prônent une insurrection des consciences. Méditons ceci : peut-être une maturation des consciences est-elle en train d'avoir lieu, à son rythme, sans que cela soit encore vraiment visible dans les pratiques ou même dans les discours. Sans certitude, et même si le décalage est énorme par rapport à l'urgence écologique, c'est une hypothèse qu'il ne faut pas écarter.

c) Ne doutez jamais qu'un petit groupe...

C'est une phrase qu'on ressort partout, comme un chapelet dans lequel trouver un peu de réconfort face aux difficultés de l'engagement. *“Ne doutez jamais qu'un petit groupe de personnes conscientes et engagées peuvent changer le monde. En fait, c'est toujours ainsi que le monde a changé.”* Ces mots de l'anthropologue Margaret Mead (1901-1978) sont précieux et mobilisateurs, pour autant qu'on les utilise comme supports à notre réflexion et à notre cheminement, et non comme analgésique pour s'éviter les douleurs inévitables et les remises en question nécessaires à tout engagement. Il n'est pas sûr, d'ailleurs, que la célèbre anthropologue ait littéralement dit “ne doutez jamais”. Mais laissons ces trois mots à leur valeur d'encouragement, et attardons-nous sur la suite. Le monde change-t-il toujours par l'action de petits groupes ? Les quelques exemples de basculements précités montrent plutôt des dynamiques de structures, d'institutions, de conquêtes massives. Mais il est vrai qu'à la source de tous ces processus, il a dû y avoir des petits groupes, de chasseurs-cueilleurs observateurs, de chrétiens persécutés, de musulmans fidèles, de paysans révoltés ou d'ouvriers décidés... Le passage de l'échelle d'un ou plusieurs petits groupes à l'échelle du changement de société correspond au phénomène de point de bascule (*tipping point*) que nous avons évoqué. Vu sous cet angle, il est indéniable que des petits groupes sont aujourd'hui en train d'agir et de changer radicalement de paradigme. De nouveaux mondes sont en train de naître, mais notre obsession à vouloir que tout le monde change en même temps, et notre désespoir que ce ne soit pas le cas, nous empêche de les voir émerger. Autrement dit, les gens sont probablement en train de changer de la seule manière possible : par petits groupes minoritaires, qui atteindront un jour leur point de bascule. Ainsi, *“le monde peut sembler immuable, implacable. Il ne l'est pas. Une petite poussée au bon endroit peut le faire basculer.”* (25)

d) Trois deuils à faire : l'optimisme, la solution, la certitude

Mais attention ! Ce que nous venons d'écrire ne signifie pas qu'on puisse se relancer dans une action de militance classique. De quoi parlons-nous ? De ce triptyque qui imprègne encore notre conception de l'engagement : il faut être optimiste, des solutions existent, il faut savoir où l'on va. Aussi étrange que puisse paraître ce qui va être avancé ici, la proposition consiste à enclencher un agir qui requiert exactement l'inverse de cette posture. C'est-à-dire : être catastrophiste, conscient qu'aucune solution n'existe, et ne revendiquer aucune certitude. Sous peine d'être taxé de folie, expliquons cette proposition.

Être catastrophiste : ne signifie nullement souhaiter des catastrophes, mais reconnaître qu'elles sont déjà là, reconnaître que les limites planétaires ont été franchies (trajectoire climatique actuelle à +5°C en 2100, effondrement avéré de la biodiversité, épuisement des ressources, des sols et perturbation des grands cycles biogéochimiques, acidification des océans, etc.). Établir un diagnostic planétaire

optimiste serait irrationnel. Au regard des faits, on ne peut fonder son engagement sur l'espoir. Le dogme de l'optimisme est carrément déplacé, il sonne faux. Il est même la cause première des tristes mines des militants, car il est une promesse déçue. Pour le militant, un optimisme de principe aboutit forcément à la sidération face à l'ampleur des catastrophes et à la lenteur du changement sociétal. Comme l'écrit Miguel Benasayag, *“l'idée répandue que rétablir l'espoir serait la condition pour que l'époque retrouve puissance, joie et engagement est donc, en fin de compte, une erreur de raisonnement. Ce ne sont pas la joie, la lutte, l'agir qui sont le résultat de l'espoir et de l'optimisme, mais bien plutôt l'espoir et l'optimisme qui sont les conséquences, l'effet de la joie, de la lutte et de l'agir. L'optimisme naît du fait de se trouver sur la route. Qu'il s'agisse de vie personnelle ou de vie sociale, le sentiment d'optimisme émerge par surcroît, lorsqu'on a renoué avec la puissance d'agir, avec la compréhension et la connaissance du monde et des situations, quand on remet en contexte, connaissant les causes et libérant la puissance d'agir.”* (26)

Aucune solution n'existe : impossible de remettre le pétrole sous terre, de revenir au climat de 1900 et de rétablir la biodiversité perdue. Du moins à l'échelle temporelle humaine, en quelques dizaines ou centaines d'années. On ne peut donc pas “solutionner” l'anthropocène comme on remplace une chambre à air percée. La posture de l'ingénieur, l'idéologie techno-scientifique ne peuvent apporter que des secours ponctuels, partiels et localisés. À l'échelle globale, la science n'apporte pas de solution ; elle est au contraire, précisément, la méthode rationnelle qui permet chaque jour d'affiner un peu davantage la conscience de nos problèmes globaux, le diagnostic catastrophique de l'anthropocène. Comment agir, alors ? Eh bien, sans solution, sans voir le bout du chemin. *El camino se hace caminando*, le chemin se fait en cheminant, disait un révolutionnaire célèbre.

Avancer incertains : nous n'avons pas à visualiser précisément un état du monde idéal vers lequel tendre. Les situations elles-mêmes, dans leur réalité, dans leur contexte, là où nous sommes déjà engagés, présentent des asymétries, des injustices, des déséquilibres. Je n'ai pas besoin de savoir comment pourrait s'agencer un modèle alimentaire idéal pour estimer qu'il est juste de favoriser l'émergence de circuits courts dans ma région. M'engager dans ce GASAP n'empêchera pas les systèmes alimentaires industriels de s'effondrer, mais j'estime qu'il s'agit d'une action pertinente. Selon Miguel Benasayag toujours, la vieille illusion qu'il serait nécessaire de parvenir à un consensus des volontés pour changer les choses doit être abandonnée. Le pluralisme des représentations, la diversité des situations de l'action est au contraire une garantie de la vitalité du processus de changement.

e) L'enjeu narratif

Faire le deuil du grand récit de la Modernité et du Progrès (qui signifiait optimisme, solutions, certitudes) exige cependant que nous écrivions d'autres histoires. Car l'être humain ne peut vivre sans se raconter à lui-même son histoire, sans se sentir participer à cette histoire. Selon l'historien israélien Yuval Noah Harari, auteur du Best-Seller *Sapiens, une brève histoire de l'humanité*, ce qui a permis à l'être humain de prendre l'ascendant sur les autres espèces est, davantage que le langage lui-même, la fiction, la capacité à imaginer des mythes, des histoires. *“Ni les Nations unies ni les droits de l'homme ne sont des faits biologiques, écrit-il, ils ne sont pas inscrits dans notre ADN. Il s'agit d'« histoires », certes bénéfiques, que nous avons inventées et qui nous permettent de cimenter notre ordre social, tout comme les sorciers « primitifs » le faisaient en croyant aux esprits. De même que les « sorciers » d'aujourd'hui croient sincèrement à la toute-puissance de l'argent et à l'existence des sociétés anonymes à responsabilité limitée.”* (27) À l'heure où la désillusion face à l'ancienne histoire du Progrès est immense, conduisant certains à se jeter dans la gueule de fictions meurtrières (rétablir un

Califat) et/ou délirantes (le monde est dirigé par une petite élite maléfique), l'enjeu de la narration est sans doute au moins aussi essentiel que, et certainement complémentaire de, la capacité à faire des choses concrètes et locales de ses mains : semer, planter, cultiver, rénover, réparer, construire, recycler, échanger. Ces verbes-là sont à mettre dans des histoires qui n'évoqueraient ni un passé ni un petit monde alternatif idéalisés, mais des possibles multiples, hybrides, en cours d'invention. Il faut relever ce défi.

f) Quel usage pour *Nature & Progrès* ?

Des choses concrètes et locales, voilà qui parle pas mal à ceux qui connaissent un peu *Nature & Progrès*... Mais il y a autre chose qui, depuis longtemps, nous fait persévérer sans optimiste béat, sans solutions vraiment claires, sans certitudes tout à fait précises... Il s'agit de cet empirisme qui sied tant au vieux jardinier, de cette capacité à observer longuement sans vraiment rien conclure, mais plutôt de transformer, de faire bouger en conséquence le logiciel qui vous habite pour être toujours mieux armé ensuite face aux forces qui gouvernent la nature.

Certains nomment cela le "bon sens paysan" que nul pourtant ne s'est jamais aventuré à définir. Cette capacité à avancer, pas à pas, vers l'inconnu en ne commettant jamais deux fois la même erreur est certainement un facteur important de résilience. Nous le cultivons non sans une certaine fierté. Mais on n'apprend plus semblable humilité à l'homme moderne qui veut, chaque fois qu'il met un orteil en terrain inconnu, tout comprendre, tout maîtriser et s'imaginer tout dominer. Et être en plus guidé par GPS !

Mais l'avenir s'annonce peu radieux et ses angoisses se multiplient. L'immensité de ses compétences nouvelles et technologiques ne fait qu'accroître celle de son ignorance des choses viles et banales. La science dont il se goberge et se rengorge l'empêchera-t-elle demain d'avoir faim et d'avoir froid ? Voilà une éventualité qu'il ferait bien de considérer avec un peu plus de courage.

L'héritage toxique de la Première Guerre Mondiale

Claude Lefebvre February 13, 2020 <https://www.collaborativepeople.fr/>

Claude Lefebvre, expert en technologies et gestion de crise NRBC

Les perturbateurs endocriniens sont des substances ou des mélanges chimiques capables de modifier le fonctionnement du système hormonal. Ils sont susceptibles de provoquer des effets nocifs tant chez les individus exposés que sur leur descendance. Si l'incertitude demeure quant à l'impact des perturbateurs endocriniens sur la santé humaine, des précautions s'imposent. Il convient de mettre en place une démarche de prévention visant à supprimer les risques ou, à défaut, de limiter l'exposition des travailleurs, et particulièrement celle des femmes enceintes ou en âge de procréer, à un niveau aussi bas que possible.

D'une manière générale, toutes les substances chimiques entrant dans la composition des poudres, des explosifs et des agents chimiques de guerre sont toxiques et peuvent avoir des effets nocifs sur la santé lorsqu'on les absorbe de façon non intentionnée, même à des doses infimes mais répétée sur des périodes de temps assez longues. Ainsi, le perchlorate est considéré comme un polluant « émergent » qui perturbe le fonctionnement du système endocrinien et dérègle celui de la glande thyroïde.

Les effets du TNT, ses impuretés et ses sous-produits de transformation sont également tenus pour responsables de dérèglements parfois graves car ils s'attaquent plus particulièrement aux organes vitaux comme le foie, les

reins ou le système nerveux central. Une suspicion d'effets cancérigènes irréversibles s'applique également à ce type de substances toxiques.

Le perchlorate substance très mobile dans l'environnement qui a été utilisé dans les millions de munitions employées sur les théâtres des opérations durant la « Grande Guerre » est relativement peu toxique si on le compare à la multitude de composés chimiques formant les poudres et explosifs de la Première Guerre Mondiale. Les perchlorates étaient alors fabriqués par électrosynthèse et mêlés à des cires entrant dans la formulation des projectiles de tranchée français.

Que sont devenues les munitions tirées durant la « Grande Guerre » ? Si beaucoup ont explosé d'autres ont suivi un tout autre destin. Tous les ans, le service du déminage de la sécurité civile, retire en France aux alentours de 500 à 700 tonnes d'engins de guerre.

Si on considère qu'il y a eu environ 1 milliard de munitions d'artillerie qui ont été tirées sur le front occidental, on estime à 200 millions environ (certainement plus) de projectiles qui n'auraient pas fonctionné correctement. Même si une partie non négligeable de ces munitions a été retirée du sol, il faut bien considéré que beaucoup d'entre elles y sont encore enfoui, déversant de manière insidieuse leurs composés toxiques à différentes profondeurs en particulier sur les hauts lieux des duels d'artillerie.

De ce fait avéré, l'eau de pluie qui circule au contact des explosifs introduits dans ces sols va progressivement dissoudre les fractions solubles qu'ils renferment. Cette eau chargée de produits chimiques dissous peut alors s'infiltrer vers la profondeur en entraînant avec elle son contenu jusqu'aux nappes phréatiques.

Par ailleurs, les millions de munitions chimiques utilisées pendant la Première Guerre Mondiale sont celles qui ont les parois les plus fines. Elles sont donc particulièrement sensibles à la corrosion et pourraient fort bien libérer leur contenu hautement toxique au fil du temps qui s'écoule...en polluant de manière silencieuse mais certaine les sols aujourd'hui cultivés et les nappes phréatiques qui se trouvent au dessous.

Aucune étude sérieuse n'a vraiment été menée pour déterminer de manière précise la dangerosité de cette dispersion de toxiques chimiques, pour la plupart perturbateurs endocriniens, dans les sols qui ont été martyrisés par les tirs de millions de munitions ,chimiques ou non, au cours de la Première Guerre Mondiale. Seuls des prélèvements relatifs à la teneur en métaux lourds ont été régulièrement effectués afin de déterminer si les sols pouvaient être exploités à nouveau.

Il convient donc de se pencher sur cette question avec acuité car plus de cent ans après la fin de la « Grande Guerre » il se pourrait bien que l'héritage toxique qu'elle nous a légué soit la cause d'une résurgence de maladies inattendues mais bien réelles.

Références :

- INRS 2018 les perturbateurs endocriniens
- Sur les traces d'un secret enfoui de Daniel HUBE édition Michalon

En Afrique australe touchée de plein fouet par la crise climatique, des hommes et des bêtes aux abois

Le Vif 12/02/20 à 07:24 Source : AFP

Depuis cinq ans maintenant, toute la pointe sud du continent africain, où les températures grimpent deux fois plus vite que sur le reste du globe, souffre d'un important déficit de pluies.



Le Zimbabwe © AFP

"A voir les épis flétris, on va sûrement avoir une très mauvaise récolte", prévoit la volubile sexagénaire.

En l'espace de dix mois, l'est du Zimbabwe a été secoué par des phénomènes climatiques extrêmes, illustrant le prix très fort payé par l'Afrique, continent le plus affecté par le changement climatique.

En mars 2019, le cyclone Idai a provoqué des inondations catastrophiques au Zimbabwe, au Mozambique et au Malawi voisins, faisant plus d'un millier de morts, des millions de sinistrés et des dégâts considérables, notamment aux réserves alimentaires.

"Nos poules et dindons ont tous été emportés", se rappelle la belle-soeur d'Alice, Josephine Ganye, qui dépend aujourd'hui de l'aide alimentaire.



Josephine Ganye © AFP

Elle fait partie des 45 millions de personnes - un nombre record - menacées par la famine en Afrique australe, à cause de la sécheresse, des inondations et des difficultés économiques dans leurs pays, selon les Nations unies.

"Cette crise de la faim atteint des proportions jamais vues", a averti mi-janvier la responsable régionale du Programme alimentaire mondial (Pam), Lola Castro.

Depuis cinq ans maintenant, toute la pointe sud du continent africain, où les températures grimpent deux fois plus vite que sur le reste du globe, souffre d'un important déficit de pluies.

Petits paysans et grands exploitants, éleveurs, hôteliers, enseignants, tous sont touchés.

Prières

A genoux sur le plan financier, le Zimbabwe est de loin le pays le plus fragilisé par le changement climatique dans la région. Ici, la sécheresse s'ajoute à une liste inexorable de difficultés économiques: inflation, pénuries de liquidités, d'essence, de médicaments, d'eau, d'électricité... La vie quotidienne a viré au cauchemar.

"Quasiment tout le monde ici est en situation d'insécurité alimentaire", constate Janson Neshava, 68 ans, dans sa maison encore en travaux de Buhera.

"On a beau organiser des prières pour faire pleuvoir, rien n'y fait (...) Même les marécages et les cours d'eau qui coulent toute l'année sont asséchés", ajoute-t-il la tête couverte d'un vieux chapeau en feutre noir.

Au total, 60% des 15 millions d'habitants du Zimbabwe sont actuellement en situation d'insécurité alimentaire.

Dans le district de Buhera (est), ce chiffre atteint même 80%, selon une responsable locale, Patience Dhinda.

Celia Munhangu, 34 ans, est mariée à un enseignant. "Il gagne si peu qu'on a besoin d'aide en période de sécheresse", confie-t-elle en creusant dans le lit asséché d'une rivière pour trouver de l'eau.

"On reçoit d'habitude du maïs du gouvernement, mais là on n'a rien eu depuis novembre."

Le dépôt de céréales de Buhera qui abrite l'aide alimentaire distribuée par l'Etat, est désespérément vide. Les sacs sont en route, bredouille Patience Dhinda.

Pour faire des économies, le mari de Celia Munhangu ne rentre plus à la maison que le week-end. En semaine, il dort dans l'école où il enseigne.

A un demi-dollar le trajet, "le transport est trop cher", confie la mère de famille. "C'est une très mauvaise année".

Une de plus. En 2019, les récoltes à Buhera avaient déjà souffert de la sécheresse, avant d'être emportées par les eaux. Cette année, elles risquent d'être entièrement brûlées par le soleil.

Un repas par jour

A environ 800 km plus à l'ouest, de l'autre côté de la frontière, en Zambie, le contraste est saisissant. Les herbes sont hautes, les routes boueuses et les champs de maïs verdoyants.

Dans le village de Simumbwe (sud-ouest), les pluies sont arrivées fin décembre.

Mais à l'ombre de majestueux arbres, assises sur la terre rouge, perchées dans des branches ou sur des carrioles à boeufs, des centaines de personnes attendent patiemment une distribution de nourriture organisée par l'ONG World Vision et le Pam.

L'an dernier, la récolte a été catastrophique pour la deuxième année consécutive. En 2019, jusqu'à 70% des récoltes ont été perdues à cause de la sécheresse.

En cette période de césure, les besoins sont énormes.

"L'an dernier, j'ai récolté 18 kilos de nourriture. Autant dire rien", témoigne Loveness Haneumba, mère de cinq enfants et "heureuse" bénéficiaire de l'aide à Simumbwe.

"On mange une fois par jour", explique-t-elle. "Les enfants demandent: 'Qu'est-ce qu'on va manger ?' Et je leur réponds: 'Attends. Laisse moi chercher'." Histoire de gagner du temps.

Depuis quelques années, la saison des pluies a été considérablement raccourcie, faisant dérailler la production agricole. Elle courait d'habitude d'octobre à mai. Elle ne dure désormais que de décembre à avril.

Dans la cour de l'école de Simumbwe, Derick Mulilo, qui chapeaute la distribution de nourriture, en profite pour sensibiliser la population à la crise climatique.



Loveness Haneumba et ses enfants © AFP

"Arrêtons ce commerce du charbon de bois! Comme vous le voyez, la déforestation contribue au changement climatique", lance-t-il à de petits paysans sans le sou qui tentent, avec la vente de ce charbon, de survivre.

Absentéisme

"La nourriture qu'on a amenée n'est pas assez", poursuit-il devant l'assemblée abattue par la chaleur et la faim. "On se focalise sur les personnes les plus vulnérables".

Comme Loveness Haneumba et ses enfants en retard de croissance. Sa fille de 6 ans en paraît 4, son fils de 4 ans en paraît 2.

Lizzy Kayoba, une autre mère de famille nombreuse, figure aussi sur la liste des bénéficiaires. Cette nuit, elle a marché cinq heures, son petit dernier sur le dos, pour arriver à l'aube à la distribution.

Le soleil est presque à son zénith. On l'appelle finalement. Elle repart avec 25 kilos de maïs et 7,6 kilos haricots. De quoi "tenir une ou deux semaines".

Le répit est bienvenu, mais l'allocation de nourriture ne permettra pas de tenir jusqu'à la prochaine distribution prévue dans un mois dans la même cour d'école.

Dans une des salles de classe, le cours aujourd'hui est consacré - hasard du calendrier - au "Corps qui a faim". "On mange de la nourriture pour que nos corps puissent rester en bonne santé", peut-on lire sur le tableau noir.

Quelque 80 élèves sont entassés dans la pièce, la plupart assis sur le ciment. Une quinzaine manquent à l'appel "à cause de la faim", explique leur instituteur, Teddy Siafweba.

Et ceux qui viennent ont souvent l'estomac vide. Du coup, ils "sommolent" en cours, constate une autre enseignante, Tryness Kayuni.

La jeune femme de 33 ans observe depuis sa classe la distribution, le coeur gros. Elle ne fait pas partie des 862 bénéficiaires.

Mère célibataire d'un enfant, elle n'est pas considérée comme prioritaire. Elle ne mange pourtant depuis des mois qu'un seul repas quotidien, faute d'avoir été payée depuis septembre.

"Comment je survis? Je demande de la nourriture à mes collègues", explique-t-elle, la taille fine sous son chemisier cintré.

S'adapter, la clé

Les fonds manquent désespérément pour répondre aux besoins des 2,3 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire sévère en Zambie. Le Pam n'a reçu qu'un tiers des 36 millions de dollars nécessaires.

Dans ce contexte, les gens sont prêts à tout. Récemment, "des voleurs se sont emparés de la nourriture allouée à une école" des alentours, raconte Derick Mulilo.

L'aide n'échappe pas non plus à la corruption. Des hommes peu scrupuleux promettent à des femmes d'inscrire leur nom sur la liste des bénéficiaires en échange de relations sexuelles non protégées.

Imelda Hicoombolwa, agricultrice de 49 ans, n'a pas elle à se soucier d'être ou non sur la liste.

"La nourriture n'est pas un problème. J'en ai", lâche-t-elle avec un grand sourire.

Depuis trois ans, cette mère célibataire fait partie des petits agriculteurs qui ont fait le pari de la diversification agricole, opté pour des légumes nutritifs et utilisent des techniques agricoles adaptées au changement climatique.

C'est simple et ça marche.

Avant 2017, Imelda Hicoombolwa ne cultivait quasiment que du maïs. Aujourd'hui, elle récolte des pois à vache qui poussent avec très peu d'eau, des arachides, des citrouilles, des tournesols...

"J'arrive à gagner 18.000 kwachas (1.100 euros) par an, contre 8.000 (495 euros) avant la diversification", résume-t-elle. "Avant, les enfants manquaient l'école car je ne pouvais pas toujours payer les frais de scolarité. Plus maintenant".

Imelda Hicoombolwa ne se précipite plus pour semer dès les premières pluies.

Avant, "à la moindre goutte, les paysans plantaient, au lieu d'attendre que l'humidité du sol soit suffisante, et au final ils perdaient tout", explique Allan Mulando, du Pam.

Pour semer au moment le plus propice, 165 pluviomètres ont été distribués à des fermiers dans les districts zambiens les plus touchés par la sécheresse, dans le cadre d'un programme conjoint entre l'agence onusienne et le gouvernement zambien lancé en 2015.

Barrage

La règle de base, c'est de ne rien planter avant 20 à 25 mm de précipitations et d'adapter les semences en fonction des prévisions météo, explique Allan Mulando.

Si les services météorologiques tablent sur une saison des pluies courte, opter pour des semences qui germeront rapidement.

"Si j'avais eu accès à ces connaissances plus tôt, je serais relativement riche", estime Godfrey Hapaka, un agriculteur de 58 ans. "J'aurais une voiture digne de ce nom et j'aurais pu payer les frais de scolarité de mes enfants."

A côté de sa modeste maison entourée de champs de maïs florissants, un pluviomètre est planté dans un enclos précieusement protégé par un grillage flambant neuf.

Dès qu'il pleut, il communique la quantité des précipitations à ses voisins.

Mais le message ne passe pas toujours, regrette-t-il. Certains sont "réticents à accepter les informations. Ils suivent l'exemple de leurs parents et grands-parents. Ils sont bloqués dans le passé. Mais quand ils voient mes champs, ils commencent à réfléchir".

Les paysans ne sont pas les seuls à suivre de près les précipitations.

Depuis le barrage de Kariba, à la frontière entre la Zambie et le Zimbabwe, Geoffrey Chambisha, directeur de la centrale électrique, observe, inquiet, le niveau du lac.

Il travaille ici depuis quatorze ans et il n'a jamais vu ça.

Cette année, le lac a atteint l'un de ses niveaux les plus bas: 476,61 mètres au-dessus du niveau de la mer. Pas loin du record de 475,93 mètres enregistré en 1996.

Faute de pluies suffisantes, le barrage de Kariba, principale source d'électricité de la Zambie et du Zimbabwe, devrait fonctionner à seulement 25% de sa capacité en 2020.

Sans surprise donc, les deux pays vivent au rythme des longues coupures d'électricité, jusqu'à 20 heures par jour.

Des délestages aux conséquences économiques catastrophiques. Notamment à Livingstone (sud-ouest), où des touristes du monde entier se pressent pour admirer les chutes Victoria.

"Cette année a été particulièrement mauvaise", explique Andrew Murrin, hôtelier.

Quand les températures avoisinent les 45 degrés, la clientèle exige naturellement la climatisation. Alors depuis des mois, Andrew Murrin fait tourner à plein régime son générateur, devenu son premier poste de dépenses.

"En trois mois, les coupures d'électricité m'ont coûté 30.000 kwachas (1.800 euros) en carburant et maintenance", pour une pension de seulement six chambres, calcule le Britannique.

Chutes Victoria

En plus des problèmes d'électricité, l'industrie touristique pâtit d'une récente publicité dont elle se serait grandement passée.



Les chutes Victoria © AFP

Une vidéo tournée en septembre par un inconnu face à des chutes Victoria visiblement quasi à sec a fait le buzz.

La vidéo ne reflétait pourtant qu'une partie de la réalité.

Elle montrait seulement une portion asséchée des chutes longues de 1,7 km, s'indignant à l'unisson les professionnels du tourisme furieux. Le reste des "Embruns qui grondent", nom local des chutes Victoria, coulait lui à flots.

Le président zambien Edgar Lungu a aussi contribué à la panique, en publiant en octobre sur Twitter des photos des chutes rocailleuses, "rappel saisissant des conséquences du changement climatique sur notre environnement et nos moyens de subsistance".

A Livingstone, c'est l'incompréhension et la colère. Chaque année, la partie zambienne des chutes Victoria, à cheval avec le Zimbabwe, est à sec. "C'est un phénomène naturel et saisonnier", explique John Zulu, à la tête du site zambien des Chutes Victoria.

Trop tard. Le mal était fait.

"En l'espace d'une seconde, des milliers de personnes ont annulé leur réservation", ajoute John Zulu. Résultat, une baisse de 25% des touristes en 2019.

En ce mois de février, les chutes coulent de nouveau sur toute leur longueur, comme chaque année en cette saison.

Mais faute de touristes, la pension voisine de l'hôtel d'Andrew Murrin vient de fermer. Lui a été contraint de licencier quatre de ses huit employés.

Buffles et koudous décimés

Les touristes se font aussi rares dans l'ouest de l'Afrique du Sud, à quelque 1.500 km plus au sud.

Dans la province du Northern Cape, aux portes du désert du Kalahari, les animaux sauvages sont habitués aux températures extrêmes. Mais après plusieurs années de sécheresse, affaiblis, ils succombent.

En deux ans, la moitié des 4.500 buffles, hippotragues et autres koudous du lodge géré par Burger Schoeman ont été décimés.

Ici, il pleut en moyenne 250 mm d'eau par an. "Mais 250 mm, c'est ce qu'on a eus en cinq ans", constate l'imposant Sud-Africain.

En trois ans, les deux-tiers des animaux sauvages ont succombé à la sécheresse dans le Northern Cape, selon l'association Wildlife Ranching South Africa.

Deux immenses trous creusés en haut d'une colline qui surplombe la réserve privée de 22.000 hectares de Burger Schoeman, face aux dunes rouges, servent de fosses communes. Deux employés du lodge y déversent les cadavres de deux antilopes.

"Je pue" la mort, explique Paul Ludick, après avoir effectué sa macabre tâche.

D'habitude, il est chargé de repérer les traces des animaux pour les touristes. Il passe désormais son temps à ramasser les carcasses - trop nombreuses désormais pour les charognards - et à nourrir les animaux encore en vie mais aux abois.

En fin de journée, une fois la température devenue tolérable, des dizaines de buffles s'agglutinent, telles des vaches, pour manger de la luzerne. Une scène contre nature.

Agneaux abandonnés

La sécheresse représente un gouffre financier pour le lodge, qui dépense 200.000 rands (12.000 euros) par mois pour nourrir les animaux et annule les réservations de chasseurs, en mal de trophées.

"On se doit de proposer une chasse juste. Les chasseurs ne peuvent pas tirer des animaux affaiblis", explique Burger Schoeman.

Moins de chasseurs, ça veut dire aussi moins de pourboires pour Paul Ludick et ses collègues.

Paul Ludick a vu ses revenus chuter de moitié en un an. Pour la première fois, "j'ai dû emprunter de l'argent pour acheter les fournitures scolaires" des enfants, confie le père de famille employé depuis vingt-huit ans dans le lodge.

Le gouvernement sud-africain, qui a déclaré l'état de catastrophe naturelle dans le Northern Cape, va débloquer 300 millions de rands (18 millions d'euros). Une goutte d'eau dans le désert.

"Je n'ai jamais vu ça... Il ne pleut juste pas", observe Johan Steenkamp, un éleveur de 52 ans à la tête d'une ferme de 6.000 hectares.

"Nous avons perdu beaucoup d'animaux. Il nous reste 30 à 40% de notre bétail". Plus d'une centaine sont morts de la sécheresse, quelque 200 ont été envoyés prématurément à l'abattoir.

Une hécatombe. Comme pour de nombreux fermiers dans la région, qui ont perdu entre 30 et 70% de leur bétail en l'espace de deux ans, selon la coopérative agricole KLK.

Des brebis mettent encore bas, mais elles abandonnent leurs nouveau-nés. "Elles n'ont pas assez de lait. Elles les laissent sur place et ils meurent", raconte Johan Steenkamp, père de trois grands gaillards.

Ses deux aînés ont choisi une autre carrière que l'agriculture. Johan Steenkamp a aussi dissuadé le plus jeune de travailler à la ferme familiale.

"Si ça continue comme ça, il n'y a plus d'avenir ici", prédit, les yeux embués, le robuste fermier. "A ce rythme là, je peux tenir jusqu'à mars. Après je ne sais pas."

Le pape appelle le monde à «s'indigner» contre la surexploitation de l'Amazonie

Par LIBERATION, avec AFP — 12 février 2020

La forêt amazonienne dans l'Etat brésilien de l'Amazonas, le 28 juin 2018 Photo Mauro Pimentel. AFP

Dans une lettre à la hiérarchie catholique locale, François s'est engagé pour la défense des autochtones amazoniens et contre la privatisation de la biodiversité.

- Le pape appelle le monde à «s'indigner» contre la surexploitation de l'Amazonie

On va beaucoup parler [du refus du pape d'ouvrir la prêtrise aux hommes mariés](#). Mais sa lettre aux évêques catholiques d'Amazonie dévoilée ce mercredi comprend aussi un volet environnemental important. François y écrit qu'il faut «*donner aux entreprises, nationales et internationales, qui détruisent l'Amazonie et ne respectent pas le droit des peuples autochtones [...], les noms qui leur correspondent: injustice et crime*».

Face à ce constat, le pape appelle à «*s'indigner*» et «*demander pardon*» pour un «*passé honteux*» d'exactions contre les indigènes. Il cite notamment leurs souffrances à l'époque de l'exploitation du caoutchouc en Amazonie vénézuélienne.

L'économie, «un instrument qui tue»

«*Le recours à des moyens éloignés de toute éthique est fréquent, comme le fait de sanctionner des protestations, y compris en ôtant la vie aux autochtones qui s'opposent aux projets*», déplore-t-il, en fustigeant des entreprises «*assoiffées de gain facile s'appropriant des terrains et privatisant même l'eau potable*». Le pape va plus loin en affirmant que les relations économiques deviennent «*un instrument qui tue*» lorsque «*les autorités donnent un accès libre aux industries du bois, aux projets miniers et pétroliers, et à d'autres activités qui dévastent les forêts et polluent l'environnement*». Le pape a aussi rappelé que «*la protection des personnes et des écosystèmes sont inséparables*».

Réorienter l'économie en période d'urgence climatique et d'exclusion économique

Par Mark H. Burton, publié à l'origine par Steady-State Manchester 12 février 2020 Resilience

Basé sur un discours donné au Manchester Labour Backbenchers' Committee, 6 février 2020.

En abordant cette question générale, je vais exposer ce que je considère comme certains des principaux défis, identifier les principaux prétendants pour les résoudre et les problèmes qu'ils posent, identifier quelques idées

supplémentaires qui pourraient aider, puis proposer quelques politiques et interventions potentielles au niveau national, régional et municipal.

Une grande partie de ce que je vais dire repose sur les connaissances du domaine de l'économie écologique. Celle-ci considère que l'économie est intégrée au monde matériel : l'énergie et les matériaux, une fois extraits, circulent dans l'économie, se dégradent, jusqu'à ce qu'ils soient finalement déposés sur les "puits" écologiques de la planète - l'air, les sols et les masses d'eau. Dans notre travail, nous nous inspirons également des idées d'autres écoles, notamment l'économie politique féministe, keynésienne et marxiste.

Nous nous concentrons sur la non-durabilité du modèle actuel et de nombreuses versions actuelles de la "durabilité". Le problème clé est la croissance économique sur une planète finie - avec des limites critiques tant au niveau des ressources que des puits en bout de chaîne - en plus des contradictions internes de l'économie (puis-je dire "capitaliste" ?).

L'ajout d'adjectifs d'aspiration à la croissance, "inclusive", "verte", "intelligente" ne change pas la réalité de base. John McDonnell a été très clair à ce sujet lorsqu'il s'est adressé à l'IPPR en 2017 :

Chaque 1% ajouté au PIB mondial au cours du siècle dernier a signifié, en moyenne, une augmentation de 0,5% des émissions de dioxyde de carbone. La taille de l'économie mondiale a augmenté, tout comme la pression qu'elle exerce sur nos écosystèmes. Les conséquences de cette pression ne sont plus que trop évidentes.

1

La croissance verte repose sur un "découplage" de la croissance économique et des flux de matières dans l'économie. Rien ne prouve que cela soit réalisable de manière permanente et au niveau requis pour décarboniser l'économie. Au contraire, la croissance continue du PIB rend l'emploi plus difficile, car tant que l'économie (y compris ses connexions mondiales) ne sera pas à 100 % sans carbone, une partie de cette croissance créera des émissions accrues.

C'est le contexte, mais les conséquences sont difficiles. En effet, l'arrêt de la croissance, dans un système qui dépend de l'expansion pour sa propre viabilité économique et pour redistribuer ses excédents, va signifier de sérieux défis. Il est probable que le système actuel finisse par s'effondrer (bien que le Japon se soit plutôt bien débrouillé avec des décennies de croissance extrêmement faible du PIB). Cependant, la poursuite de l'expansion matérielle de l'économie entraînera également un effondrement final en raison du coût croissant de l'exploitation énergétique et de l'extraction des minéraux, de la destruction des écosystèmes et de la pollution, du dépassement des frontières planétaires dont le dioxyde de carbone à l'origine de l'urgence climatique n'est qu'un aspect très important.

Le recentrage nécessaire de l'économie pour rester dans les limites planétaires peut-il également remédier au désavantage et à l'exclusion économiques si endémiques dans certaines parties de notre ville ? Notre travail est centré sur le concept d'économie viable : écologiquement, socialement et économiquement viable. Si les trois ne sont pas atteints, les choses s'écroulent. Notre brochure sur l'économie viable (qui paraîtra bientôt dans une deuxième édition augmentée) vise à présenter ce concept en termes concis, accessibles au grand public intéressé.

Il existe quelques concepts utiles avec lesquels nous pouvons travailler, déjà adoptés ici ou non loin d'ici. Mais pour chacun d'entre eux, il y a une critique qui signifie qu'ils doivent être adaptés pour se conformer à la réalité écologique.

Community Wealth Building (CWB) : adopté par le Labour, promu par le Centre for Local Economic Strategies (CLES), et mis en œuvre dans un certain nombre d'autorités. Cependant, si elle permet de conserver plus de richesses au niveau local, elle n'apporte pas de changements fondamentaux au système, mais s'appuie plutôt sur la capture de la valeur produite par le système destructeur.

L'économie fondamentale, promue par des collègues de l'école de commerce de l'université de Manchester et populaire dans le sud du Pays de Galles, renforce la résilience de l'économie locale en se concentrant, comme le fait la CCB, sur les éléments de l'économie du pain et du beurre qui sont basés sur le lieu et qui ne sont pas trop glamour. Mais elle n'est pas spécifique sur le plan écologique

L'économie circulaire est un excellent slogan, qui suggère que les ressources peuvent être recyclées, réduisant ainsi l'impact sur les sources et les puits de ressources. Cependant, la plupart des descriptions de ce slogan affirment qu'il favorise la croissance, alors qu'il est toujours confronté à des contraintes logistiques et physiques, de sorte que tout répit pour l'écosystème serait au mieux temporaire.

La localisation radicale, que nous promouvons, avec les villes de transition, le magazine Stir et d'autres, a des points communs avec la CCB et FE et elle s'attaque également au problème de la dépendance des chaînes d'approvisionnement longues et complexes. Mais elle peut devenir isolationniste et vulnérable à la cooptation par la droite écologique.

Les interventions dans le domaine social mettent l'accent sur les solutions collectives, les services de base universels, une certaine version du revenu de base universel, les biens communs et la propriété publique. Toutefois, elles ne s'attaquent pas seules au problème des flux de matières et, comme les propositions du Green New Deal, pourraient les accroître.

Ces approches, tout en étant des sources de connaissances, doivent donc être retravaillées dans des conditions de perturbation imminente du système et d'effondrement potentiel. C'est ce qui se passe en partie. Par exemple, il est encourageant de voir que le groupe de l'Économie Fondamentale reconnaît le fossé écologique dans sa réflexion, alors que le CLES travaille à intégrer la CCB à l'idée d'un GND local.

Dans le document associé, il y a des propositions et des interventions politiques au niveau national, régional et local, qui devraient donner une idée de ce que pourrait être une approche plus adéquate du dilemme. Ailleurs, j'ai exploré ces idées en relation avec les traditions concurrentes au sein du mouvement travailliste.

Au niveau local, le document offre quelques exemples dans les domaines de la mobilité, des marchés publics et du logement. J'en ai dégagé deux principes clés :

Principe 1 : Mettre l'accent sur l'utilisation des sources de financement disponibles localement :

Par exemple, les budgets locaux, les flux financiers captés, les investissements réalisés par l'économie locale, les recettes des taxes locales, les frais et amendes pour les actions discrétionnaires à forte intensité de carbone. Ces sources peuvent être utilisées pour exercer un effet de levier sur d'autres flux financiers. Cette approche contraste avec l'accent dominant mis sur les investissements étrangers, qui privilégient inévitablement un retour à l'économie locale.

Principe 2 : Dépenser l'argent de manière à ce que la réduction des émissions de carbone s'accompagne d'avantages connexes en termes de santé, de qualité de vie et de résilience sociale et économique.

Objectifs : Réduire la mobilité du carbone en augmentant les transports publics et les déplacements actifs. Économies d'énergie. Économie locale verte et sociale. Solutions de basse technologie.

Avantages connexes : qualité de vie urbaine, santé, qualité de l'air, réduction du nombre d'accidents, libération d'argent immobilisé, temps, économie verte et sociale locale, températures saines, réduction des dépenses et de la dette.

Nouveau défi : rebondir les émissions, principalement en libérant de l'argent pour des activités et des produits ayant un impact écologique plus important.

En ce qui concerne les émissions, en particulier, on peut faire beaucoup en élargissant le champ d'action. Les budgets carbone de Manchester et du Grand Manchester ont été rigoureusement élaborés par le Tyndall Centre. Ils couvrent deux dimensions de notre empreinte carbone : les émissions directes du territoire de Manchester / Greater Manchester, telles qu'elles sont estimées à partir des données nationales (connues sous le nom de "Scope 1"), et les émissions du système électrique - essentiellement le réseau électrique et gazier ("Scope 2").

Il est important que nous nous concentrons sur ces éléments. Mais il y a deux autres types d'empreinte carbone que nous devons prendre en compte.

Les émissions attribuables à notre consommation de biens et de services, lorsque les émissions ont lieu au-delà des frontières de Manchester ("Scope 3").

Les émissions d'ordre financier, en fonction de la manière dont l'argent est investi ici, par exemple par nos fonds de pension ou par les entreprises associées au conseil municipal, comme le Manchester Airport Group.

Les deux donnent des opportunités importantes qui seraient autrement manquées. Par exemple, par le biais de stratégies d'achat visant à réduire les émissions de la chaîne d'approvisionnement, en entraînant des changements dans la consommation alimentaire ou en conservant les équipements plus longtemps ; ou du côté financier, en réorientant les investissements dans les industries des combustibles fossiles et les organismes financiers qui les soutiennent, vers l'économie propre et locale.

Nous devons également nous concentrer davantage sur l'adaptation, ou ce que j'appelle la "protection contre les chocs". Les choses vont devenir désastreuses. L'approvisionnement alimentaire et les chocs énergétiques sont des scénarios de plus en plus probables. Il est intéressant de noter que bon nombre des mesures visant à réduire les émissions (par exemple, la production locale d'énergie et de nourriture) contribuent également à renforcer la résistance aux chocs causés par l'augmentation des émissions et par l'instabilité géopolitique.

1J. McDonnell, "Discours : IPPR conference", 14-Nov-2017. [En ligne]. Disponible à l'adresse suivante : <https://labour.org.uk/press/john-mcdonnell-speech-to-ippr-conference/>.

A qui appartient le Green New Deal ?

Par Geoff Garver, publié à l'origine par Terre inégale 13 février 2020 Resilience.org

Le Green New Deal ? Les gens, nous avons un problème.

Vous allez dans votre banque d'investissement de Wall Street et vous demandez : "Qu'est-ce qu'un investissement à la mode en ce moment ?" Votre conseiller en investissement super pointu vous dit : "Des terres agricoles en Afrique ! Les gens doivent manger, n'est-ce pas ? Et il y a de plus en plus de gens. Mettez votre argent dans les terres agricoles africaines et vous doublerez votre argent en un rien de temps !" Elle ne dit pas un mot sur ce qui rend cette terre unique et spéciale, ni sur les personnes et autres êtres qui y vivent ou y ont vécu.

C'est un gros problème. C'est un problème de propriété à distance. En fait, il s'agit de tout un tas de problèmes de justice liés aux héritages du colonialisme qui se rassemblent en un problème à multiples facettes sur la propriété à distance des terres et des ressources. En bref, les propriétaires ou détenteurs de droits éloignés causent souvent de graves dommages à des écosystèmes lointains qu'ils connaissent et dont ils se soucient peu, et une grave injustice aux personnes et aux autres formes de vie qui connaissent ces écosystèmes le plus intimement et qui en dépendent.

Alors, qu'en est-il de ce Green New Deal (GND) ? Est-ce simplement le vieux vin du développement capitaliste axé sur la croissance dans une nouvelle bouteille, ou est-ce une recette de transformation sociopolitique et socio-écologique qui redressera les torts du passé et remaniera le pouvoir politique en faveur de personnes historiquement démunies ? Tout Green New Deal (GND) conçu comme une "transition juste" doit s'attaquer aux problèmes de la propriété à distance et renforcer la gouvernance locale.

Questions ouvertes sur le problème de la propriété à distance dans le GND de l'AOC

Certains disent que la DND dans la R.H. 109 introduite par le député Ocasio-Cortez et d'autres que c'est simplement un passage au colonialisme vert ou climatique, par lequel l'écologisation - par la décarbonisation et d'autres moyens - des pays riches et développés dans un monde capitaliste, mondialisé et axé sur la croissance, aggraverait l'injustice dans les pays en développement. Cette injustice comprend non seulement une exposition accrue aux dommages environnementaux et aux risques sanitaires liés à l'extraction des matériaux nécessaires aux technologies vertes, mais aussi une inégalité de richesse et des bouleversements sociaux et culturels permanents, car le potentiel de création de richesses des ressources extraites (emplois, profits, etc.) est principalement exporté en même temps que celles-ci.

Le GND risque de poursuivre l'écrasement des systèmes de gouvernance basés sur le lieu de vie qui existent depuis longtemps.

Au cœur de cette injustice se trouvent les entreprises internationales et leurs actionnaires et autres propriétaires éloignés - les accapareurs de terres et de ressources - qui exercent un pouvoir politique énorme, du niveau local au niveau mondial. Le GND risque de poursuivre l'écrasement des systèmes de gouvernance locaux de longue date, le déplacement permanent des personnes ayant la connaissance la plus intime des écosystèmes locaux et la dévastation des écosystèmes et de la vie qu'ils entretiennent, le tout typique de l'accaparement des terres et des ressources dans le monde entier. Une préoccupation particulière est que la réforme de l'utilisation des terres est essentielle au succès de la GND, pourtant la GND n'affronte pas directement le câblage dur des régimes de droits de propriété qui doivent être abordés. Une autre est que la GND a été conçue et annoncée sans pratiquement inclure les voix indigènes et que, à moins que ce manque d'inclusion et la superficialité des références aux idées indigènes ne soient surmontés, la GND pourrait maintenir "des structures brisées qui perpétuent la déconnexion et l'individualisme".

Certains, avec prudence, d'autres avec plus d'enthousiasme, voient dans le GND une occasion de mettre fin à ces injustices et de les réparer. Les possibilités de changement transformateur pour réduire l'accaparement des terres et des ressources et renforcer les systèmes de gouvernance basés sur le lieu, y compris les systèmes indigènes, sont signalées par le soutien aux "projets et stratégies communautaires" pour faire face à la pollution et au changement climatique, à la restauration des écosystèmes appropriés au niveau local et au consentement libre, préalable et informé des communautés indigènes sur les questions qui les concernent. Pour que ces ouvertures puissent se réaliser, l'activiste de la justice Syed Hussan soutient que le GND doit favoriser une

"transition juste au sens large" et ne pas se contenter de traiter les travailleurs déplacés dans les industries des combustibles fossiles et d'autres questions distinctes que la décarbonisation de l'économie entraînera.

Où chercher des réponses aux problèmes de propriété à distance

La bonne nouvelle est que des idées intéressantes sur la manière dont le GND peut faire face aux problèmes de propriété à distance et promouvoir des systèmes de gouvernance adaptés au contexte local existent déjà. Voici quelques-unes de ces sources d'inspiration.

Le mouvement de décroissance. La décroissance est un défi de taille pour le modèle de développement durable axé sur la croissance, et une approche plus prometteuse pour la perpétuation à long terme d'une relation homme-Terre qui se renforce mutuellement. La décroissance combine un engagement à respecter les limites écologiques avec un engagement à développer une approche globale et pratique pour construire des communautés humaines prospères basées sur la convivialité et la solidarité humaine sans consumérisme ni excès matériel et énergétique. Les réformes associées à la décroissance "mettent l'accent sur la redistribution (du travail et des loisirs, des ressources naturelles et des richesses), la sécurité sociale et la décentralisation et la relocalisation progressives de l'économie, comme moyen de réduire le débit et de gérer une adaptation stable à une économie plus petite". Les neuf principes de décroissance de Giorgos Kallis devraient être utiles pour s'assurer que le GND fait face de manière adéquate aux problèmes de propriété à distance :

- 1) La fin de l'exploitation ;
- 2) La démocratie directe ;
- 3) La production localisée ;
- 4) Le partage et les biens communs ;
- 5) La fourniture de biens relationnels, par l'amitié, l'amour, les relations saines, la parenté, le civisme ;
- 6) Les dépenses improductives orientées vers les activités communautaires, telles que les festivals, les jeux et les arts ;
- 7) Les soins, et le fait de traiter les humains et les autres formes de vie comme des fins et non comme des moyens ;
- 8) La diversité ;
- 9) La décommodification de la terre, du travail et de la valeur.

Le G20. Quoi !? Eh bien, il est utile de comprendre les idées clés de l'appareil politique mondial qui doivent être surmontées pour que le GND conduise à une transformation sociale, politique et écologique radicale. Lors des réunions annuelles, le G20 s'accorde généralement sur la nécessité de "poursuivre les actions collectives en vue de parvenir à une croissance forte, durable et équilibrée pour accroître la prospérité de nos peuples". Les moyens d'y parvenir consistent généralement à soutenir le commerce et les investissements mondiaux (dont une grande partie est liée à la propriété à distance) et le rôle de l'Organisation mondiale du commerce comme moyen de créer des emplois et de maintenir la croissance, avec des actions ou des aspirations faibles ou marginales pour lutter contre les inégalités, la corruption, le changement climatique et les dommages environnementaux. Le G20 soutient les objectifs de développement durable des Nations unies, en mettant l'accent sur une croissance économique durable et inclusive. Un GND véritablement progressiste devrait regarder au-delà des GSD !

L'Atlas de l'EJ. L'atlas de la justice environnementale documente des cas réels de la façon dont des propriétaires éloignés ont créé des conflits sociaux et environnementaux. Ces récits convaincants sont une ressource riche pour comprendre en détail le problème de la propriété à distance et la dynamique du pouvoir qui doit être confrontée et remaniée afin de les surmonter.

Les modes de pensée et d'être indigènes. Dans de nombreuses visions indigènes du monde, l'attachement au lieu, fondé sur le respect de toute vie et sur une appréciation profonde d'une relation réciproque avec la Terre et sa communauté de vie, est la clé d'une vision plus optimiste de la relation entre l'homme et la Terre. L'activiste indigène Eriel Deranger écrit : "Ce sont les communautés indigènes, au niveau local, national et international, qui continuent à faire pression pour une actualisation de l'instillation de liens spirituels plus profonds avec la Terre Mère afin de nous aider à réapprendre ce que les systèmes de colonisation, de capitalisme et d'extractivisme ont rompu. Se connecter ou se reconnecter aux lieux qui nourrissent nos corps et nos âmes est au cœur de la promesse à long terme d'un GND bien fait. Dans *Braiding Sweetgrass*, Robin Wall Kimmerer écrit que "pour le bien des peuples et de la terre, le travail urgent du second homme peut être de mettre de côté les habitudes du colon et de devenir indigène pour le lieu". Mais, inviter les sociétés de colons à devenir indigènes à un endroit - et une invitation des détenteurs autochtones de la connaissance d'un lieu est essentielle - ne signifie pas les laisser "prendre le peu qu'il reste". S'attacher à un lieu en cherchant soigneusement et respectueusement à y devenir indigène exige avant tout de l'humilité, et cela nécessite une expérience directe avec des enseignants avisés, et pas seulement des connaissances livresques.

Les peuples indigènes et les autres groupes sociaux qui ont été historiquement désavantagés par la colonisation et l'accaparement des terres et des ressources doivent jouer un rôle central dans le développement et la réalisation de la GND.

Six propositions se renforçant mutuellement sur la propriété à distance et la gouvernance basée sur le lieu pour la GND

Premièrement, les peuples indigènes et les autres groupes sociaux qui ont été historiquement désavantagés par la colonisation et l'accaparement des terres et des ressources doivent jouer un rôle central dans le développement et la réalisation de la GND. Il est essentiel d'inclure les notions indigènes de justice, de décolonisation et d'autodétermination par une inclusion significative des communautés indigènes dans les décisions qui les concernent, ce qui nécessite du temps et des ressources adéquates.

Deuxièmement, le GND devrait permettre aux communautés comme celles qui figurent dans l'Atlas de l'EJ de développer des systèmes de gouvernance solides basés sur le lieu et des communautés de solidarité et d'entraide afin de résister aux conflits sociaux et environnementaux auxquels elles sont confrontées, souvent en raison de la propriété à distance. Cela signifie leur donner un rôle déterminant dans les décisions qui les concernent directement et indirectement. Cela signifie également développer une portée et une stratégie mondiales/internationales afin que les problèmes de propriété à distance dans un endroit ne soient pas simplement déplacés ailleurs. Nous devons également rechercher les possibilités de développer et de sortir des problèmes locaux de propriété à distance qui sont évités ou résolus à juste titre.

Troisièmement, le GND devrait mettre fin aux cadeaux d'entreprise liés aux problèmes de propriété à distance et exclure les marchés du carbone, les compensations ou les régimes d'échange de droits d'émission, et la géo-ingénierie - qui posent tous des problèmes de propriété à distance. Au lieu de cela, l'Alliance pour la justice climatique se bat pour un GND qui passe "des systèmes mondiaux de production et de consommation qui sont intensifs en énergie et dépendent des combustibles fossiles à des systèmes plus localisés qui sont durables, résilients et régénérateurs".

Quatrièmement, les actions et autres instruments d'investissement dans des entreprises d'accaparement de terres et de ressources qui causent des conflits sociaux et environnementaux et des dommages dans des lieux éloignés devraient être interdits. Cela peut nécessiter une restructuration profonde, le démantèlement ou l'abolition des

structures financières et d'entreprise qui permettent ce type d'investissements. Il faudrait au moins repenser en profondeur la métaphore de la personnalité des entreprises

Cinquièmement, le GND devrait explicitement rejeter la croissance économique comme raison d'être et objectif moteur. Il devrait s'opposer à une croissance économique perpétuelle et promouvoir des communautés engagées dans la solidarité, le partage maximal et l'utilisation minimale de matériaux et d'énergie.

Sixièmement, le GND devrait imposer des limites à la richesse, ce qui contribuerait à minimiser ou à mettre fin au problème de la propriété à distance. Le moyen le plus évident d'y parvenir est l'imposition progressive des revenus ou un impôt sur la fortune. Pour que cela soit efficace, il faut bien sûr aussi une collaboration entre les communautés du monde entier contre l'évasion fiscale, dans le but d'abolir les paradis fiscaux. Une transformation plus radicale consisterait à cibler le système monétaire mondialisé qui permet aux investisseurs de Wall Street d'acheter des terres agricoles africaines avec des dollars américains en premier lieu. Ou encore, la communauté internationale pourrait enfin adopter des taxes sur les transactions financières ; déjà mises en œuvre dans certains pays, elles pourraient être étendues à d'autres pays et à d'autres transactions internationales.

Quelques questions difficiles pour tester ces propositions

Si la GND est une étape vers des sociétés post-capitalistes où les propriétaires éloignés, s'ils existent encore, ne sont plus en mesure d'affecter négativement les écosystèmes et les populations lointaines, elle démarre néanmoins dans une économie capitaliste mondialisée. Comme l'a écrit John Bellamy Foster, "Nous devons aller à l'encontre de la logique du système tout en vivant à l'intérieur de celui-ci". Il ne sera pas facile de faire fonctionner les propositions ci-dessus. Il faudra que les gens aient du pouvoir grâce à l'organisation de masse et à la prise de conscience. Et il faudra faire face à des questions difficiles. En voici quelques-unes.

Le GND implique-t-il inévitablement la poursuite de l'extraction des richesses et des ressources dans le Sud pour le bénéfice du Nord ? Si oui, quelles sont les implications pour la propriété à distance et la gouvernance sur place ? Sinon, quels sont les mécanismes nécessaires pour minimiser ou mettre fin à l'extraction des richesses et des ressources dans le Sud au profit du Nord ?

Comment le GND peut-il aborder la propriété à distance sous la forme de la propriété d'actions financières ou d'autres investissements financiers - en gardant à l'esprit le nombre de personnes qui comptent sur ce type d'investissement pour leur retraite et leurs soins de longue durée ?

Quels sont les bons exemples qui pourraient être reproduits ou étendus à plus grande échelle de systèmes de gouvernance basés sur le lieu qui maintiennent l'équité entre les humains et entre les humains et les autres formes de vie à travers les générations ? Comment la duplication et la mise à l'échelle devraient-elles tenir compte des caractéristiques uniques des différents lieux et éviter les approches uniformes ?

Le GND peut-il traiter de manière adéquate, comme le dit Deranger, les "rôles entremêlés du capitalisme, du consumérisme, du militarisme et du colonialisme comme fondements de la crise actuelle" s'il reste "dirigé par les ONG blanches, celles qui ont les ressources et le pouvoir, et les principaux partis politiques" ?

Le rétablissement de la protection traditionnelle des travailleurs et l'augmentation de la syndicalisation sont-ils une solution à long terme, ou risquent-ils d'enfermer dans une dynamique de pouvoir entre nous - les travailleurs et les propriétaires - où les propriétaires sont souvent aussi des propriétaires éloignés et des accapareurs de terres et de ressources - que d'autres alternatives pourraient surmonter ? Qu'en est-il des

entreprises ou des coopératives détenues par les salariés, plus engagées au niveau local et basées sur le lieu de travail ?

Dernière réflexion

De telles questions doivent être posées en relation avec chaque aspect des propositions de la GND dans les pays capitalistes avancés. Les organisateurs politiques et les activistes doivent réfléchir à la manière d'équilibrer ces questions critiques avec la rhétorique visionnaire qui rend la RBD si populaire - tout en gardant à l'esprit que la force d'une vision de la RBD doit être jugée sur la base non seulement de ses conceptions politiques mais aussi de sa capacité à inspirer et à unir un large mouvement de construction de la justice climatique. S'attaquer aux problèmes bien ancrés de la propriété à distance est une façon d'adopter une approche ciblée pour donner une impulsion à ce mouvement.

Un tiers des actifs de combustibles fossiles pourrait bientôt être bloqué

Par Alex Kimani - 12 février 2020 OilPrice.com

Les compagnies de combustibles fossiles détiennent de vastes richesses en pétrole, gaz et charbon qu'elles vantent fréquemment à l'univers des investisseurs pour les aider à faire monter leur valeur marchande. Cependant, aucune compagnie énergétique n'a jamais informé les investisseurs des effets potentiels sur l'environnement si toutes leurs réserves d'hydrocarbures étaient brûlées.

Et certainement peu, voire aucun, n'a jamais dit aux investisseurs qu'une grande partie de ces actifs pourrait être condamnée à rester à jamais enfouie dans le sol - et ne vaut essentiellement rien - si les réglementations environnementales se durcissaient.

Pourtant, le spectre que ces actifs pourraient un jour se retrouver bloqués et théoriquement sans valeur, alors que la clameur pour une énergie propre s'intensifie, est bien présent.

Selon les estimations de la colonne Lex du Financial Times, près de 900 milliards de dollars de réserves - soit environ un tiers de la valeur des grandes compagnies pétrolières et gazières - risquent de perdre un jour de leur valeur, car les forces du marché et de la politique continuent de miner l'économie des hydrocarbures en raison de la menace du changement climatique.

En effet, ces entreprises pourraient voir un tiers de leur valeur s'évaporer si les gouvernements tentent de limiter la hausse des températures à 1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels pour le reste du siècle et d'éviter un changement climatique catastrophique, comme l'estime le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

Par conséquent, les investisseurs risquent de prendre de plus en plus en compte le risque de dépréciation des actifs des principales compagnies pétrolières et gazières mondiales, à moins qu'une solution au changement climatique en cours ne soit trouvée au cours de la prochaine décennie.

Investissements à haut risque

Les effets d'une telle ampleur de radiation des avoirs gelés - d'abord progressivement, puis à un rythme accéléré - se feront probablement sentir avec force dans le monde des affaires.

On pourrait dire que les compagnies pétrolières nationales (NOC), notoirement secrètes, et non les compagnies pétrolières indépendantes (IOC), représentent le plus grand risque financier puisqu'elles contrôlent ~3 000 milliards de dollars d'actifs pétroliers et gaziers et environ 90 % de toutes les réserves connues. Néanmoins, étant donné que les sociétés énergétiques cotées en bourse ont perdu collectivement 400 milliards de dollars en valeur fondamentale au cours des cinq dernières années, perdre quoi que ce soit dans ce domaine au cours des cinq prochaines années pourrait être désastreux pour le secteur.

En rapport : Les négociants en pétrole pourraient perdre beaucoup de terrain en raison de la panique provoquée par le coronavirus

Un bon exemple en est la société Chevron Corp. (NYSE:CVX), qui a récemment annoncé une importante réduction de valeur de 10,4 milliards de dollars sur des actifs de schiste. ExxonMobil (NYSE:XOM) s'est également retrouvée récemment sur la sellette pour son incapacité à divulguer les risques climatiques alors même que la pression des actionnaires pour la divulgation des risques augmente. Elle a été par la suite absoute.

Voici un aperçu de la charge de risque financier que les entreprises de combustibles fossiles supportent :

Actifs échoués - les actifs qui contribuent actuellement à la valeur marchande de nombreuses entreprises de combustibles fossiles et qui ne peuvent être réellement développés et vendus feront baisser leur valeur globale

Perte de capitalisation boursière - la pression à la baisse exercée sur les actions du secteur de l'énergie par les efforts de désinvestissement, notamment par les investisseurs institutionnels, pourrait nuire à vos fonds communs de placement et à vos actions

Le coût du capital - en décembre, nous avons signalé que Goldman Sachs avait exclu de financer le forage dans l'Arctique ainsi que de nouvelles mines de charbon thermique partout dans le monde et que d'autres grandes banques allaient probablement lui emboîter le pas. La diminution du nombre de banques disposées à financer des projets de combustibles fossiles rendra progressivement plus coûteuse la mise sur le marché de ces actifs enfouis

La rareté des assurances - de même, moins de compagnies d'assurance seront prêtes à soutenir de tels projets, ce qui augmentera à la fois le coût et le temps nécessaire pour obtenir les assurances nécessaires à leur construction

Insuffisance des investissements dans les énergies renouvelables - face à cette rupture critique du modèle bien établi des combustibles fossiles, il serait judicieux de développer des secteurs d'activité importants qui ne comportent pas ces risques. Pourtant, les investissements actuels des entreprises de combustibles fossiles dans les sources d'énergie à faible teneur en carbone sont inférieurs à 1 %, ce qui est bien trop peu pour faire bouger l'aiguille des revenus de la grande majorité des entreprises.

Risque de marché - il pourrait y avoir des changements sismiques dans la façon dont le marché commence à évaluer les réserves de combustibles fossiles

Le plus sale, le plus risqué

Bien que le rapport Lex semble résolument pessimiste, n'oublions pas qu'un cas encore plus bénin où les gouvernements visent une augmentation de la température de 2C - ce qu'ils avaient prévu pour la réunion de l'Accord de Paris sur le changement climatique de 2015 - les entreprises du secteur de l'énergie devraient encore amortir plus de 50 % de leurs réserves en tant qu'actifs immobilisés.

Atteindre le seuil de 1,5C signifierait laisser plus de 80 pour cent des actifs d'hydrocarbures sans valeur.

Dans un article récent sur le changement climatique, nous avons signalé que les émissions mondiales d'énergie montrent de sérieux signes de ralentissement en raison d'une poussée plus agressive de l'énergie propre.

Les émissions mondiales de CO2 n'ont augmenté que de 0,6 % en 2019, contre 3,4 % en 2018, grâce à la poussée de la Chine en faveur des énergies vertes. Mieux encore, l'AIE estime que les niveaux de CO2 en 2050 seront inférieurs de 4 % à ceux de 2019, malgré une économie par ailleurs saine, en grande partie grâce à la mise au rebut des centrales au charbon, tandis que la consommation de gaz naturel, dont l'empreinte carbone est plus faible, devrait augmenter de manière spectaculaire.

En savoir plus : Le pic du schiste fera grimper les prix du pétrole

En fin de compte, nous pourrions être à l'aube de l'un des plus grands changements jamais enregistrés dans l'allocation des capitaux dans le secteur de l'énergie. Les investisseurs doivent se méfier des risques qui pourraient découler de ce changement.

Par Alex Kimani pour Oilprice.com

La vraie raison pour laquelle les Saoudiens veulent désespérément redémarrer ce champ pétrolifère géant

Par Simon Watkins - 12 février 2020,

Des sources du Koweït et d'Arabie Saoudite ont fait savoir la semaine dernière que la production d'essai de 10 000 barils par jour (bpj) commencerait au champ Khafji dans la "zone neutre divisée" (PNZ) qu'il partage avec le Koweït le 25 février ou aux alentours de cette date, le champ devant probablement pomper environ 60 000 bpj d'ici le mois d'août. Une production d'essai de 10 000 bpj commencera également dans la zone koweïtienne de la PNZ fin mars, et devrait atteindre environ 80 000 bpj d'ici la fin septembre, selon les sources. Il est prévu que dans les 12 mois, Khafji produira environ 175 000 bpj et Wafra environ 145 000 bpj.

Cela dit, il est absolument vrai que l'Arabie saoudite a désespérément besoin que le prix de référence du pétrole brut Brent dépasse 84 dollars le baril - au minimum absolu - pour s'assurer qu'elle n'enregistre pas un autre déficit budgétaire lamentable cette année. Il est donc tout aussi vrai que la dernière chose qu'un pays devrait faire lorsqu'il a désespérément besoin d'un prix du pétrole plus élevé est d'augmenter sa production de pétrole, surtout à un moment où les perspectives de l'élément clé de l'équation offre/demande, la Chine, semblent incertaines, étant donné la peur actuelle des coronavirus. Alors, que se passe-t-il vraiment ici ?

De tels déficits existent depuis le début du "plan" stratégiquement incompétent des Saoudiens, lancé en 2014 pour détruire l'industrie américaine du schiste alors naissante. N'ayant pas fait les recherches nécessaires - notamment une analyse de la manière dont le secteur américain du schiste pourrait réagir (c'est-à-dire en devenant très rapidement plus maigre, plus méchant et plus rentable) - les Saoudiens n'ont réussi qu'à se mettre en quasi-faillite et à mettre ses partisans de l'OPEP en faillite.

Ce n'est qu'en 2016 que les Saoudiens ont finalement compris l'effroyable naïveté de leur plan, et ils se sont ensuite mis à courir financièrement à leur propre perte. Elle a été obligée de dépenser plus de 250 milliards de dollars de ses propres réserves de change pour soutenir son économie, que même les Saoudiens les plus expérimentés disent avoir perdue à jamais.

La situation était si mauvaise qu'en octobre 2016, le vice-ministre de l'économie du pays, Mohamed Al Tuwaijri, a déclaré cela : "Si nous [l'Arabie saoudite] ne prenons aucune mesure de réforme, et si l'économie mondiale reste la même, alors nous sommes condamnés à la faillite dans trois ou quatre ans." Dans l'état actuel des choses, après avoir enregistré des déficits budgétaires au cours des dernières années, on estime que les Saoudiens continueront à le faire jusqu'en 2025 au moins. Par conséquent, le fait que les Saoudiens veuillent ajouter au vaste niveau d'approvisionnement en pétrole qui s'écoule sur les marchés - avec les conséquences extrêmement négatives sur les prix que cela implique - n'a aucun sens, si tous les autres facteurs sont restés égaux.

D'accord, mais peut-être que les Saoudiens ne sont en réalité qu'une bande de gars amicaux qui se soucient d'aider leurs voisins, comme le courageux Koweït ? Si l'on laisse de côté le fait que le "plan" saoudien de s'attaquer à l'industrie américaine du schiste a également eu des répercussions sur l'économie koweïtienne, il ne faut pas sous-estimer ou oublier le degré de méchanceté et d'intimidation qui a poussé les Saoudiens à fermer la Zone neutre en 2014.

La ligne officielle saoudienne à l'époque pour la fermeture de Khafji était qu'il n'était pas conforme aux nouvelles normes d'émissions atmosphériques environnementales émises par la présidence de l'Autorité saoudienne de la météorologie et de l'environnement (non, honnêtement, c'est tout).

On suppose que le champ - en plus de produire environ 280 000 à 300 000 barils par jour (bpj) de pétrole brut de qualité Arabian Heavy juste avant sa fermeture - a également produit environ 125 millions de pieds cubes standard par jour (mscfd) de gaz associés et 50 mscfd de gaz et qu'une fuite de gaz s'était produite dans l'une de ses 15 plateformes. Par conséquent, toute la zone a dû être fermée, car l'usine en question est censée recueillir le gaz de toutes les installations terrestres du PNZ.

Selon la version non officielle, la fermeture du champ était la façon dont l'Arabie saoudite "secourait la chaîne du Koweït pour la maintenir en ligne", car le Royaume avait l'impression que son voisin avait marché sur les pieds dans les mois précédant la fermeture. Dans ce contexte, le Koweït avait accru sa concurrence ouverte à l'Arabie saoudite sur les principaux marchés d'exportation asiatiques, au point de vendre du pétrole à des acheteurs asiatiques au plus grand rabais par rapport à la qualité saoudienne comparable depuis 10 ans.

En outre, le Koweït a également mis des obstacles aux opérations du Royaume dans la région de Wafra, dans la zone de non-prolifération, en augmentant la difficulté pour Saudi Arabian Chevron (SAC) d'obtenir des permis de travail pour opérer dans la zone, compromettant la capacité de SAC à aller de l'avant avec son projet d'injection de vapeur à plein champ à Wafra, qui devait augmenter la production de pétrole lourd de plus de 80 000 bpj.

L'effet de la fermeture en 2014 a été beaucoup plus dommageable pour le Koweït que pour l'Arabie Saoudite, la perte de la part de 50 % de la production du Koweït ayant effacé d'un seul coup sa capacité de production de réserve, selon les analystes pétroliers de l'époque. En outre, la fermeture a rendu encore plus difficile pour le Koweït la réalisation de ses ambitieux plans d'expansion de la production.

En rapport : Les négociants en pétrole pourraient perdre la tête en raison de la panique provoquée par le coronavirus

Dans ces conditions, il n'est pas surprenant de constater qu'un accord sur la fixation des prix sur les marchés d'exportation asiatiques a été conclu entre les deux parties, ainsi que sur la situation des visas de la SAC, en vue de la reprise de la production sur le terrain dès que possible du côté koweïtien.

Par une ironie suprême - et en rendant absurde le plan actuel de réouverture de la PNZ - la raison principale pour laquelle la réouverture du champ de Khafji n'a pas été autorisée était l'intervention du prince héritier adjoint de l'époque, Mohammed bin Salman, qui ne voulait pas que la production supplémentaire arrive sur les marchés, car cela aurait fait baisser le prix du pétrole encore plus qu'il ne l'avait déjà fait, selon les analystes pétroliers de l'époque. Les Saoudiens voulaient également maintenir leur influence sur le Koweït à l'avenir, selon de nombreux analystes.

Alors, quelle est l'explication possible pour avoir soudainement autorisé la mise en production de ces longs champs verrouillés ? Selon diverses sources interrogées par OilPrice.com depuis les attentats du 14 septembre, c'est le fait que les Saoudiens ne disaient pas la vérité sur l'étendue des dégâts à l'époque et qu'ils ne disent pas non plus la vérité maintenant.

Comme l'a souligné à OilPrice.com, au moment des attaques, Richard Mallinson, analyste principal de l'énergie de la société de conseil énergétique internationale Energy Aspects : "Il est extrêmement révélateur qu'il [Abdulaziz bin Salman] ait parlé de "capacité" et plus tard de "fourniture au marché", car ce sont des termes que les Saoudiens ont tendance à utiliser pour éviter de parler de la production réelle, car la capacité et la fourniture ne sont pas du tout la même chose que la production réelle aux têtes de puits". Il a ajouté : "Ce que les Saoudiens essaient de faire en ne révélant pas la vérité, c'est de protéger leur réputation de fournisseur de pétrole fiable, en particulier auprès de leur clientèle cible en Asie, et nous devons donc prendre tous ces commentaires avec une bonne dose de sel", a-t-il ajouté.

"Les ingénieurs à qui nous avons parlé nous ont dit qu'à la suite d'un incident comme celui-ci, il faudrait plusieurs semaines juste pour évaluer les dégâts, sans parler de commencer à faire quelque chose, plutôt que les quelques jours que les Saoudiens ont pris et ont ensuite annoncé le calendrier réel - et très court d'ailleurs - pour ramener les différentes étapes de la capacité", a-t-il conclu.

Par Simon Watkins pour Oilprice.com

Les foreurs de gaz de schiste font face à une tempête parfaite

Par Nick Cunningham - 12 février 2020, OilPrice.com

Les prix du gaz naturel inférieurs à 2 \$/MMBtu ont durement frappé les foreurs de gaz de schiste des Appalaches, mais plus la surabondance de gaz s'use, plus les problèmes s'aggravent.

Chaque semaine qui passe, l'industrie du schiste révèle un stress financier plus important.

Lundi, les analystes de Piper Sandler ont déclassé leurs perspectives à court terme pour Range Resources et Gulfport Energy, deux foreurs des Appalaches, en les faisant passer de neutres à surpondérables, en invoquant une "détérioration" des perspectives. Un analyste de la firme a souligné la surabondance mondiale de GNL, le coronavirus, l'effondrement des prix et les déclarations de force majeure.

Les prix du gaz naturel américain nymex se négocient en dessous de 2 \$/MMBTU depuis janvier, ce qui a entraîné une liquidation dans le secteur, avec une douleur particulière pour les foreurs de gaz des Appalaches. EQT, le plus grand producteur de gaz du pays, a vu le prix de ses actions diminuer de moitié depuis le début de l'année, et il a baissé de 75 % depuis la fin de 2018.

La production de gaz dans les Appalaches semble freiner à cause de la chute des prix, et il lui faudra un certain temps pour rebondir. "Bien sûr, nous pourrions voir la croissance se rétablir à moyen terme, mais à notre avis, un environnement durable de prix du gaz Henry Hub d'au moins 2,5 \$ par MMBtu est nécessaire pour que cela se produise", a déclaré Rystad Energy dans un nouveau rapport.

Le problème pour les foreurs de gaz des Appalaches est que la production de gaz dans le Permien continue de croître, et qu'elle ne réagit presque pas aux signaux de prix. Les entreprises de schiste se concentrent sur le forage du pétrole, et des volumes toujours plus importants de gaz associé sortent du sol. Dans le même temps, le torchage continue de monter en flèche.

La croissance de la production de gaz du Permien pourrait commencer à ralentir, mais seulement parce que les prix du WTI ont chuté et que le stress financier continue de balayer l'industrie. En d'autres termes, la faiblesse des prix du pétrole pourrait réduire la production de gaz. "Nous nous attendons à ce que la production brute de gaz du Permien augmente de plus de 4,5 milliards de pieds cubes par jour entre le quatrième trimestre de 2019 et le quatrième trimestre de 2021, les volumes devenant progressivement visibles sur le marché lorsque l'autoroute du Permien et les gazoducs de Whistler entreront en service ou lorsque le Mexique sera en mesure d'absorber un peu plus de gaz permien", a déclaré M. Rystad.

Quelle que soit la production, le stress financier se poursuit, et pas seulement pour les Appalaches. Tout le complexe de schiste est vraiment en terrain instable. Un simple coup d'œil sur les annonces en révèle beaucoup.

Mardi, Noble Energy a procédé à une réduction de valeur de 1,1 milliard de dollars de ses actifs de gaz naturel dans l'Eagle Ford, ce qui a entraîné une perte de 1,21 milliard de dollars au quatrième trimestre. La société a réduit ses dépenses pour 2020 de 400 millions de dollars par rapport à un plan de dépenses antérieur. Les actions ont baissé de 2 % pendant la séance de midi.

Whiting Petroleum, un grand producteur de Bakken, a vu ses actions s'effondrer mardi et la négociation de ses actions a même été gelée pendant un certain temps en raison de l'extrême volatilité. Seeking Alpha a indiqué qu'il y a "des spéculations sur le fait que [Whiting] va engager des conseillers pour revoir la structure de son capital". Les actions de Whiting ont baissé de plus de 22 % lors de la séance de midi de mardi.

Occidental Petroleum a déclaré mardi qu'elle s'attend à prendre une dépréciation de 1,7 milliard de dollars liée à certains actifs qu'elle a engloutis après son rachat d'Anadarko Petroleum pour 38 milliards de dollars. Le titre d'Occidental a baissé de près d'un tiers depuis l'acquisition.

Même les plus grandes compagnies pétrolières sont sous surveillance. Bloomberg a rapporté qu'ExxonMobil sévit contre les déplacements de ses employés, ce qui intervient après que la compagnie pétrolière ait annoncé son plus mauvais bénéfice trimestriel depuis près de quatre ans. Selon Bloomberg, ces "mesures d'austérité sont inhabituelles", mais c'est aussi un signe des temps.

Les prochains jours pourraient s'ajouter à la série d'annonces négatives. Les bénéfices du quatrième trimestre seront rendus publics par Antero Resources, Cabot Oil & Gas et EQT. "Je pense que nous avons vu un bon nombre de réductions de valeur et je pense que nous en verrons d'autres à mesure que les gens commenceront à tenir compte de la baisse des prix à long terme", a déclaré Richard Soutanian, président de la société de conseil en énergie NUS Consulting, à Reuters.

Par Nick Cunningham de [Oilprice.com](https://oilprice.com)

Un virus des plus commodes

Par Dmitry Orlov – Le 8 février – Source [Club Orlov](#)



Je préfère écrire sur des choses que je connais, mais de temps en temps, une occasion se présente à moi de commenter un aspect de la méfiance et de la confusion généralisées tout en me reposant sur la base solide de ma curiosité professionnelle. C'est le cas du nouveau coronavirus 2019-nCoV. Beaucoup d'éléments de l'histoire du coronavirus ne sont pas cohérents, et c'est ce que je veux explorer. D'emblée, je tiens à préciser que je ne suis pas un expert en la matière. Le 2019-nCoV est-il une arme biologique génétiquement modifiée ou est-ce une souche naturellement évoluée d'un virus endémique dans la population de chauves-souris en Chine ? Nous ne le savons pas, mais il est intéressant d'examiner la plausibilité de chacun de ces scénarios et de voir si ce que nous observons pourrait être une combinaison d'un peu des 2.

En tant qu'arme biologique de destruction massive, le 2019-nCoV n'est pas particulièrement bon. D'un autre côté, il est très contagieux et peut être transmis par des personnes infectées qui ne présentent aucun des symptômes, comme la fièvre et l'essoufflement. En revanche, le taux de mortalité n'est que de 2,1 % et devrait baisser car ce taux ne tient pas compte du nombre potentiellement important de jeunes gens en bonne santé qui ont contracté le virus mais n'ont jamais présenté de symptômes, n'ont jamais été testés et ne sauront jamais qu'ils ont survécu. Pour qu'un virus soit une arme biologique puissante, son taux de mortalité doit être optimisé afin de tuer le plus grand nombre possible de ses victimes, mais assez lentement pour que les victimes ne meurent pas avant d'avoir eu la possibilité de propager l'infection.

Autre point négatif : l'âge moyen de ceux qui y succombent est d'environ 65 ans, ce qui la rend plutôt inefficace pour affaiblir les capacités productives d'une nation, qu'elle soit industrielle ou militaire, puisque beaucoup de ceux qui meurent ont dépassé leur période de productivité maximale ou sont à la retraite. En fait, d'un point de vue plutôt cynique, ce virus pourrait être plutôt utile pour réduire le fardeau des malades économiquement improductifs et des personnes âgées qui, dans une population chinoise vieillissante, et compte tenu du respect que la société chinoise accorde traditionnellement à ses aînés, consomment une part croissante des ressources du pays.

D'un autre côté, ceux qui y succombent sont principalement des Chinois, des hommes, plutôt âgés, ce qui peut être considéré comme le signe d'un ciblage très habile. En fait, la sélectivité de ce virus peut être le signe d'un effort visant à éliminer sélectivement les membres du parti communiste chinois, afin de déstabiliser politiquement la Chine, d'y effectuer un changement de régime et d'imposer à la malheureuse population chinoise un système politique Liberté&Démocratie® à l'américaine. Étant donné que les États-Unis n'ont plus la puissance militaire nécessaire pour affronter la Chine (et ne peuvent même pas répondre aux attaques de missiles iraniens sur leurs bases militaires), et que les États-Unis ont pratiquement perdu la guerre commerciale contre la Chine, une arme biologique pourrait être la seule flèche qui leur reste dans leur carquois.

N'oublions pas que le Pentagone a construit un certain nombre d'installations dans le monde entier pour la recherche de divers agents pathogènes. Étant donné qu'il s'agit du Pentagone, dont la tâche fondamentale consiste à tuer des gens, et non de l'Organisation mondiale de la santé, il semble probable qu'il fasse également quelque chose dans le sens du développement d'armes biologiques efficaces. Il y a quelques années, des agents américains ont été pris en train de collecter des échantillons d'ADN auprès de la population russe et ont été rapidement escortés hors du pays.

La supposition évidente est que ces échantillons devaient être utilisés pour développer des armes biologiques visant spécifiquement la population russe. Je pense que les spécialistes chargés de cette tâche ont été très déçus de découvrir que la grande majorité de la population russe est composée de blancs ordinaires, à peu près les mêmes que dans le monde entier, et que les cibler, c'est se cibler soi-même. Mais ce n'est pas le cas des Chinois, dont la constitution génétique est plus distinctive. Tout cela est clairement peu concluant, et il se peut très bien que le programme d'armes biologiques du Pentagone ne soit qu'une autre partie de sa gigantesque machine à produire du cash, ou qu'il produise effectivement une arme biologique de temps en temps, et que 2019-nCoV soit le maigre résultat qu'il ait réussi à produire jusqu'à présent.

Mais là encore, la façon dont l'épidémie a commencé n'est pas celle à laquelle on pourrait s'attendre si une souche artificielle était libérée à un moment et un endroit donnés. Dans ce cas, on s'attendrait à un pic instantané d'infections, avec des symptômes apparaissant en grappes serrées juste à la fin de la période d'incubation. Mais au lieu de cela, nous avons vu des incidents sporadiques d'infection liés à un certain marché aux poissons de Wuhan, donnant progressivement naissance à une épidémie. Cela suggère que la source du virus est naturelle, comme les chauves-souris qui étaient vendues sur ce marché. Cependant, les Chinois mangent des chauves-souris depuis des milliers d'années (la soupe aux chauves-souris est un mets délicat), alors pourquoi ce virus n'apparaîtrait-il que maintenant ?

La raison de cette synchronisation peut simplement être un contact accru. Le virus est apparu aux alentours du nouvel an chinois. Selon le calendrier chinois, c'est l'année du rat, et bien que les Chinois mangent aussi des rats, les chauves-souris sont préférées. En outre, environ deux tiers de tous les porcs en Chine ont récemment été décimés à cause de la grippe porcine, ce qui a fait grimper les prix du porc et, incidemment, a forcé la Chine à commencer à importer des porcs des États-Unis, qui étaient auparavant soumis à un embargo. Cela a fait des chauves-souris, naturellement abondantes, une alternative attrayante aux autres sources de protéines animales. Tout aussi fortuitement, la population chinoise de poulets est maintenant ravagée par la grippe aviaire, ce qui, comme on peut s'y attendre, obligera la Chine à commencer à importer des poulets des États-Unis également.

Bien sûr, tout cela n'est pas très concluant, mais on peut considérer que tous les moyens sont bons en amour et dans la guerre, en particulier en cas de guerre commerciale avec les États-Unis. Mais ce qui a déclenché quelques alarmes dans ma tête, c'est la réaction à l'épidémie de coronavirus, tant en Chine qu'en Occident, et plus particulièrement aux États-Unis.

Tout d'abord, le gouvernement chinois a traité l'épidémie comme un acte de guerre, en déployant tous les moyens à sa disposition, y compris l'armée, afin de contenir sa propagation, en construisant plusieurs nouveaux grands hôpitaux, en mettant des villes entières en quarantaine et en prolongeant les vacances nationales. La réponse a été bien au-delà de ce que ce virus semble justifier, avec son faible taux de mortalité. Sans le dire, le gouvernement chinois a traité cette épidémie comme un acte de guerre biologique – peut-être comme une répétition d'une épidémie plus mortelle qui pourrait survenir à l'avenir. En tout cas, le gouvernement chinois veille à ce que personne ne puisse lui reprocher de ne pas prendre le problème suffisamment au sérieux, ou de ne pas faire assez pour le résoudre.

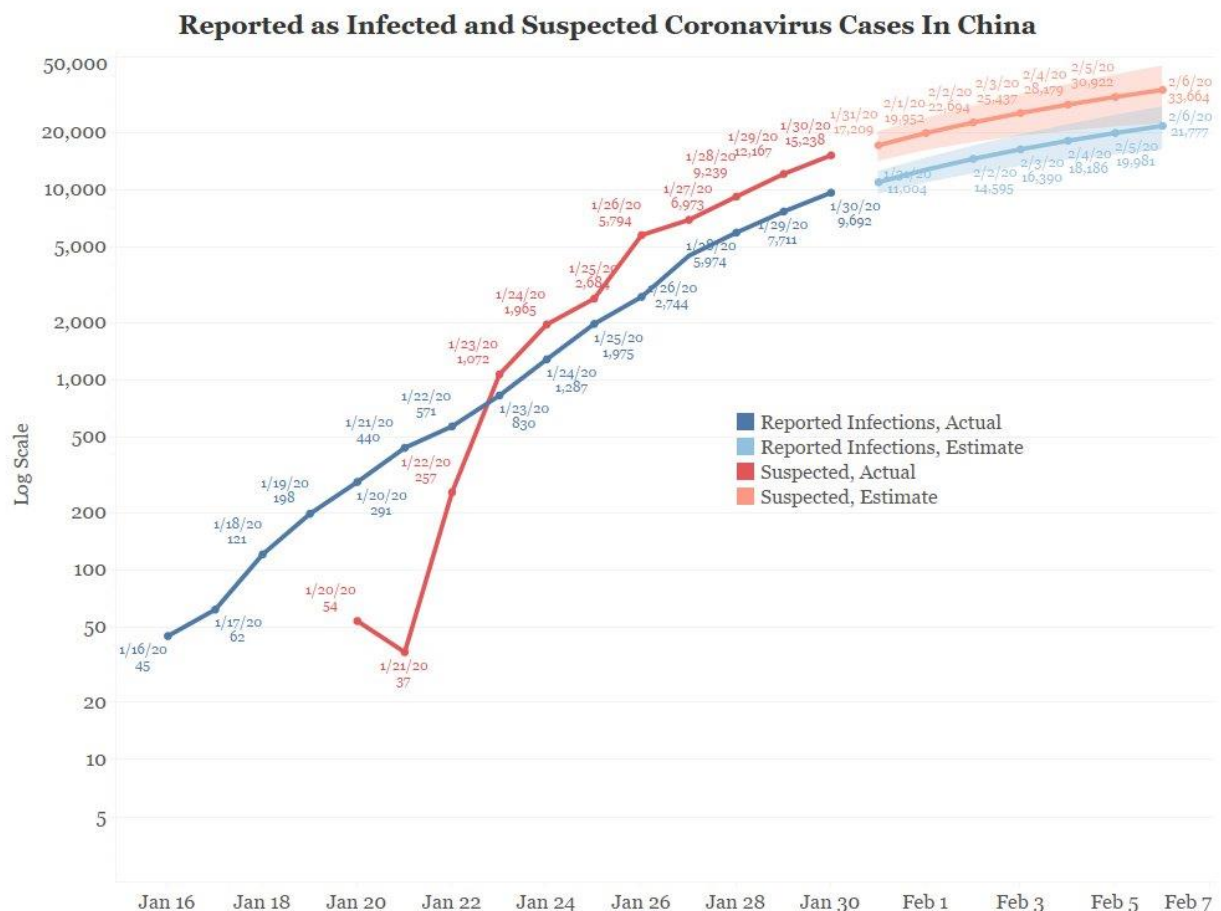
Deuxièmement, la réaction des médias occidentaux a été un effort exemplaire pour semer la panique et salir la Chine, transformant ce qui s'y passe en une histoire d'horreur. Non seulement les médias ont fait de leur mieux pour attiser l'hystérie des masses sur tout ce qui est chinois, mais divers blogueurs et « experts » indépendants se sont mis en quatre pour attiser la panique. Il semble qu'il y ait eu une réorientation politique de la

russophobie (où il était grand temps pour les États-Unis d'admettre silencieusement leur défaite et de passer à autre chose) à la sinophobie (où les États-Unis n'ont pas encore eu à baisser leur froc). Les commentateurs théoriquement indépendants qui profitent de cette occasion pour attaquer la Chine se comportent comme des idiots utiles dans cette campagne médiatique à la chorégraphie centralisée.

Troisièmement, la Maison Blanche a récemment demandé que des experts examinent la possibilité que le 2019-nCoV ait été génétiquement modifié. Il arrive souvent que la personne qui crie « *au voleur !* » le plus fort se trouve être le voleur lui-même. Je pense que la prochaine étape sera de déclarer que ce virus est bien une arme biologique développée par... pourquoi pas la Russie, bien sûr, et M. Poutine personnellement.

Compte tenu de tout cela, le scénario qui me semble le plus plausible est que ce virus a été génétiquement modifié dans l'un des laboratoires d'armes biologiques du Pentagone et introduit en Chine via des chauves-souris sauvages infectées, ayant choisi comme cible Wuhan, la Mecque de la technologie et un grand centre industriel. Le but ultime, on pourrait le supposer, est d'inciter les entreprises américaines à rapatrier leur production sur le continent américain afin de « *Rendre l'Amérique Grande à Nouveau* ».

Mais je soupçonne que cela ne va pas marcher. Le gouvernement chinois parviendra à stopper l'épidémie, démontrant ainsi qu'il se soucie de sa population et qu'il la protège efficacement. Déjà, le taux d'infection, tracé sur une échelle logarithmique, commence à diminuer avec une inflexion de la tangente, ce qui signifie que l'épidémie perd de sa vigueur. Et puis, en collaboration avec de nombreux autres pays, la Chine va poursuivre la tâche principale qui consiste à éradiquer l'autre parasite, à savoir les États-Unis, un pays qui obtient des choses en échange de rien, en imprimant simplement des dollars.



Source: Information comes from the official website of the National Health and Health Commission

© 2020 Bianco Research, L.L.C. All Rights Reserved
<https://www.biancoresearch.com>

Le pouvoir est donné à des enfants fous

Michel Sourrouille 13 février 2020 / Par biosphere

Le pouvoir rend fou, le pouvoir absolu rend absolument fou. L'exercice du pouvoir inonde le cerveau de [dopamine](#), un neurotransmetteur qui témoigne du plaisir à dominer, mais qui crée aussi une addiction. L'excès de confiance en soi met alors en place une mécanique mentale qui empêche de s'évaluer à sa juste valeur. Comment peut-on résister au syndrome d'hubris, l'excès, la démesure, l'inacceptable orgueil d'un individu ? En lui opposant un environnement hostile, en facilitant les contre-pouvoirs, en éliminant ce type de personnalité par le vote ou l'opposition constante. Jamais Donald Trump ou Mohammed Ben Salman n'auraient du arriver au pouvoir, ils témoignent trop souvent de leur folie. Autant dire que l'écologie n'a rien à gagner de dirigeants qui ignorent ce que veut dire simplicité volontaire, sobriété dans tous les domaines, respect de toutes les formes de vie... [Ne nous TRUMPos pas, nous l'avons bien cherché.](#)

– **Donald Trump***. Galvanisé par des religieux en quête « *d'homme fort* », et par ses proches qui le considèrent comme « *l'envoyé de Dieu* », Trump ne déteste pas laisser planer le doute. A plusieurs reprises il a suggéré être « *l'élu* ». Son ancienne porte-parole (de 2017 à 2019), Sarah Sanders, pense sincèrement que « *Dieu voulait que Trump devienne président* ». Les évangéliques, électeurs assidus, représentent un tiers de la base trumpiste. Ces fous de dieu voient dans la solidité de l'État juif le préalable au retour de Jésus en « Judée Samarie » ; Trump décrète donc Jérusalem comme capitale du pays et incite à annexer les colonies en Cisjordanie. Le 24 janvier 2020, Trump est même devenu le premier président en exercice à s'exprimer devant les militants anti-avortement de la Marche pour la vie : « *Chaque enfant est un don précieux de Dieu, fait à l'image de notre Seigneur ; vous n'avez jamais eu un défenseur aussi convaincu à la Maison Blanche.* » Pourtant ce n'est que faux-semblant. En août 2019, interrogé sur sa foi par l'agence de presse Bloomberg, et incité à citer ses passages préférés de la Bible, son « *livre favori, un livre très spécial* », Trump avait esquivé : « *Je ne veux pas entrer dans les détails, c'est personnel.* » Le 6 février 2020, devant des dizaines de religieux de toutes confessions, le président américain a carrément rejeté l'un des commandements chrétiens. « *Aimer ses ennemis ? Je ne suis pas sûr d'être d'accord avec vous* », avant de s'en prendre une nouvelle fois avec hargne à ses adversaires politiques. Son succès auprès des évangéliques blancs tient surtout au fait qu'il les a attirés sur leurs intérêts et leurs peurs – la nostalgie d'une Amérique blanche et chrétienne –, plus que sur leurs valeurs. Pour préserver leur univers, certains sont prêts à fouler aux pieds leur éthique, quelles qu'en soient les conséquences.

– **Mohammed Ben Salman**** s'apprête à faire ériger une mégalopole au nord-ouest du pays. Son nom, Neom, pas moins de 26 500 km², cinq cents milliards de dollars. Au cours d'un trajet en avion, "MBS" est tombé en pâmoison devant un film de super-héros, Les Gardiens de la galaxie. Il a demandé à l'un de ses conseillers d'en recruter le chef décorateur et d'assembler une équipe de spécialistes des effets spéciaux. Ce sont majoritairement eux qui conçoivent Neom. L'objectif est d'affranchir le pays de la rente pétrolière en pariant sur le tourisme. Neom se tourne vers les nouvelles technologies : ce sera un vaste parc d'attraction voué à l'intelligence artificielle et au divertissement. Un réseau de capsules supersoniques assurera la célérité et la propreté des transports. Ensemencement de nuages, aérogénérateurs et autres technologies vertes viseront à garantir l'intégrité de la faune et de la flore – à commencer par la barrière de corail qui borde le littoral. Des dinosaures et des gladiateurs robotisés, des taxis volants et une lune artificielle compléteront le décor, tout droit échappé d'un songe hollywoodien. Mais toute ville est comme sous une cloche de verre ; le désert peut-il nourrir une ville s'il n'y a pas en dessous du pétrole, cette merde du diable ? Heureusement c'est une violente tempête qu'ont dû affronter en octobre 2018 les promoteurs du projet. L'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi, sur ordre de Riyad, transforme la ville d'anticipation en film catastrophe.

* LE MONDE du 12 février 2020, L'évangile selon Trump

** LE MONDE du 11 février 2020, Neom, le rêve hollywoodien de Mohammed Ben Salman pour l'Arabie saoudite

1347

12 Février 2020 , Rédigé par Patrick REYMOND

Le coronavirus nous indique qu'en matière de conséquences économiques et sociales, l'impact est identique. A savoir l'effondrement du prix des matières premières, jadis, le blé, aujourd'hui, pétrole, cuivre, fer, etc...

Mais aussi la flambée de l'activité chez les survivants, pour certains produits, à savoir ici, le matériel médical où des pmi minuscules multiplient leurs effectifs par 3, sans arriver à satisfaire la demande. La grande peste noire avait aussi vu ce phénomène, avec la flambée des salaires des survivants, notamment en matière artisanale et on s'aperçut à l'époque, que la valeur de cette production dépassait sans doute celle de l'agriculture.

On va voir sous peu, aussi, certains secteurs industriels s'effondrer totalement, notamment l'aéronautique, où le coup fumant de boing boing, l'avait envoyé par le fond...Mais là, c'est plus grave, c'est [l'activité même](#) de décervelage (le sacro-saint voyage inutile) qui en prend plein les dents. Logiquement, le dernier avionneur survivant, Aircar, devrait aussi, en prendre plein les dents. Et ceux qui prévoient le doublement ou le triplement du transport par bêtaillère volante, passer pour ce qu'ils sont, des idiots. En attendant, au delà des Alpes, c'est Alitalia qui doit être contente. Un concurrent éliminé. Bon, ça ne l'empêchera pas de mourir, mais cela reportera un petit peu.

Les pays pétroliers vont passer à l'échafaud, secoué déjà par les baisses précédentes, et [voient arriver](#) le krach : **"le marché du pétrole regarde vers le bas le baril sans croissance de la demande pour l'année civile, et une contraction pure et simple de la demande est maintenant sur la table" .**

On peut prévoir aussi certaines évolutions. Par exemple, [le navire bloqué](#) au Japon voit se multiplier les cas. La croisière, visiblement, ne rigolent plus du tout, et la promiscuité régnante, ainsi que le tringlage dans toutes les positions de tous et toutes, n'ont pas du arranger la chose. On imagine le ravage dans certains bidonvilles ou villages de toiles. Quand aux "croisiéristes", on ne va pas les plaindre. Ils se sont comportés stupidement, en oubliant ce qu'était le lot des navires, pour une partie de plaisir. Bon, on ne va pas leur rappeler que dans le pire des cas, on va les remorquer en mer, et les couler. J'ai juste là ? C'est bien comme ça que ça se passait avant ???

[Juan Guaidó](#), lui, jouit des avantages du pouvoir sans y être. Comme n'importe quel Macron venu, il est insulté et vilipendé à son arrivée à Caracas. Qu'est ce que ça serait s'il avait eu le pouvoir. Pas content ? pourtant on le traite comme un président en exercice...

lui aussi à réuni ses partisans. Je remets la photo, elle me plaît trop.



Remplacez le conférencier par gaudillot, et le mec assis par ses fans... Le pire, c'est qu'on dit qu'il a encore une côte de popularité de 38 %... A mon avis, ils ont du se tromper, ça devait être 0.38 %. gaudillot devrait faire un effort, et faire comme pitre, pardon, pete (Butti-machin), devenir homo et se marier. Cela prouverait qu'il est "moderne" et "progressiste", et capable de lire le prompteur.

On a donc atteint un nouveau stade dans la détestation des gouvernants : le mec pas encore en fonction, déjà universellement haï... En plus, comme le notre, on peut constater qu'il a une tête à claque (je vais lui envoyer une invitation à diner, sans trop d'espoir, il a du en recevoir plein).

Pour en revenir au dégraissage, [c'est Peugeot](#) qui réduit la voilure, en détruisant quelques bâtiments devenus inutiles. Sochaux perd 800 000 euros de recettes fiscales... Horreur, les gouffres doivent être comblés et disparaître. Fini la piscine et la salle de cons-sert. Comme la dite salle coûtait 1 000 000 par an, ils peuvent même dégager de l'excédent. Bien sûr en sabrant la sacro-sainte "culture". Le bébé devait être refilé à la communauté qui n'a pas l'air d'en vouloir...

Bien entendu, c'est la survie, dans le contexte de coronavirus, des grandes firmes automobiles qui est en question. Le monde peut tourner encore des décennies sur le parc déjà existant.

La grande peste vit l'abandon de bien d'infrastructures urbaines et rurales, devenues inutiles, un renforcement de la qualité, et la fortification des églises...

SECTION ÉCONOMIE

Voici le principal risque pour l'économie mondiale selon Moody's...

Le 13 Fév 2020 à 09:00:00 / 0 Commentaire / 629 vues

👍 0 👎 0 ⓘ Noter



L'agence de notation Moody's s'alarme des actuels défauts de paiement des entreprises chinoises. Quels risques pour la croissance chinoise, et par effet de ricochet, pour la croissance mondiale ? Eléments de réponse avec Eric Heyer, directeur analyse et prévision de l'OFCE.

Ecorama du 20 janvier 2019, présenté par David Jacquot sur Boursorama.

Bien pire que l'Europe ça existe et c'est l'Amérique ! Le dollar américain est susceptible d'atteindre zéro avant l'euro...

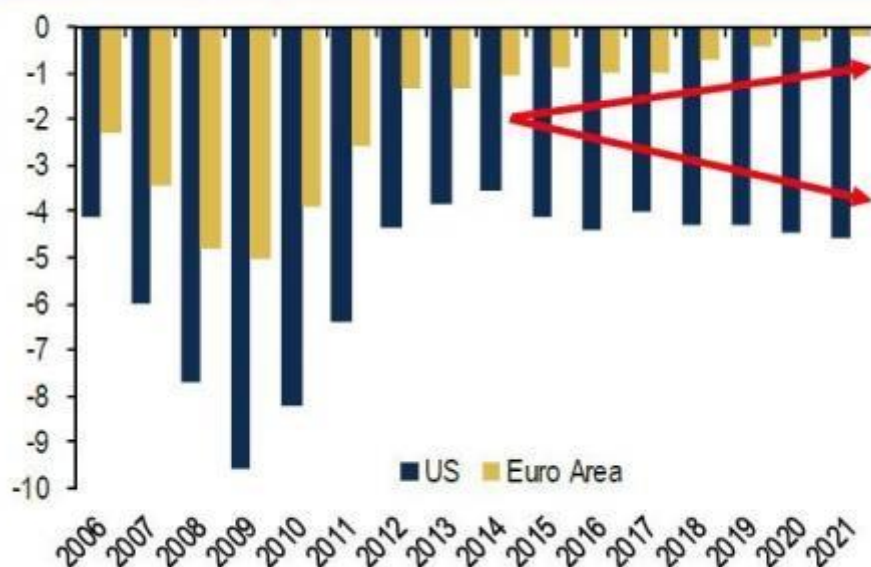
Source: [or.fr](https://www.ort.fr) Le 13 Fév 2020



Les États-Unis sont la plus grande menace pour l'économie mondiale, mais tout les yeux sont braqués vers l'UE. Effectivement, il y a des problèmes majeurs en Grèce, en Italie, en Espagne et d'autres pays, ainsi que dans le système bancaire européen. Mais le contrôle budgétaire de l'UE est beaucoup plus rigoureux qu'aux États-Unis.

Le graphique ci-dessous compare l'austérité budgétaire de la zone euro à la prodigalité budgétaire américaine.

Chart 3: Fiscal spending vs. fiscal austerity - a tale of 2 philosophies
(Government cyclically adjusted balance, % GDP)



Source: BofA Merrill Lynch Global Research, IMF Fiscal Monitor.

Alors que le déficit américain devrait se maintenir aux alentours de 5 % du PIB, celui de la zone euro est inférieur ou égal à 1%. Il y a un consensus sur le fait que de nombreux pays de la zone euro sont une situation désespérée. Très peu de gens voient les États-Unis comme un cas perdu. Mais sans véritable excédent budgétaire depuis 1960, l'hégémonie financière et militaire des États-Unis prendra fin brutalement, d'autant plus que les déficits devraient encore augmenter au cours des prochaines années.

Alors que les monnaies continuent leur course vers le bas, ([voir l'article de la semaine dernière](#)), le dollar américain est susceptible d'atteindre zéro avant l'euro. Mais peu importe qui remportera cette course où tout le monde est perdant.

La dette américaine double tous les 8 ans – 40 000 milliards \$ en 2025

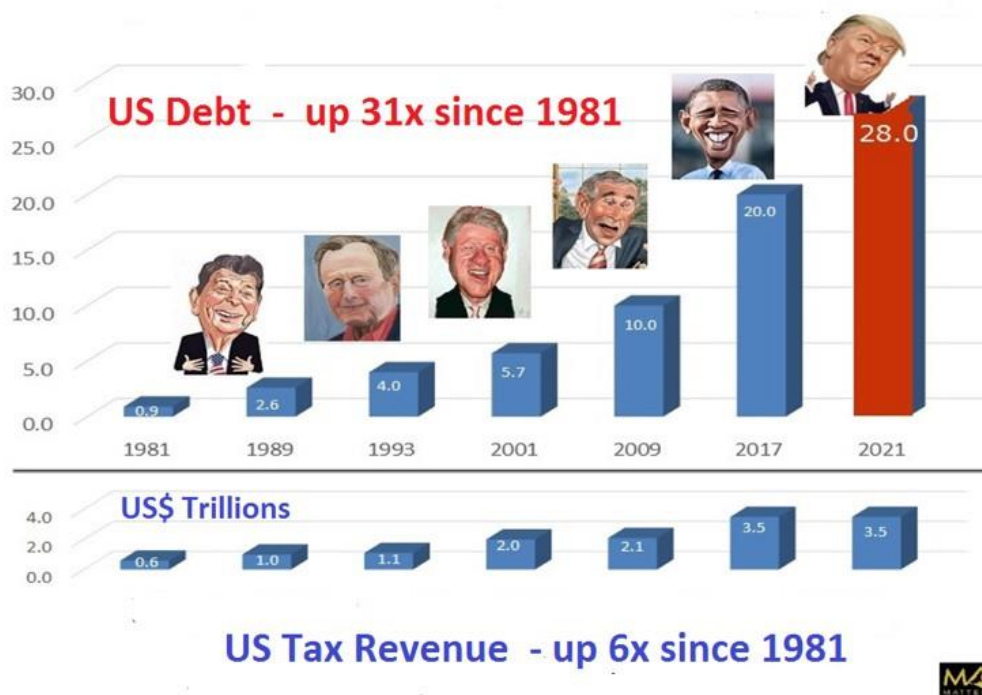
Source: or.fr Le 13 Fév 2020



Quand Trump a été élu en novembre 2016, je disais que la dette américaine continuerait à doubler tous les 8 ans en moyenne, comme toujours depuis les années Reagan. Cela équivaldrait à une dette de 28 000 milliards \$

d'ici 2021 et de 40 000 milliards \$ d'ici 2025.

USA - Chronic Deficits & Debt



D'après les prévisions actuelles, il semble que la dette n'atteindra "que" 25 000 milliards en 2021.

US Federal Budget

	\$ trillion nom						
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Spending	4.0	4.2	4.4	4.6	4.8	5.0	5.2
Federal Deficit	0.7	0.8	1.0	1.0	0.9	0.9	0.8
Other Borrowing	0.0	0.4	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2
Gross Federal Debt	20.2	21.5	22.7	23.9	25.0	26.1	27.0
source: actual budgeted estimated							
Click for Budget Detail Source: usgovernmentspending.com							
Recent and budgeted headline federal budget numbers in the FY19 Budget including overall spending, deficit, and debt.							

Mais comme les recettes fiscales diminuent et les dépenses augmentent, je ne serais pas surpris que la dette atteigne 28 000 milliards \$ en 2021. La dette américaine approcherait les 40 000 milliards \$ en 2025. Cela signifierait un doublement de la dette par rapport à 2017, ce qui correspond à la tendance historique d'une augmentation de 100 % tous les 8 ans.

La prospérité construite sur la dette de courte durée

Source: or.fr Le 13 Fév 2020



Le monde de l'investissement a été bercé dans un état permanent de sécurité et d'euphorie. Difficile de nier que les banques centrales et les gouvernements ont fait preuve d'habileté à mentir. Pourquoi quelqu'un protesterait-il, alors que les riches deviennent incroyablement riches et que beaucoup d'occidentaux 'lambdas' ont un niveau de vie plus élevé que jamais. Très peu de personnes réalisent que leur prospérité repose sur la dette personnelle et que leur gouvernement emprunte plus que jamais. Ils ne comprennent pas non plus qu'ils sont responsables de cette dette qu'ils ne pourront jamais rembourser.

Ils se retrouveront seuls quand la dette implosa et qu'ils perdront leur emploi. Parce qu'à ce moment-là, l'État sera à court d'argent et il n'y aura pas de sécurité sociale ou d'allocations de chômage. Les retraités ne toucheront pas de pension, car les fonds de retraite passeront d'une situation de sous-capitalisation extrême à une situation de sous-capitalisation totale.

Voitures électriques: des recharges plus chères que l'essence

Le 13 Fév 2020 à 07:00:31 / 10 Commentaires / 1 542 vues

👍 0 👎 0 🗨 1 Noter

C'est un des avantages majeurs de la voiture électrique : le plein d'électricité coûte moins cher que celui de carburant. Mais cela va changer, car le consortium Ionity, qui exploite une quarantaine de bornes sur le réseau autoroutier français, va augmenter ses tarifs au 31 janvier. Explications.



Le corona et la dette : un double virus dévastateur (S. Thomson)

By [Or-Argent](#)- Fév 13, 2020



Il y a un **virus** qui est plus inquiétant que le **corona**, c'est le **virus mondial de l'endettement**. En Amérique, le ratio dette/PIB est 3 fois plus élevé qu'il l'était lorsque Ronald Reagan a été élu. Pour le dire plus simplement, Donald Trump ne dispose pas de la marge de manœuvre qu'avait l'ancien acteur pour augmenter la dette, créer de la croissance avec cette dette pour ensuite affirmer que cette croissance a été engendrée par ses baisses d'impôts.



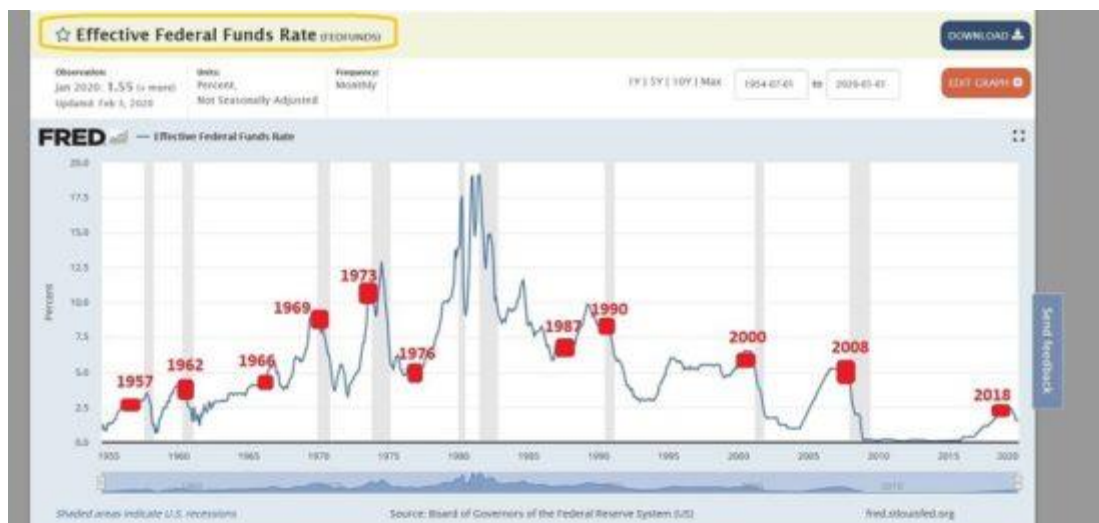
Les tendances démographiques défavorables et la dédollarisation mondiale compliquent encore plus toute tentative de vouloir créer de la croissance via l'endettement. La bonne nouvelle est que Trump semble l'avoir compris vu que l'augmentation de la dette a lieu à un rythme modéré.

La mauvaise nouvelle est que le niveau absolu de cette dette est tellement élevé que même une augmentation modérée de l'endettement ne produit pas de croissance.

En bref, Reagan fut en mesure de créer un dollar de croissance avec 1/2 dollar de dette. À l'époque les dynamiques démographiques étaient excellentes, nous étions dans le cycle le plus agressif de baisse des taux de l'histoire américaine... Bien d'autres vents favorables soufflaient en sa faveur.

Ce n'est plus le cas aujourd'hui, et l'horloge de la dette montre que la situation empire jour après jour.

De nombreux analystes de l'or craignent un **krach de la Bourse**. Ils pensent que le **coronavirus** pourrait être le « cygne noir » susceptible de le provoquer. De mon côté, j'affirme haut et fort que c'est plutôt le **dollar** qui est le marché le plus en danger en ce moment. Je pense que l'économie privée américaine est plutôt saine alors que le gouvernement américain est infecté par l'horrible virus de la dette qui menace de tuer le billet vert.



Les partisans du scénario du krach des actions devraient observer avec attention ce graphique. Il montre que **les krachs des marchés actions sont très rares en l'absence de cycle de hausse des taux**. Les marchés actions ne sont pas représentatifs de l'économie réelle, même si les politiciens aiment prétendre le contraire. Les actions fluctuent principalement en raison des actions de la FED. Il s'avère que celle-ci est fort accommodante depuis qu'elle a jeté l'éponge sur le terrain de la normalisation des taux.

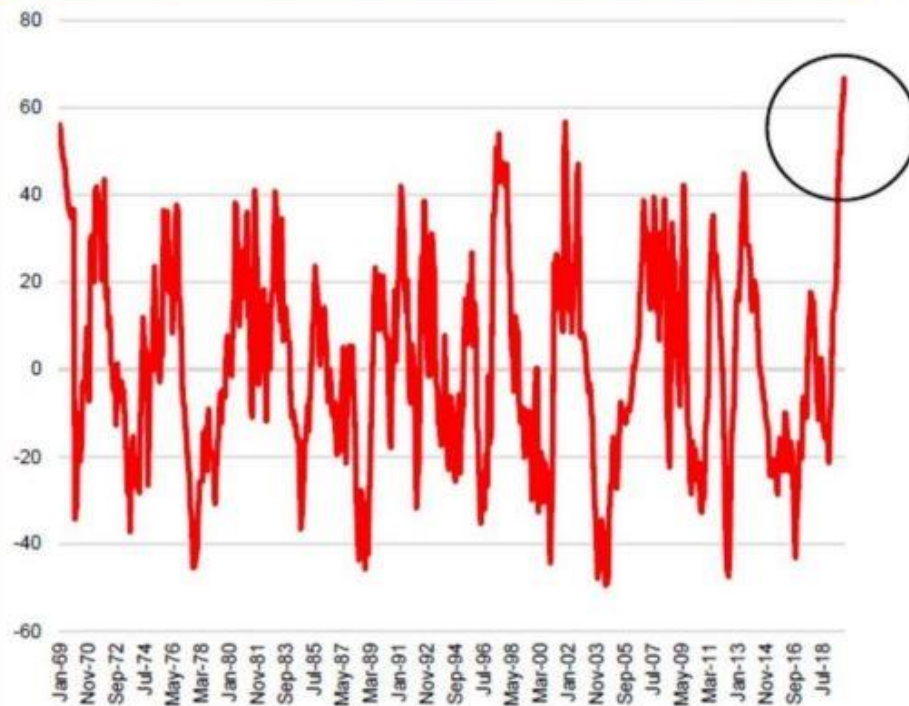
Une baisse de la Bourse reste possible, mais peu probable tant que la FED ne commence pas à remonter ses taux. En revanche, la baisse du dollar par rapport à l'or est presque certaine.

Avec le risque du coronavirus, la FED va-t-elle risquer un serrage de vis ? Bien sûr que non.



Figure 1

The Fed's Greatest Liquidity Boost Ever? 12-month Change in US Fed Liquidity Index Range -100 to +100 1969-2019



Source
CrossBorder Capital, US Federal Reserve

L'endettement grandissant des États-Unis et les **injections de liquidités de la FED** produisent davantage de dette que de croissance. On encourage les conseils d'administration à s'endetter pour acheter des actions plutôt que d'investir, les gouvernements parlent de croissance mais ne font que s'endetter tandis que l'or surperforme par rapport aux autres actifs. Voici le monde dans lequel nous sommes et nous allons rester.

[Source](#)

« Et si le ratio de mortalité du Coronavirus était de 18 % ? »

par [Charles Sannat](#) | 13 Fév 2020



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

En épidémiologie, il est possible de faire plein de calculs, appelés « prévalence », « incidence », « taux » ou encore « ratio ».

Quand vous avez 1 000 malades la 1^{ère} semaine sur une maladie qui va mettre 3 semaines à vous tuer ou à vous épargner, vous ne pouvez calculer le taux de mortalité réel qu'à partir du moment où pour tous les cas, le cas est définitivement réglé soit par une guérison, soit par un décès. Il y a donc le taux de mortalité brut : nombre d'infectés sur nombre de morts, mais également lorsque l'épidémie est en cours, le ratio morts sur guéris qui vous donnera certainement une vision plus juste à instant « T ».

Le coronavirus dure environ 3 semaines pour un malade.

Je n'aime pas les carabistouilles, et dans cette histoire de coronavirus, il est bien difficile d'y voir clair. Entre ceux qui vous expliquent qu'il ne faut pas porter de masque parce que cela ne sert à rien et que l'on découvre une semaine plus tard affublés d'un masque inutile. En passant par ceux qui disent que pour ne pas attraper le virus il suffit de boire de l'eau de javel pure par litre entier ce qui provoquera votre mort dans d'horribles souffrances. Sans oublier ceux qui prédisent la fin de monde, il est difficile de cerner le vrai du faux.

Alors je vous propose un petit exercice intellectuel en partant du principe que la Chine, régime communiste autoritaire, dit la vérité.

Oui mes amis, oui mes impertinents et mes contrariens. Comme nous ne faisons rien comme les autres, nous allons dire que les Chinois, communistes invétérés et pas franchement démocratiques... disent la vérité.

Si vous allez sur [le site de Johns Hopkins ici](#) qui reprend tous les chiffres officiels vous aurez les chiffres suivants au 12 février :

Cas confirmés infectés : 45 206

Décédés : 1 118

Guéris : 5 123.

Nous avons 45 206 infectés. Nous savons donc avec certitude le sort de 6 241 (1 118 morts + 5 123 guéris) d'entre-eux qui sont arrivés au bout de plusieurs semaines à la fin de la maladie, soit en mourant soit en guérissant.

Les 1 118 décédés représentent 17,9 % des 6 241 cas que l'on peut pour le moment considérer comme réglés d'après les chiffres officiels de la Chine. Pour les autres, nous savons qu'il y en a 8 000 environ en soins intensifs mais nous ne savons pas encore à ce stade, s'ils vont survivre ou mourir. Nous ne savons pas non plus qui est malade, depuis quel moment et pour combien de temps. Or ce n'est que le temps qui vous permet de savoir si vous ressortez de la maladie debout sur vos pieds, ou les pieds devant.

Avec 17,9, donc 18 % nous sommes très loin des 2 % de la petite grippe mais bien dans une catastrophe sanitaire.

La Chine affiche donc le plus officiellement du monde ce ratio de... 18 %. Peut-être finalement qu'elle ne ment pas.

Essayons de recouper ou d'étayer ce calcul avec d'autres éléments de réflexion et d'analyse.

Je convoque donc l'Imperial College de Londres à la barre dont la dernière étude évoque le chiffre de... 18 % !!

Voici la traduction du résumé de cette étude en anglais publiée le 10 février 2020 il y a 2 jours.

« Nous présentons des estimations du taux de létalité (CFR) pour trois strates d'infections à CoV 2019. Pour les cas détectés dans le Hubei, nous estimons le CFR à 18 % (intervalle crédible à 95 % : 11-81 %).

Pour les cas détectés chez des voyageurs en dehors de la Chine continentale, nous obtenons des estimations centrales du CFR dans la fourchette de 1,2 à 5,6 % selon les méthodes statistiques, avec une grande incertitude autour de ces valeurs centrales.

En utilisant les estimations de la prévalence des infections sous-jacentes à Wuhan à la fin janvier, dérivées des tests effectués sur les passagers des vols de rapatriement vers le Japon et l'Allemagne, nous avons ajusté les estimations de la CFR soit à partir de l'épidémie précoce dans la province de Hubei, soit à partir des cas signalés en dehors de la Chine continentale, pour obtenir des estimations de la CFR globale dans toutes les infections (asymptomatiques ou symptomatiques) d'environ 1 % (intervalle de confiance de 95 % : 0,5 %-4 %). Il est important de noter que les différences dans ces estimations ne reflètent pas les différences sous-jacentes de gravité de la maladie entre les pays. Les CFR observés dans les pays varieront en fonction de la sensibilité

des différents systèmes de surveillance pour détecter les cas de différents niveaux de gravité et des soins cliniques offerts aux cas gravement malades. Toutes les estimations de la CFR doivent être considérées avec prudence à l'heure actuelle, car la sensibilité de la surveillance des décès et des cas en Chine continentale n'est pas claire.

En outre, toutes les estimations reposent sur des données limitées concernant les intervalles de temps typiques de l'apparition des symptômes à la mort ou au rétablissement, ce qui influence les estimations de la CFR ».



[Source Imperial College ici](#)

Que déduire de cette étude ?

Qu'à priori c'est bien le ratio de mortalité élevé dans la province du Hubei (Wuhan) qui a déclenché une réponse sanitaire terrible et jamais vue de la part des autorités chinoises. Pourquoi ne retrouve-t-on pas ce taux de mortalité ailleurs me direz-vous ?

Il y a sans doute plusieurs éléments de réponse.

Le premier c'est que ailleurs n'en est pas au même stade de contamination que Wuhan épiscentre et point de départ. Est-ce que Wuhan préfigure Singapour ou Hong-Kong ? Nous risquons de le savoir bien assez tôt.

Le second c'est que le système de santé de Wuhan est totalement saturé et qu'il semble que les infectés doivent recevoir pour une importante proportion d'entre eux, des soins importants de soutien (respirateur, etc...). Or, si un système de santé est saturé, il n'y a tout simplement pas suffisamment de ressources pour tous les malades ni assez de bouteilles d'oxygène. La mortalité peut considérablement augmenter s'il y a un problème capacitaire dans vos hôpitaux et une carence en matériel.

Enfin, le troisième élément, se trouve dans la phrase suivante « toutes les estimations de la CFR doivent être considérées avec prudence à l'heure actuelle, car la sensibilité de la surveillance des décès et des cas en Chine continentale n'est pas claire ».

D'ailleurs si vous regardez les chiffres officiels pour la province de Hubei seulement, nous sommes à 1 068 morts pour 2 686 guéris soit... un ratio morts/guéris de 39 %, ce qui est absolument terrifiant.

Pour le moment, il est donc totalement prématuré de conclure à une simple « grippe » comme il est totalement prématuré de s'alarmer inutilement de taux ou de ratios qui peuvent sembler dramatiques et j'y reviendrai à la fin de cet article.

Oui mais le nombre de cas... (bonne nouvelle) est en train de baisser...

Si vous croyez Taiwan dont l'amour pour la Chine continentale est bien connu... mais voici ce qu'ils disent dans le Taiwan News, l'un des plus grands médias local :

« La Chine modifie son système de comptage pour réduire le nombre de virus à Wuhan
TAIPEI (Taiwan News) – Les rapports quotidiens sur les infections à virus Wuhan en Chine commenceront probablement à baisser, le gouvernement ayant décidé d'arrêter de compter les patients testés positifs pour la maladie mais ne présentant pas de symptômes comme des « cas confirmés ».

Dans un avis publié par la Commission nationale de la santé (NHC) de Chine le 6 février, il a écrit que la classification des nouvelles infections à virus de Wuhan sera divisée en quatre catégories: «cas suspects», «cas

diagnostiqués cliniquement», «cas confirmés». et « tests positifs ». Parmi ceux-ci, les «tests positifs» se réfèrent aux «patients infectés asymptomatiques» qui se révèlent positifs pour la maladie mais ne présentent aucun symptôme.

Il y a également une stipulation claire dans le document officiel indiquant que « Si le `patient infecté asymptomatique » signalé présente des manifestations cliniques, son statut sera révisé en `cas confirmé » en temps opportun » (texte en surbrillance dans Tweet ci-dessous). Cela indique que même si une personne est positive à la maladie mais ne présente aucun symptôme, elle ne sera plus incluse dans les rapports d'infection quotidiens ».

Oui la Chine a bien changé et modifié son système de comptabilisation même si cela peut se discuter, cela a évidemment un impact positif sur les chiffres et pas forcément le même sur la réalité de l'épidémie. Mais... et c'est sans doute le plus important, la Chine ne ment peut-être pas dans les ratios et dans les proportions entre les morts et les guéris et les en cours d'hospitalisation.

Enfin, la Chine se heurte probablement à un problème capacitaire pour procéder à des diagnostics fiables et par milliers chaque jour.

Ce n'est pas une simple grippe et nous ne savons pas !

Ce que nous savons, c'est que nous ne savons pas. Nous ignorons encore beaucoup de choses, et les connaissances sont évolutives. Délai de contagion, délai sans symptômes, modes de transmission de l'air aux conduits d'aération, sans oublier les matières fécales, nous savons encore peu de choses avec certitude.

Ce que nous savons c'est que la peur est bien mauvaise conseillère, de même que les mensonges qui ne peuvent que renforcer la peur et les rumeurs.

Observez la situation avec attention. Elle est très mouvante, et les choses évoluent très vite comme d'ailleurs nos connaissances scientifiques à propos de ce virus que nous ne connaissions pas il y a encore quelques semaines.

Si la Chine ré-ouvre ses entreprises et ses usines alors ce sera bon signe.

Si la Chine reste fermée, alors... c'est que la grippe sera bien mauvaise, et que la Chine aura donné au monde son Tchernobyl biologique, qui comme le nuage radioactif ne s'arrêtera évidemment pas aux frontières de notre pays que nous ne pouvons plus fermer.

Croisons les doigts pour que les ratios évoluent dans le bon sens, c'est-à-dire à la baisse et tendent vers 0 avec l'augmentation du nombre de cas.

Il faut surveiller l'évolution de ce ratio morts sur guéris et pour atteindre un taux de mortalité de 2 % ou même inférieur, nous devons voir une baisse de ce dernier matérialisé par une hausse plus rapide des guéris que la hausse des décédés.

Nous ne sommes pas confrontés au H1N1, mais à un virus autrement plus dangereux dont personne ne connaît aujourd'hui le comportement dans d'autres environnements que ceux d'Asie ni de l'effet de l'évolution du climat, des températures, sur un tel organisme.

Il nous faut donc aborder ce sujet et cette épidémie avec autant de prudence que d'humilité, en nous gardant bien des jugements à l'emporte-pièce et de certitudes.

Je vous laisse sur cette bonne nouvelle, de deux malades en France du coronavirus qui viennent de sortir de l'hôpital... dont on pourrait peut-être augmenter un peu le budget !!!

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. **Préparez-vous !**

Charles SANNAT

Boeing sonne l'alarme sur l'impact du virus sur l'aviation

par [Charles Sannat](#) | 13 Fév 2020 |

Boeing sonne l'alarme sur l'impact du virus sur l'aviation en émettant un avertissement brutal au sujet de l'impact de l'épidémie mortelle de coronavirus, disant qu'il n'y avait « aucun doute » que cela frapperait l'industrie aéronautique et l'économie en général...

Sans blague.

Déjà que Boeing ne vend plus beaucoup d'avions parmi ceux de sa gamme qui ne s'écrasent pas, il ne manquait plus que l'ensemble des compagnies aériennes du monde soit en chute libre d'activité avec l'arrêt des dessertes sur l'Asie.

Ce sont des ventes en moins, mais également des pièces détachées en moins, et des prestations de maintenance en moins.

Bref, cette crise sanitaire, ce sont des milliards de dollars en moins pour l'ensemble du secteur aéronautique, et pour l'économie en général, mais les marchés montent !!

Charles SANNAT

Notre reconnaissance "Venez à Mao" et la prochaine révolution culturelle

Charles Hugh Smith 13 février 2020

Seuls les imbéciles ignorent que ce soulèvement pourrait s'étendre à Apple et au reste des exploiters cupides des entreprises américaines qui ont été ravis de bénéficier de la protection du PCC.

Commençons par l'évidence :

Au marché boursier américain :

Le coronavirus qui ravage la Chine n'a pas d'importance.

La Chine n'a pas d'importance.

1 500 morts n'ont pas d'importance, 5 000 morts n'ont pas d'importance, 50 000 morts n'ont pas d'importance, 500 000 morts n'ont pas d'importance.

10 000 cas de coronavirus n'ont pas d'importance, 100 000 cas n'ont pas d'importance, 1 000 000 cas n'ont pas d'importance.

Tout ce qui compte, c'est que les travailleurs chinois exploités se remettent à assembler des iPhones pour Apple et tout ce qui concerne l'économie des décharges qui génère des milliards de profits pour Amazon et le reste des entreprises américaines.

Rien d'autre n'a d'importance. Même les cas de coronavirus et les décès en dehors de la Chine n'ont pas d'importance. Tout ce qui compte, c'est qu'Apple et le reste des entreprises américaines continuent à récolter des milliards de dollars de bénéfices sur une main-d'œuvre exploitée.

Comme tout autre empire vénal et exploiteur de l'histoire, Apple s'appuie sur des élites locales rapaces et impitoyables pour imposer son exploitation - dans ce cas, Foxconn et les élites du parti communiste qui se sont gavées de l'abreuvoir Apple/Foxconn. Ainsi, Apple prétend que lorsque Foxconn rouvrira la production, c'est à Foxconn qu'il appartiendra de le faire, tandis qu'Apple exécutera Foxconn pour lancer la production, quel que soit le nombre de travailleurs qui tomberont malades et mourront.

Apple a toujours acheté la meilleure couverture de relations publiques pour son exploitation et la cupidité que l'argent peut acheter, à commencer par la célèbre publicité de 1984 pendant le Super Bowl. Cette Apple exploite

impitoyablement les travailleurs et la planète et ne paie pratiquement aucun impôt fédéral - ce qui ne correspond pas à sa fausse mais si brillante image de relations publiques.

Apple insiste pour que vous, la main-d'œuvre chinoise, receviez 5 dollars et nous 500 dollars. L'avidité d'Apple n'est surpassée que par celle des gestionnaires de fonds d'élite qui dépendent de l'impitoyabilité d'Apple pour engraisser leurs propres gains.

Ce sont là les réalités les plus évidentes de nos calculs "Come to Mao", mais il y a plus... beaucoup plus.

Grâce à la mauvaise gestion officielle du coronavirus, le peuple chinois s'éveille à nouveau à la sinistre réalité que la seule chose qui importe au Parti communiste chinois (PCC) -- la direction et les cadres du PCC -- est de maintenir la richesse et le pouvoir du PCC. Le peuple chinois n'a pas d'importance, sauf en tant que travailleurs exploités générant les profits d'Apple et autres et des élites corrompues et vénales du Parti.

Rien d'autre n'a d'importance -- à part faire respecter l'exploitation des travailleurs chinois par Apple et le reste des entreprises américaines, parce que le PCC et Apple sont les meilleurs amis : tous deux sont aussi rapaces, avides et exploiteurs de ceux qui sont sous leur pouvoir.

La juste colère du peuple, actuellement dirigée contre le PCC, n'est qu'à un millimètre de s'élargir pour inclure Foxconn, Apple et le reste des élites qui exploitent la main-d'œuvre chinoise. Alors que les travailleurs ont répondu aux conditions inhumaines de Foxconn il y a quelques années en se suicidant, la prochaine fois, ils pourraient choisir d'administrer une justice brutale aux élites du PCC, de Foxconn et d'Apple, leurs bourreaux et exploiteurs.

On peut supposer que Mao approuverait de bon cœur le piratage des sociétés et agences américaines, et la vente de matériel Huawei avec des portes dérobées et des robinets, mais l'application par le PCC des profits des sociétés américaines n'aurait peut-être pas gagné l'approbation de Mao.

Alors que l'exploitation et l'oppression en Chine ont augmenté de façon constante, le révolutionnaire Mao a fait un retour. Tous les citoyens chinois ne sont pas ravis que le PCC ait détruit l'environnement et saccagé les ressources et la main-d'œuvre de la nation pour l'enrichissement personnel des élites. Comme le fait d'en parler ouvertement entraînera rapidement une peine de prison ou pire encore, la seule façon sanctionnée d'exprimer son rejet de la direction intéressée du PCC est de se tourner à nouveau vers Mao.

Le sujet implicite dont on ne peut pas parler directement en Chine est la révolution culturelle de 1966-1976, que Mao a déclenchée pour nettoyer le Parti de ses rivaux potentiels, sous la bannière de la RP "éliminer les contre-révolutionnaires", c'est-à-dire tous ceux qui remettaient en question la suprématie de la clique de Mao.

Cette campagne a rapidement échappé à tout contrôle, et des millions d'innocents et de cadres loyaux de l'armée et du Parti ont été battus, emprisonnés, exilés ou tués. En fait, l'identité monstrueuse de toute la Chine souffrant de la politique mal conçue de Mao - le Grand Bond en avant, etc. - a été déclenchée sur le Parti et sur toute personne ayant des liens avec les élites pré-révolutionnaires, indépendamment de leur service irréprochable à la révolution.

Les jeunes cadres ont échangé leurs alliances avec des groupes locaux apparemment au hasard, détruisant des trésors culturels un mois et vidant le système éducatif le mois suivant.

Seuls les imbéciles sont aveugles au potentiel d'une révolution culturelle ascendante qui nettoie le PCC de ses élites corrompues, égoïstes et cupides, et seuls les plus grands imbéciles sont aveugles au potentiel d'extension de ce soulèvement à Apple et au reste des exploiters cupides des entreprises américaines qui ont été ravis de profiter de la protection du PCC.

Autrement dit, tout comme la cupidité amoralisée des entreprises américaines ne connaît pas de limites, la rétribution divine ne connaîtra pas non plus de limites.

Les risques-presque-tout de la finance

François Leclerc 12 février 2020

Plus le système financier grossit et se complexifie, plus il se fragilise, il n'y a pas de mystère. Et la régulation financière qui a pour objet de le renforcer ne fait pas le poids, ignorant des secteurs entiers de celui-ci. Mais on ne peut s'en tenir à l'évidence de cette constatation, car c'est par nature qu'il est instable.

Tout commence par l'évaluation de ce risque qui est au cœur du métier de financier. On devrait d'ailleurs dire des risques, tant il a de causes possibles. Quoi qu'il en soit, il est reconnu délicat à évaluer, voire impossible dès que l'on sort des produits financiers de base pour aborder les produits structurés complexes. Il ne reste plus alors qu'à faire semblant de le calculer, mais l'expérience du démarrage de la crise en cours a montré que les trous, lorsqu'il faut les combler, sont bien plus profonds qu'initialement estimés.

Parmi les risques figure celui de contrepartie, qui peut se traduire par la défaillance d'un partenaire lors d'une transaction. Pour s'en prémunir, il est d'usage de se garantir en lui demandant de fournir un collatéral – actifs ou liquidités – qu'il cédera en cas de malheur.

Pour que le collatéral soit une garantie acceptable, l'actif en question doit être de qualité, son risque le plus faible possible, quitte à pratiquer une décote. Pour se prémunir d'un risque mal évalué, il faut donc en évaluer un autre ! À ce jeu, les titres d'État sont les gagnants, qui sont conventionnellement (et comptablement) réputés sans risque. Est-ce bien raisonnable si l'on considère la montagne de plus en plus élevée de la dette publique ?

La « collatéralisation » des transactions s'est largement répandue, et avec elle la gestion du collatéral, cette denrée précieuse qui est disponible en quantité limitée comparée aux volumes des transactions. Il est bien tenté d'en minorer le besoin avec des chambres de compensations, mais chaque médaille a son revers, car celles-ci sont des concentrés de risque n'étant que faiblement capitalisées.

Et, même si elles sont plus fréquemment utilisées, il reste le cas des produits dérivés ne pouvant être compensés car non standardisés. En Europe, la réglementation EMIR tente d'atténuer le risque dont ils sont porteurs avec des mesures dérisoires, telles que la déclaration des transactions à un référentiel central afin de disposer en cas de besoin d'au moins un tableau de la situation.

Il n'y a pas d'autre image pour ce système que celle d'un échafaudage, une fois ajouté qu'il est instable. Ses multiples intervenants se tiennent par le bout du nez, par le jeu de contreparties réciproques et créent un nouveau risque qualifié de systémique, qui est destiné aux mégas établissements financiers. Car une défaillance de l'un d'entre eux pourrait aboutir à l'effondrement de tout le système. Pour ce risque-là les parades trouvées – plus de fonds propres pour les banques – sont-elles bien à la hauteur quand les nouveaux mastodontes sont les fonds d'investissement ?

L'activité financière est scrutée pour tenter de discerner quelle va être l'origine de la prochaine crise aiguë que les financiers lucides s'accordent à considérer comme inévitable. Ils ont trouvé dans l'actualité un nouveau

risque qui pourrait faire l'affaire, celui d'une soudaine dévalorisation des actifs carbonés, d'où la prudence avec laquelle leurs détenteurs et gestionnaires les traitent afin de ne pas la déclencher.

Enfin et pour conclure cette rapide revue, de tous les risques plus ou moins bien calculés, il y en a un que les financiers ne veulent pas prendre, c'est le risque de notoriété dont témoigne leur enthousiasme soudain pour le vert.

Mais qui vit par l'épée périra par l'épée...

Les bénéficiaires finaux de la conquête par la création monétaire privée demeurent anonymes. LHK



Liliane Held-Khawam
Pro Mind Consulting

Publié le 07 février 2020

Masse monétaire et prix – Circulation de l'argent

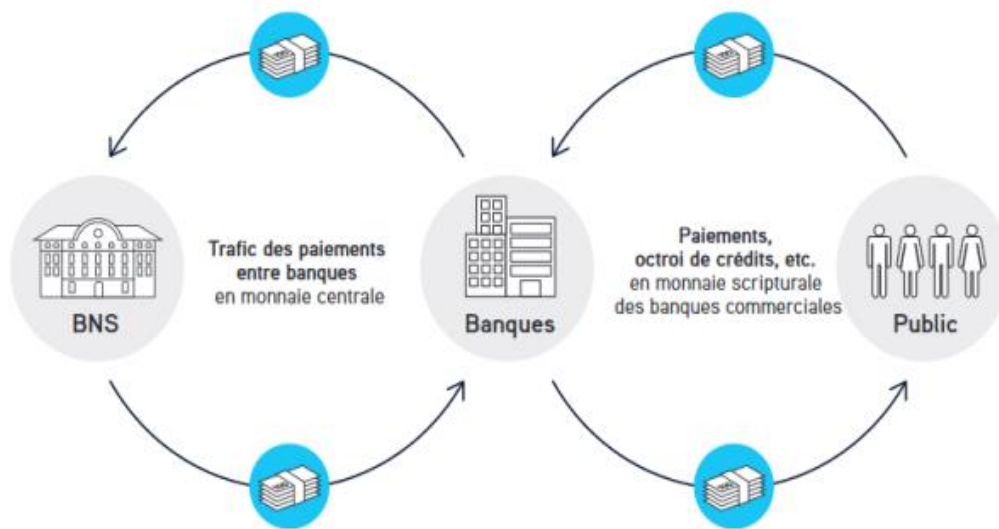


Illustration 4: La politique monétaire est mise en œuvre par le premier cercle (au moyen de la gestion des taux d'intérêt). Elle est appliquée aux autres agents économiques au moyen du second cercle.

« La création de monnaie est un processus à deux volets: le premier consiste en la création de monnaie centrale (billets de banque ainsi qu'avoirs en comptes de virement auprès de la banque centrale) par la banque centrale en application du monopole d'émission des billets de banque. Le second est constitué par la monnaie scripturale créée par les banques commerciales lorsqu'elles accordent des crédits au public (ménages, entreprises » Masse monétaire et prix. Circulation de l'argent. Version décembre 2018 <http://www.iconomix.ch>

Nos deux dernières publications nous ont permis de constater qu'une guerre est livrée aux Etats depuis de nombreuses décennies, pour ne pas dire des siècles, par des individus qui cherchent à détenir un pouvoir planétaire absolu. Et les indicateurs tendent à montrer qu'ils sont en voie de finaliser la réalisation de leur vieux rêve: la gouvernance mondiale. De fait, elle est une conséquence simple et logique de l'accaparement de la création monétaire contre dettes publiques et privées.

Avec cet argent illimité, générateur d'immenses richesses, et l'effondrement concomitant des Etats, les nouveaux leaders arrivent à s'appropriier toutes les familles d'activités. Dans Dépossession, nous avons vu que les filières de la drogue ont été si bien intégrées aux processus productifs globaux que leurs activités sont dorénavant intégrées aux PIB nationaux.

M Attali dénonce une montée en puissance d'un marché qui va devenir toujours plus puissant faisant des activités du genre prostitution, ou commerce d'organes des activités économiques comme les autres. **Le paroxysme du modèle sera atteint avec la commercialisation de la « chose la plus importante, c'est-à-dire de la vie. La transformation de l'être humain en un objet marchand »**. C'est bien ce que nous annonçons ici depuis de nombreuses années.

[Réorganisation du monde: Le développement d'un eugénisme marchand... Dossier](#)

[La Haute finance à l'assaut de votre patrimoine génétique. \(Votation 14 juin DPI\)](#)

[En s'appropriant malgré vous les déterminants de votre identité, le système vous chosifie.](#)

Le Nouveau Monde adore le dieu-argent et ses corollaires que sont l'hyperperformance, l'hyperproductivité, l'hypercompétitivité, etc. A l'heure actuelle, les tabous tombent et les vainqueurs sont fiers de leur succès. Et l'argent coule à flot dans les poches des ultra-riches. Et c'est vrai.

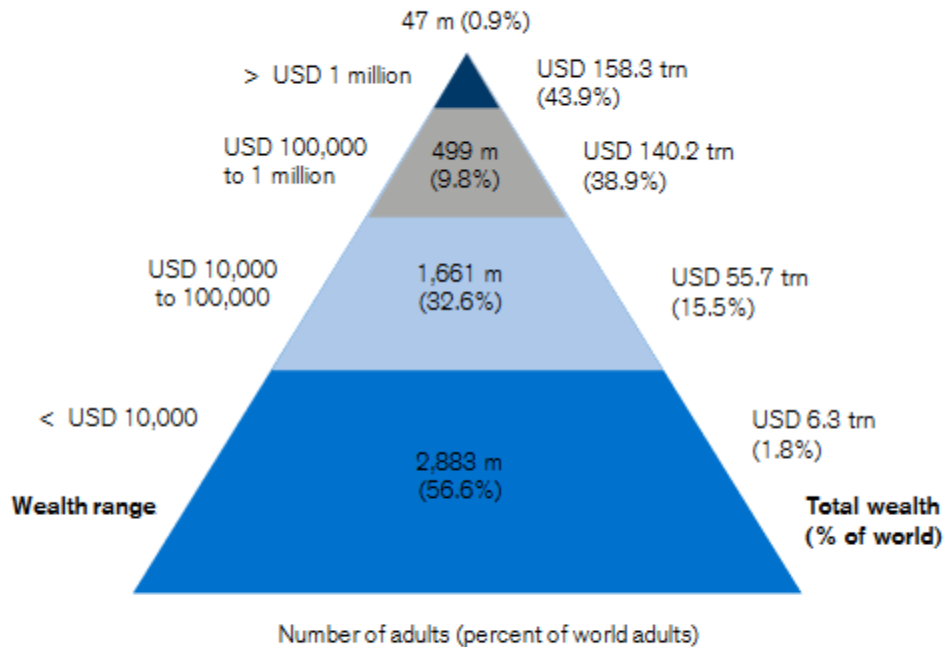
<https://www.forbes.com/billionaires/#1d84ee21251c>

Les médias relaient ces dernières années les statistiques autour du 1% qui détient une fortune qui dépasse le million. Et ils seraient 1% autour de la planète à répondre à cette variable.

Mais voilà le fameux 1% représente en réalité 47'000'000 d'individus, qui détiennent \$158 trillions (cf pyramide ci-dessous). Soit en moyenne une fortune de 3.22 millions*. Dans un pays comme la Suisse, un 4 pièces non luxueux dans la région valdo-genevoise coûte plus d'un million. Un vigneron, qui s'est construit sa maison pour quelques centaines de milliers de francs dans les années 80, se voit l'heureux propriétaire d'une fortune de plus d'un million. Et nous ne parlons pas par exemple du cas de personnes âgées, propriétaires depuis des lustres de maisons dans des stations balnéaires, qui deviennent subitement millionnaires...

*Ce chiffre est là à titre purement indicatif car dans cette tranche, il y a aussi bien des gens qui ont des milliards que d'individus détenant un million fictif. C'est d'ailleurs LA tranche la plus hétérogène en termes de distribution des richesses.

Figure 5: The global wealth pyramid 2019



Source: James Davies, Rodrigo Lluberas and Anthony Shorrocks,
Global wealth databook 2019

<https://www.credit-suisse.com/about-us/en/rep...lth-report.html>

La richesse du pourcent du top de la pyramide est soumise à la spéculation boursière et immobilière qui un jour la gonfle, et un autre la tire vers le bas. D'ailleurs, ce pourcent est voué à disparaître avec le nouveau modèle sociétal à forts relents collectivistes. Mais là n'est pas le sujet.

Dans les faits, ce pourcentage certes riche n'est rien d'autre que l'arbre qui cache la forêt. Et pour cause, ce 1% présenté n'a rien à voir avec la création de monnaie, et encore moins avec le financement et la gestion des créances d'Etats, et celles des entreprises globales.

Ci-dessous vous trouverez l'explosion de l'agrégat monétaire M3. Cela est le fait de la création de monnaie.

Le plus intéressant est tu en matière d'enrichissement, simplement parce qu'inconnu, et fortement influencé par des capitaux détenus par des structures anonymes (sociétés anonymes, hedge funds, etc.). Nous ne savons pas qui se tient derrière les constructions en cascades de trusts et de fondations. Et pourtant, il existe bel et bien des personnes physiques qui donnent les ordres, et qui les gouvernent. Or, ces personnes n'ont pas besoin de détenir de capitaux en nom propre, alors même qu'elles ont toute latitude d'agir comme des propriétaires physiques. Ainsi, elles bénéficient des avantages dont celui de l'anonymat, et de l'exonération de toutes contraintes. Par conséquent, elles ne figurent pas obligatoirement dans le fameux 1% tant décrié par les principaux médias, et l'essentiel de leur fortune reste propriété des structures morales.

Les trillions qui comptent car en plus octroient l'accès simultané aux emplois, au pouvoir politique, au pouvoir monétaire, au pouvoir économique, au pouvoir social, au pouvoir sociétal, et in fine à la gouvernance mondiale sont ailleurs qu'en mains du 1%. Ceci a été rendu possible par les réformes

successives du droit civil et de la législation qui régit le Code des obligations et celle relative au Registre du Commerce.



La théorie juridique unitaire de l'entreprise présentée dans ce livre, sans nuire aux petites et moyennes entreprises (PME), est de nature à faire disparaître la puissance politique cachée derrière les « galaxies opaques » que sont les « groupes économiques ». « L'entreprise nouvelle norme » rendra au « fait politique » la place qui est, de droit, la sienne et qu'il a malencontreusement, et depuis trop longtemps, abandonnée au profit du « fait économique » anonyme. Ce renouveau juridique de l'entreprise actera un retour de « l'ordre naturel », c'est-à-dire d'une organisation politique et sociale viable, compatible avec le concept de civilisation. Ce nouvel ordre politique rendra, à son tour, possible un renouveau géopolitique.

<https://business.financialpost.com/investi...vestings-future>

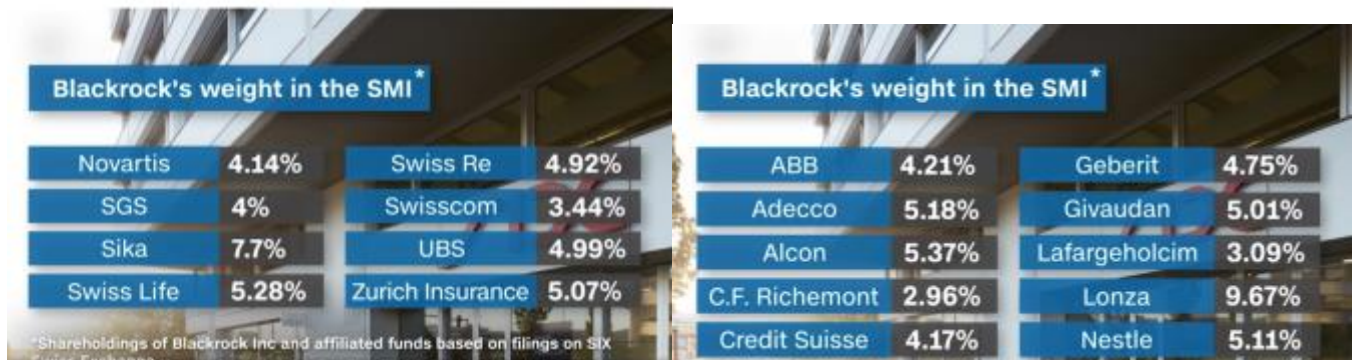
Voici pour vous le prouver l'exemple de Blackrock qui a pris l'ascendant en Suisse sur le monde politique. Ce mammouth qui pèse près de 7 trillions de dollar est omniprésent dans les allées du pouvoir. L'ancien patron de la banque centrale est le vice-président du manager d'actifs.



Nous pourrions imaginer qu'il dicte même les décisions politiques. Et le « il » représente 2 à 3 personnes qui ont en mains la stratégie de l'entreprise, et donc une bonne part de l'avenir de l'économie planétaire. Le reste des collaborateurs sont des exécutants. De luxe, mais exécutants tout de même. Je vous invite à regarder cette vidéo:

<https://www.cnnmoney.ch/shows/living-ma...ss-stock-market>

Ces captures d'écran de la vidéo citée affichent la présence de cette entreprise au sein de la crème des entreprises suisses du SMI (l'équivalent du CAC40). Le cumul de cette présence dans les différentes compagnies est un indicateur indiscutable de la présence politique de Blackrock.



Novartis	4.14%	Swiss Re	4.92%
SGS	4%	Swisscom	3.44%
Sika	7.7%	UBS	4.99%
Swiss Life	5.28%	Zurich Insurance	5.07%

* Shareholdings of Blackrock Inc and affiliated funds based on filings on SIX Swiss Exchange

ABB	4.21%	Geberit	4.75%
Adecco	5.18%	Givaudan	5.01%
Alcon	5.37%	Lafargeholcim	3.09%
C.F. Richemont	2.96%	Lonza	9.67%
Credit Suisse	4.17%	Nestle	5.11%



Et dans le texte suivant, qui est une missive envoyée par le patron Larry Fink à ses collaborateurs, vous avez la confirmation que les Etats sont devenus impuissants, laissant du coup le soin à son entreprise à gérer l'environnement social.

The World Needs Your Leadership

As a CEO myself, I feel firsthand the pressures companies face in today's polarized environment and the challenges of navigating them. Stakeholders are pushing companies to wade into sensitive social and political issues – especially as they see governments failing to do so effectively. As CEOs, we don't always get it right. And what is appropriate for one company may not be for another.

One thing, however, is certain: the world needs your leadership. As divisions continue to deepen, companies must demonstrate their commitment to the countries, regions, and communities where they operate, particularly on issues central to the world's future prosperity. Companies cannot solve every issue of public importance, but there are many – from retirement to infrastructure to preparing workers for the jobs of the future – that cannot be solved without corporate leadership.



BlackRock's Larry Fink: The New Conscience of Wall Street?

By Lindsey Tanner June 22, 2018



These missives have some asking whether he's "the new conscience of Wall Street"

Martin Lück
Regional Chief Investment Strategist

"My clients are entrusting us a lot of their money. We are actually the largest asset manager in terms of money and trust... That means by definition we are holding relatively large shares in companies and we know of course about the responsibility that comes with this."

Le patron de Blackrock se présente en tant que « conscience de Wall Street » et se donne une mission sociale et politique. Et que propose ces financiers hors normes pour sauver l'humanité? Eh bien la production d'encore plus de dettes.

L'inspiration leur vient directement de leur maître à penser Milton Friedman, père du néolibéralisme, qui savait dès les années 70 que son concept ferait caler l'économie et qui préconisa comme nouvelle étape au quantitative easing l'hélicoptère monétaire, ou revenu de base.

Mais comme vous l'avez compris, la source de la monnaie distribuée par des banques centrales ne serait pas issue de la planche à billets de l'Etat public (génératrice d'inflation), mais de celle des banquiers génératrice elle de déflation puisqu'elle se sert d'une part des liquidités disponibles (épargne, retraite,...) et d'autre part de nouvelles liquidités générées par des dettes comme contreparties.

La proposition choc de BlackRock pour affronter la prochaine crise

D'anciens banquiers centraux employés par le géant de la gestion d'actifs – dont Stanley Fischer et Philipp Hildebrand – pro posent de conférer aux banques centrales le pouvoir de financer directement l'économie. Pour l'Europe, ils préconisent même des prêts perpétuels à taux zéro aux particuliers. (Les Echos)

Blackrock, Vanguard et consorts sont les fils spirituels des grandes banques internationales qui avaient déclenché la guerre comme vu précédemment contre les Etats-Unis. D'ailleurs, c'est depuis ce territoire, sorte de base arrière, qu'ils ont lancé une offensive planétaire suite aux Accords de Bretton Woods qui a vu le dollar américain muté en monnaie de réserve mondiale.

Nous finissons avec un extrait de Dépossession:

« *»Le dollar ne pourrait survivre en tant que monnaie de réserve mondiale sans obliger les États-Unis à gérer des déficits sans cesse croissants.* ». Nous sommes en octobre 1959, et ce diagnostic sans appel est celui de Robert Triffin^[1] qui témoigne devant une commission du Congrès. Ces constats convergent avec ceux de Jacques Rueff^[2] qui a longuement développé les mêmes thèses dans « *le péché monétaire de l'Occident* », ouvrage dans lequel il expliquait le mécanisme de la double pyramide des crédits^[3].

Déjà en 1944, des conséquences dévastatrices en matière d'endettement avaient été prédites si le dollar américain venait à être choisi en tant que monnaie de réserve mondiale. C'est pourquoi John Maynard Keynes avait défendu, dans le cadre des négociations de *Bretton Woods*, l'introduction du *bancor*, unité de compte réservée aux échanges internationaux, à laquelle les différentes devises nationales auraient été rattachées.

Or, malgré les avertissements, c'est bien l'option la plus risquée qui fut choisie. Ce jour-là, les États-Unis, en tant qu'État se sont liés les mains, et ont été condamné à un endettement croissant et abyssal. Pour le plus grand bonheur des gros banquiers. Relevons au passage que lors des négociations de *Bretton Woods*, le président Roosevelt^[5] avait pour *Assistant secretary of state for American republic affairs* l'ancien banquier Nelson Rockefeller, descendant de la célèbre et riche famille. Un heureux hasard pour les banquiers.... »

[1]Professeur d'économie à Yale

[2]Economiste et haut fonctionnaire français

[3]« *Le péché monétaire de l'Occident* », Jacques Rueff, Plon (disponible sur le site de l'Institut Coppet)

[4]Célèbre économiste britannique

[5]...et par la suite de Truman. Il deviendra vice-président des États-Unis (1974-1977)



Le livre de Rueff n'a plus été édité et le PDF a été supprimé du site de l'Institut de Coppet depuis la publication de *Dépossession*. Je vous mets le fichier ici aussi longtemps que cela me sera possible. [Le péché monétaire de l'occident Jacques Rueff](#)

Liliane Held-Khawam



Athènes se refinance désormais sous la barre des 1%... A quand des taux négatifs en Grèce ?

rédigé par [Philippe Béchade](#) 12 février 2020



Alors que nombre d'investisseurs s'extasient sur le retour du CAC40 au contact des 6 100 points, du nouveau zénith de l'Euro-Stoxx50 à 3 850 ou du 6ème record en 7 séances sur le Nasdaq au-delà des 9 700... un fait essentiel et qui en dit long sur le fonctionnement des marchés a été négligé.

En effet, le rendement du “10 ans” grec bascule ce 12 février sous le palier des 1% pour la 1ère fois de son histoire (c’était 45% en 2012, 20% en 2015, 10% en 2018) et inscrit un nouveau plancher à 0,965%, quasiment à parité avec le “10 ans” italien (0,94%), et 67 points de base en-deçà de la rémunération du T-Bond américain de référence “2030”.

Petit rappel: la dette grecque reste majoritairement classée “junk bond” alors que le pays, dont le système bancaire est en survie artificielle depuis 8 ans, affiche un ratio dette/PIB de 180%, le plus élevé d’Europe.

A quand des taux négatifs en Grèce ?

Les marchés sévèrement contaminés par une froide euphorie

rédigé par [Philippe Béchade](#) 13 février 2020



Wall Street enchaîne les séances de hausse (7 sur une série de 8 en ce qui concerne le “S&P” et le Nasdaq) mais aussi et surtout les **records historiques** : 9 728 mercredi soir pour le [Nasdaq](#), 3 380 pour le [S&P500](#), 29 550 pour le [Dow Jones](#)... que l’on sent littéralement aspiré vers les 30 000 points, un objectif réalisable au rythme actuel dès ce vendredi 14.

Non seulement les marchés semblent accorder un crédit intégral aux chiffres (invérifiables) transmis par les autorités chinoises mais ils valident également le scénario de conséquences économiques limitées suite à la propagation du virus 2019-nCoV, rebaptisé Covid-19, ce qui le rend immédiatement beaucoup moins redoutable, c’est l’évidence même.

Même [Jerome Powell](#), dans son “témoignage” bi-annuel devant la commission des finances du Congrès, confirme ses craintes de voir l’épidémie de coronavirus perturber la croissance mondiale.

Et c’est la deuxième fois qu’il se montre aussi clair dans son pronostic en l’espace d’une semaine... ce qui pourrait signifier qu’il a déjà envisagé tous les moyens de faire face au risque d’un ralentissement, conformément au mandat de la FED qui consiste à assurer la stabilité des conditions économiques et si possible le plein emploi.

Et Jerome Powell a réaffirmé que ce plein emploi était justement atteint et qu’une croissance modérée devrait permettre de le maintenir en 2020.

Comment alors ne pas être saisi de vertige par l’ampleur de la contraction entre une croissance modérée (+2,3% fin 2019, malgré 1 100 Mds\$ de déficit supplémentaire) et une envolée lyrique de +44% d’un

indice boursier comme le Nasdaq en 13 mois et 2 semaines, de +18,5% en 4 mois et demi (dont 16 semaines de hausse sur 19, sans aucun épisode de retracement supérieur à -3,5%)... **et désormais de +8,4% depuis le 1er janvier.**

Des multiples de capitalisation sans équivalent depuis la bulle des “dot.com”

L’expansion des multiples de capitalisation en 1 an est historique. Le PER du S&P500, dans sa version la plus “conservatrice” (une sorte de photo instantanée du rapport cours/bénéfices) vient de passer la barre des 19 (la moyenne historique est de 13,5).

Et le ratio dynamique Case/Shiller affiche un peu moins de 30 fois les bénéfices... ce qui est cependant supérieur au PER affiché à la fin de l’été 1929.

Malgré ces niveaux records, Jerome Powell considère que “l’expansion des valorisations n’a rien d’insoutenable”... et la plupart des stratèges pensent qu’il parle en toute connaissance de cause puisque c’est la FED qui règle le débit du carburant monétaire (+450 Mds\$ en 5 mois) qui propulse les actions américaines de record en record.

Après avoir longtemps échoué au contact des 3 800/3 820 points, l’[Euro-Stoxx50](#) vient à son tour de pulvériser la résistance des 3 825 points de la mi-mai 2015 pour fuser en direction des 3 850 points, dans le sillage du [DAX](#) qui pulvérise de plus de 100 points le précédent record absolu des 13 640 du 22 janvier.

L’[Allemagne](#) est non seulement le pays d’Europe le plus exposé à un ralentissement de l’activité en Chine mais c’est aussi celui où les perspectives politiques présentent le plus d’incertitude : nul ne sait depuis mardi -avec le renoncement de la dauphine d’Angela Merkel à prendre la tête de la [CDU](#)– quelle ligne prévaudra au second semestre.

Car la CDU est elle même divisée avec une frange libérale et pragmatique (ligne Merkel) soutenant une BCE pro-active et ouvertement non orthodoxe, et une frange conservatrice (ligne “bavaroise”) qui réclame de longue date l’arrêt des injections de liquidités (“QE”) et de l’aventurisme monétaire.

Autrefois, l’incertitude minait le moral des marchés, aujourd’hui c’est l’aiguillon qui les propulse vers la stratosphère puisque les banques centrales se sont juré d’anéantir tous les prémices d’aversion au risque: elles sont à l’origine d’une “froide euphorie”.

Cycles boom/krach : ce n’est pas terminé (1/2)

rédigé par [Thorsten Polleit](#) 13 février 2020

Certains verraient volontiers dans la « bulle perpétuelle » actuelle la fin du cycle boom/krach traditionnel. Ils se trompent...

Au cours du Forum économique mondial 2020 qui s’est déroulé à Davos, Bob Prince, responsable adjoint des investissements chez Bridgewater Associates, a fait parler de lui en suggérant, lors d’une interview télévisée, que [les cycles de booms et de crises que nous avons connu au cours des dernières décennies pourraient être révolus.](#)

Ce point de vue pourrait avoir été suscité par le fait que la phase d’expansion économique actuelle (le « boom ») dure maintenant depuis plus d’une décennie – et elle ne semble pas donner signe de se terminer, comme le suggèrent les dernières données macro et microéconomiques.

Cela ne viendrait-il pas contredire la leçon fondamentale de la théorie autrichienne des cycles économiques (TACE), à savoir qu'un boom alimenté par une réduction artificielle des taux d'intérêt sur le marché, l'émission de crédits et l'injection de liquidités créées « à partir de rien », doit nécessairement se solder à terme par une crise ?

Dans la suite de cet article, je vais revenir sur le message fondamental de la TACE et présenter les « conditions particulières » à prendre en compte afin de pouvoir l'appliquer aujourd'hui aux évolutions du monde réel. En nous appuyant sur ces éléments, nous pourrions ensuite réfléchir à la forme que pourrait prendre la prochaine crise.

Ce que la théorie autrichienne des cycles économiques nous enseigne

La TACE est en réalité une « théorie des crises ».

Elle permet d'expliquer les conséquences d'une augmentation de la quantité de monnaie en circulation au travers d'une expansion du crédit — autrement dit, d'une augmentation du volume de prêts non financés par une épargne réelle — sous l'impulsion des banques centrales et en coopération étroite avec les banques commerciales.

L'augmentation de l'offre de crédit entraîne dans un premier temps une réduction des taux d'intérêt sur le marché en dessous de leur « niveau naturel », ou du « niveau du taux d'intérêt originel » pour reprendre la terminologie de l'école autrichienne d'économie.

La réduction artificielle des taux d'intérêt sur le marché décourage l'épargne et encourage l'augmentation de la consommation ainsi que de l'investissement. L'économie entre alors dans une phase de boom.

Cependant, une fois que les effets de l'injection initiale de nouvelle monnaie et de crédit se font ressentir sur le niveau des prix et des salaires, les gens commencent à réaliser que cette période de boom économique n'était qu'un phénomène temporaire. Ils retournent alors à leurs préférences initiales en matière de taux d'épargne, d'investissement et de consommation, ce qui se traduit par une hausse des taux d'intérêt sur le marché pour rejoindre leur niveau originel.

C'est par ce mécanisme que le boom se transforme en crise.

Pour empêcher que le boom ne laisse place à une nouvelle crise, les banques centrales interviennent pour ramener les taux d'intérêt à des niveaux encore plus bas. Car si les taux sur le marché baissent encore davantage, alors la structure de production et le niveau de l'emploi pourront être soutenus un peu plus longtemps, et la phase de boom économique pourra se poursuivre.

En d'autres termes, la trajectoire des taux d'intérêt sur le marché — qui est en fait le reflet de la façon dont les individus choisissent de répartir leurs revenus entre l'épargne, la consommation et l'investissement — est au cœur des cycles d'expansion et de crise économique. C'est dans ce domaine que les banques centrales ont progressivement accru leur niveau de contrôle.

Le contrôle des taux d'intérêt

Depuis la crise économique et financière de 2008-2009, les banques centrales ont pris le contrôle des taux d'intérêt sur le marché comme jamais auparavant. Elles ne se limitent plus seulement à fixer les taux d'intérêt à court terme, mais cherchent également à contrôler les taux d'intérêt sur les maturités à plus long terme.

En fait, les banques centrales ont commencé à fixer les taux d'intérêt à long terme au travers de leurs programmes d'achat de bons du Trésor, de crédits hypothécaires titrisés, d'obligations d'entreprises et d'obligations bancaires. De cette façon, elles influencent directement le prix des obligations et donc leurs rendements.

Les taux d'intérêt ne sont désormais plus fixés par « le marché libre ».

Non seulement les taux d'intérêt sur le marché ont été faussés et fixés à des niveaux trop faibles en raison des politiques imposées par la banque centrale, mais ils sont également bloqués sans possibilité de retour à des niveaux économiquement rationnels.

C'est en tout cas ce que semblent penser les agents économiques sur le marché : ils estiment que les banques centrales vont continuer de veiller sur le marché du crédit — ils savent que si et quand les taux remonteront, la phase d'expansion laissera sans aucun doute place à une crise économique, un scénario que les banques centrales souhaitent éviter à tout prix.

Compte tenu du pouvoir quasiment illimité dont disposent les banques centrales en matière de contrôle du prix des obligations et donc des rendements obligataires, aucun investisseur sain d'esprit n'oserait parier contre les autorités monétaires.

En fait, les investisseurs sont fortement incités à spéculer sur le prix des obligations en visant le même niveau de prix que ce que la banque centrale souhaiterait établir sur le marché d'après leurs estimations. En d'autres termes, si les marchés estiment que la banque centrale ne souhaite pas laisser les taux d'intérêt augmenter, alors les taux resteront artificiellement bas.

Méfiez-vous du prétendu « filet de sécurité »

En contrôlant les taux d'intérêt, les banques centrales ont en fait dressé un « filet de sécurité » pour l'économie et les marchés financiers.

Etant donné que les banques centrales ont indiqué au grand public qu'elles se considèrent responsables du maintien d'une économie en bonne santé et, plus particulièrement, de garantir la « stabilité des marchés financiers », les investisseurs ont rapidement fait le calcul : si l'économie ou les marchés financiers devaient se rapprocher d'une situation dangereuse, les investisseurs pourraient s'attendre à ce que les banques centrales interviennent, repoussant le risque d'une nouvelle crise.

Cette prise de conscience des investisseurs les encourage à prendre des risques plus importants, à investir davantage et à ignorer ou sous-estimer le niveau de risque.

Nous verrons la suite dès demain.

Les Etats-Unis, en route vers l'Argentine

rédigé par [Bill Bonner](#) 13 février 2020

Quand l'argent tourne mal, tout le reste suit – les Argentins le savent bien... et les Etats-Unis sont en train de l'apprendre à leurs dépens.



Ces jours-ci, nous faisons le ménage. Nous nettoyons notre bureau. Nous rangeons les outils à la ferme. Notre séjour aux Etats-Unis s'achève.

D'abord, nous irons au Nicaragua jeter un œil à notre projet immobilier sur place. Les choses n'ont pas été faciles. Une quasi-révolution en 2018 a fait peur aux visiteurs. Ensuite, le gouvernement américain a conseillé à ses citoyens de ne pas s'y rendre, ce qui n'a rien fait pour attirer retraités et touristes.

Cela reste pourtant un magnifique endroit. Les gens sont chaleureux. La bière est fraîche. Que demander de plus ? Un jour, il y aura probablement des millions de retraités américains disséminés tout le long de la côte. C'est plus joli et moins cher qu'à peu près n'importe où aux Etats-Unis.

Ensuite, nous irons en Argentine. Nous sommes curieux de voir comment le pays fonctionne avec une inflation à 55% et un nouveau gouvernement décidé à empirer la situation.

Depuis notre dernier séjour, l'an dernier, le peso a perdu environ la moitié de sa valeur.

« C'est génial, ici », disent nos amis, « tant qu'on a des dollars ». Nous verrons bien.

Riche comme un Argentin

Les chiffres montrent un déclin clair de la devise argentine. Un dollar achetait 30 pesos il y a un an. Il en vaut désormais 60.

Mais [comme nous l'avons vu hier](#), même si les chiffres semblent plus « scientifiques » que les sentiments, ils ne racontent qu'une partie de l'histoire.

En 1853, les Argentins se sont mis d'accord sur une Constitution, largement inspirée du modèle US. Il y a les branches habituelles, législatif, exécutif, judiciaire. Il y a des représentants élus. Il y a un équilibre des pouvoirs. Le bureau du président est dans une maison spéciale, appelée Casa Rosada – rose et non blanche, donc.

Le système a fonctionné relativement correctement durant les 100 premières années. En 1914, les Argentins étaient plus riches que les Français. L'expression « riche comme un Argentin » ne provoquait pas le rire, mais la jalousie.

Et puis, dans les années 1940, Juan Perón a trouvé comment manipuler les foules urbaines en promettant plus de choses aux gens. Durant la décennie qui a suivi, il a nationalisé des secteurs clés, s'est lancé dans des programmes de dépenses agressifs et des redistributions de richesse à grande échelle.

La production a décliné. L'inflation a grimpé. Elle a continué jusqu'en 1980, où les prix grimpaient au rythme de 1 000%.

L'inflation (ainsi que d'autres choses, vraisemblablement) a gangrené la société dans son ensemble. La corruption a augmenté. Et la politique s'est transformée en spectacle grotesque...

De nos jours, en Argentine, un groupe fait des promesses extravagantes et irréalistes. Il est élu. Ensuite, une fois qu'il a fait un véritable gâchis de l'économie, un autre groupe prend le relais.

Ce nouveau groupe tente de corriger les erreurs et bizarreries du premier. Ce retour à la réalité est un choc douloureux pour la plupart des gens. Au bout de quelques années, ils en ont assez et réélisent les arnaqueurs.

Petit à petit, il devient de plus en plus difficile d'avancer honnêtement dans la vie. Les gens commencent alors à excuser et admirer ceux qui s'en sortent avec malhonnêteté.

Lorsque l'argent tourne mal, tout tourne mal. Même la Constitution. Parce que l'argent est la manière dont nous suivons, contrôlons et régulons notre économie, nos dépenses, nos choix... la manière dont nous vivons... dont nous voyageons – tout. Au bout du compte, c'est ainsi que « le peuple » – qui gagne du véritable argent – contrôle le gouvernement.

Lorsque l'argent est factice... lorsqu'il peut être créé à volonté par les autorités... tout le reste devient factice et bidon également.

Ludwig von Mises expliquait :

« L'inflationnisme [...] n'est pas un phénomène isolé. [...] Tout comme la politique monétaire saine de l'étalon-or allait main dans la main avec le libéralisme, le libre-échange, le capitalisme et la paix, l'inflationnisme fait partie intégrante de l'impérialisme, du militarisme, du protectionnisme, de l'étatisme et du socialisme. »

Télé réalité

Prenez le discours sur l'état de l'Union. La Constitution américaine l'envisageait comme une réflexion sérieuse sur la situation du pays... et la direction qu'il prenait.

Cette année, l'occasion s'est transformée en une émission de télé réalité aussi tape-à-l'œil qu'improbable, les républicains applaudissant chaque absurdité sortant de la bouche du président. En face, les démocrates, maussades et rétifs, incluaient même un chœur fantomatique de femmes habillées de blanc, hantant tout le spectacle.

Quant à l'état de l'Union lui-même ? Il n'a pas été fait mention des deux plus grandes menaces qui guettent tout empire – la faillite et la guerre. A la place, on a eu de la comédie.

Le président, s'inspirant peut-être de l'Argentin Juan Perón, a promis quelque chose à chacun ou presque : le congé parental, des réductions d'impôts familiales, un remède pour les cancers pédiatriques.

Il a déclaré que les Etats-Unis iraient sur Mars... et planteraient 1 000 milliards d'arbres (probablement pas sur Mars).

Les Américains n'ont sans doute pas su quoi penser de ce remarquable spectacle. « Que se passe-t-il ? » ont-ils demandé. « Les démocrates ont perdu la tête », ont dit certains. « C'est les républicains qui sont fous », ont répondu d'autres.

Les Argentins, eux, ont tout de suite reconnu ce qu'il se passait : ils ont déjà vu cette émission.